

RÉVOLUTION ET EMPIRE

PAR OCTAVE AUBRY

PARIS - FLAMMARION - 1934.

CHAPITRE PREMIER. — 1789

CHAPITRE II. — La première révolution

CHAPITRE III — La fin de la Monarchie.

CHAPITRE IV — Robespierre.

CHAPITRE V. — Les Thermidoriens. - Le Directoire.

CHAPITRE VI. — Le Consulat.

CHAPITRE VII. — L'apogée de Napoléon.

CHAPITRE VIII — Les fautes.

CHAPITRE IX. — Les revers.

CHAPITRE X. — Le dernier vol de l'Aigle.

CHAPITRE PREMIER

1789

État de la France en 1789. — Tiers État. — Clergé. — Noblesse. — L'organisation gouvernementale : pouvoir central, justice, finances, etc. — Le Roi et son entourage. — Convocation des États-Généraux pour le 1er mai 1789 ; les cahiers de doléances.

En 1789 la France est le plus important et le plus riche État de l'Europe. Avec 24 ou 25 millions d'habitants, elle a le même territoire qu'aujourd'hui, moins Avignon, la Savoie et Nice. Son roi, dans le principe maître absolu de la fortune, de la liberté, de la vie de ses sujets, donne des lois, les fait appliquer, dispose sans contrôle de toutes les ressources du pays, que ce soit pour l'utilité publique ou pour ses besoins propres. Roi de droit divin, dans son Versailles de marbres et de glaces, il trône si haut qu'il paraît à beaucoup comme un Dieu mortel.

Le peuple sur qui il règne n'est pas aussi malheureux qu'on l'a prétendu. C'est un peuple d'abord de paysans. Un grand nombre possèdent leur chaumière et quelques champs qu'ils exploitent par des moyens antiques. Un tiers du sol est dans leurs mains. Beaucoup en outre sont métayers d'un noble ou d'un bourgeois. Les autres, manœuvres, domestiques, journaliers, louent leurs services. On trouve quelques serfs en Bretagne et en Franche-Comté.

On ne vit pas trop mal, dans ce grand pays de laboureurs. Les villageois, l'hiver, pratiquent souvent un métier. Près de l'âtre, ils tissent, façonnent des objets de métal ou de bois, creusent des sabots, polissent des ressorts de montres. Les femmes filent au rouet, brodent, font de la dentelle. A la belle saison, les enfants gardent les vaches et les oies. Les plus aisés vont aux écoles, tenues par les [petits frères](#) ou des religieuses. La plupart des adultes sont illettrés.

Ce monde de la terre, laborieux et patient, qui honore Dieu, respecte le roi, et a le sentiment assez net d'appartenir à un vaste corps de nation, ne se plaindrait pas de son sort s'il n'était écrasé d'impôts. Taille, capitation, vingtièmes, aides, gabelle, corvées, plus les droits féodaux, et les banalités, plus la dîme payée au clergé. Au total, soixante ou soixante-dix pour cent du revenu du paysan est pris par le roi, le seigneur ou le curé.

Les artisans sont à peine deux millions et demi. Ils travaillent en atelier ou à domicile. Il n'y a de grandes industries que dans le Nord où s'exploitent les premières mines de charbon, dans le Lyonnais, où le travail de la soie et la métallurgie occupent des milliers d'ouvriers, à Paris enfin où, dans les faubourgs, sont établis des fabriques de meubles, des tissages, des tanneries. La majorité des artisans sont groupés en corporations. On y entre apprenti pour devenir compagnon et, si la chance vous sourit un jour, maître. Les corporations entravent, comme l'a dit Turgot — qui un moment les a supprimées — [le droit au travail](#). Mais elles ont préservé un utile esprit de métier, assuré le maintien d'une noble tradition manuelle. Les plus fins, les plus ingénieux, les plus adroits ouvriers que nous ayons eus en France sont ceux du XVIIIe siècle. Ils étaient bien souvent de véritables artistes.

La bourgeoisie est née et a grandi dans les villes. Elle est intelligente et cossue. Le négoce malgré les guerres n'a cessé de l'enrichir. Elle se défend contre l'impôt. Les robins, notaires, procureurs, avocats, tiennent dans cette société une large place, car on n'a jamais tant aimé les procès qu'alors. Viennent ensuite les gens de finances : banquiers, changeurs, employés des fermes, puis les médecins, les professeurs, les écrivains. De toutes les classes du pays, celle-ci est la plus cultivée. Le bourgeois, qui lit les économistes et les philosophes, Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau, est humanitaire et sensible. Il s'intéresse aux affaires publiques, parle avec liberté du roi et de la cour, brocarde le clergé, jalouse les nobles. Il voudrait jouer dans l'Etat un rôle plus actif, plus direct. Il proteste contre les abus de l'administration et le désordre des finances. Il réclame des réformes.

Bourgeois, artisans, paysans, forment un des trois ordres de la Nation. C'est l'ordre sans privilèges, le *Tiers État*. Les deux autres, le Clergé et la Noblesse, infiniment moins nombreux, jouissent de privilèges variés et importants, dus à la fonction ou au souvenir d'anciens services. Ils étaient légitimes au moyen âge ; à la fin du XVIIIe siècle, on ne les comprend plus. Le Clergé est riche. Il possède d'énormes biens, le cinquième du sol environ. Sa fortune a été évaluée à trois milliards de livres avec un revenu de 80 millions. S'y ajoute le montant, au moins égal, de la dîme, prélevée sur tous les produits de la terre. Enfin il reçoit des droits féodaux.

Partie de ces immenses ressources est consacrée à l'entretien des églises, à l'assistance aux malades, à l'enseignement des enfants. Le Clergé paie au Roi l'impôt du vingtième, et, sous le nom de *don gratuit*, une redevance qui n'est ni obligée ni annuelle. Le haut clergé, archevêques, évêques, abbés, chanoines, vit de façon fastueuse. L'évêque de Strasbourg reçoit chaque année 700.000 livres, 14 millions d'aujourd'hui, certains abbés, tel l'abbé de Saint-Waast en Artois, 500.000, soit 10 millions. Par contre, le bas clergé — curés ou vicaires — recruté dans le peuple, meurt à peu près de faim. Las de souffrir, il est en révolte d'esprit.

La noblesse se compose de trois catégories : la grande noblesse, la noblesse de province et la noblesse de robe.

La grande noblesse ou noblesse de cour — douze cents personnes seulement — entoure le roi à Versailles. Louis XIV l'a attirée à lui, chargée de grâces et domestiquée. Depuis, elle respire et se meut dans l'orbite du souverain. Elle n'est plus que son reflet. Le roi la nourrit, la divertit, la pensionne, paie ses dettes, baptise et marie ses enfants. Cette noblesse n'est riche que d'apparence, elle possède des domaines infinis, mais pour une grande part incultes. L'existence de cour — train de maison, luxe d'habits, folie du jeu — la mine. Pour y faire face, elle perçoit avec une rigueur accrue par ses intendants, ses régisseurs, les redevances féodales, devenues odieuses au paysan parce qu'elles ne sont plus la contrepartie du devoir de protection rempli jadis par le seigneur.

La noblesse de province est demeurée dans ses gentilhommières. Exclue des largesses de cour, elle fait valoir ses terres et vit souvent assez chichement, d'une vie presque semblable à celle de ses métayers. Les fils vont à l'armée où ils occupent les grades moyens. Les filles, sans dot, remplissent les couvents.

La noblesse de robe tire son origine des charges judiciaires. Des bourgeois riches sont entrés dans les conseils du roi, les Parlements, les cours des Comptes et des Aides. Leurs charges devenues héréditaires les ont fait anoblir. Ils ont acheté des titres. Ils vont à la cour. Sous des dehors éclairés, ces parvenus tiennent étroitement aux privilèges, aux droits féodaux, qu'ils ont acquis en se substituant, argent sonnante, aux nobles d'épée.

Ainsi la France de l'ancien régime est-elle divisée en classes bien marquées, presque en castes. Désunion des esprits, désunion des intérêts qui aggravent encore l'immense, le profond désordre du pays.

Le royaume s'était façonné en huit siècles, de pièce à morceau. Ses institutions sont demeurées multiformes. Provinces, villes, associations, métiers, ont leur statut propre, leurs privilèges, leurs immunités, que d'âge en âge a respectés la monarchie. Il est ainsi devenu très difficile de gouverner.

Le pouvoir central, le roi, entouré de ses ministres et de ses quatre conseils, est le moteur suprême. Il agit directement sur les affaires étrangères, l'armée, la marine, la justice supérieure. Mais il délègue l'autorité pour l'administration des provinces à des *intendants*. Certains, comme Turgot en Limousin, travaillent en gens de cœur. Mais beaucoup agissent en tyranneaux. La plupart sont détestés. Les provinces, suivant qu'elles sont pays d'Etat ou pays d'élection, ont un régime, des tarifs d'impôt différents. Elles gardent leurs douanes intérieures. Au nord de la Loire, les lois sont de droit coutumier et il y a deux cent quatre-vingt-cinq coutumes. *On change de lois*, dit Voltaire, *en changeant de chevaux de poste*. Dans le sud, le droit écrit, c'est-à-dire l'ancien droit romain prévaut.

Mettre les institutions au niveau du temps, par une marche sage et lente, un roi l'a naguère essayé : Louis XV. C'est un souverain mal connu. Il a commis des fautes, dont la principale est la perte des colonies. Mais il a commencé d'introduire dans les finances et la justice de sérieuses réformes. Il a brisé la puissance rétrograde des Parlements. Avec Machault, d'Argenson, Maupeou, il voulait rajeunir et centraliser l'autorité. Roi bureaucrate, roi timide, mais pénétré de sa dignité, il n'eût pas supporté d'atteinte à sa couronne. C'était encore un maître et un chef.

Mais son petit-fils accède : Louis XVI ne ressemble en rien à son aïeul. Un épais garçon de vingt ans, à trogne vermeille, grand chasseur, gros mangeur, qui dort bien, rit gaiement, et lime des serrures à son établi quand il est de loisir.

Il n'est pas sans intelligence, comme on l'a prétendu. Il n'a point l'esprit vif, mais juste, capable d'application et de suite. Il est assez instruit. Son gouverneur La Vauguyon — un sot — l'a rendu dévot plus que pieux. Il a cette bonté qui ne convient qu'à la vie privée. Son métier royal l'épouvante. A l'annonce de son avènement, il dit : *Il me semble que l'univers va tomber sur moi. Dieu, quel fardeau j'ai là, à mon âge, et on ne m'a rien appris !*

Louis XVI, comme la plupart de ses contemporains, est un disciple de Rousseau. Le virus de la sensibilité l'infecte. Il croit qu'il suffit de désirer le bien pour le faire. Il craindra toujours de nuire ou seulement de mécontenter. Aussi son histoire va-t-elle être pavée d'occasions perdues. A dix reprises, Louis XVI pourra arrêter la Révolution ou lui imposer d'autres voies. Mais il y faudrait une autre main que la sienne, cette grosse main indécise qui sue un peu. Il périra donc et avec lui tout un ordre social qui pouvait être amélioré sans perte d'énergie et de substance parce que sur le trône qui veut un patron, il ne sera, il ne peut être que le serviteur de ses sujets.

D'appuis autour de soi, le Roi n'en a guère. Ses frères : Monsieur, comte de Provence, intelligent, cultivé, mais jaloux, sournois, dédaigneux et qui songe que si à la faveur de troubles, la couronne tombait du front de son aîné, il s'en coifferait fort bien ; le cadet, comte d'Artois, élégant, frivole, sec, pauvre de vues, plein de jactance et sans bravoure, avec cela gouffre pour l'argent. Louis XVI ne recevra d'eux jamais un réconfort, un utile conseil. Monsieur intriguera contre lui, paiera des pamphlétaires pour le ridiculiser ou calomnier la reine.

Artois videra sa bourse et, quand le péril commencera de poindre, l'abandonnera.

La reine — Marie-Antoinette — est archiduchesse d'Autriche et fille de Marie-Thérèse. Elle en tire beaucoup d'orgueil. Elle méprise un peu le roi, [ce pauvre homme](#), et pourtant lui garde de l'affection et du respect. Belle, ayant à la fois la majesté et la grâce, elle aime trop la parure, le plaisir. Elle est vive, ignorante, elle déteste la contrainte. L'étiquette lui pèse, elle s'y dérobe. A Versailles, dans ses petits appartements, ou dans la féerie champêtre de son Trianon, elle s'entoure de familiers mal choisis qui vont influencer sur elle et par elle influencer sur le roi de piteuse façon. Mais elle a le cœur honnête et droit, une sensibilité généreuse, une volonté et un courage qui croîtront avec le danger et passeront la pire infortune. Elle serait vraiment reine si elle savait oublier. Mais elle est aussi fidèle à ses amitiés qu'à ses haines.

Cependant le nouveau règne a des débuts heureux. Un beau flot d'espoir des provinces les plus reculées monte vers le jeune souverain. Il appelle au contrôle des finances Turgot, qui pratique des économies dans la Maison du roi, rend libres le commerce et la circulation des grains, abolit les corporations, supprime la corvée. Deux années de bon travail. Mais le roi a commis une grande erreur, l'erreur capitale de son règne : il rétablit le Parlement que son aïeul avait supprimé. Le Parlement, ami des privilèges, se dresse aussitôt contre Turgot. Les gens de cour et la reine protestent contre les retranchements de dépenses. Louis XVI résiste, hésite, finit par céder. Il renvoie son ministre, rouvre le robinet énorme des pensions. Si honorable qu'elle soit pour notre prestige, la guerre d'Amérique creuse le déficit, malgré les efforts du banquier genevois Necker qui avait remplacé Turgot et se montra du reste inférieur à l'emploi. Le jugeant usé, la reine le fait démettre et pousse en avant Calonne qui, pour inspirer confiance, répand l'argent à flots. [Un homme qui veut emprunter a besoin de paraître riche](#), dit-il, [et pour paraître riche, il faut éblouir par ses dépenses](#). La cour loue bien haut un ministre si aimable. De ce train, en trois ans, il s'endette de 450 millions de livres. Alors, à bout d'expédients, Calonne en revient aux réformes de Turgot et de Necker. [Mais c'est du Necker que vous me donnez là](#), dit Louis XVI. — [Sire](#), dit Calonne, [nous n'avons pas mieux](#). Comme le Parlement se montre toujours hostile, il propose au roi de convoquer non pas les États Généraux dont on a peur, mais une assemblée de notables sur l'autorité de qui l'on compte s'appuyer pour trouver de l'argent.

Les notables se réunissent à Versailles en février 1787. Grands seigneurs, maréchaux, prélats, conseillers d'Etat, maires des principales villes, délégués des provinces, ils ne représentent pas la vraie France. Et pourtant la fièvre de réforme est si générale, si forte, que ces privilégiés parlent son langage. Ils refusent d'examiner tout projet d'impôt tant qu'ils ne connaîtront pas l'origine et l'étendue du déficit. Ils demandent des pièces comptables, protestent contre les pensions de cour, enfin réclament la convocation des Etats Généraux. Les Etats Généraux, c'est-à-dire la réunion des trois ordres de la nation, la grande Assemblée que la monarchie, à mesure que son pouvoir s'affirmait, n'a convoquée qu'à de rares intervalles dans les crises extrêmes, et qui depuis 1614 n'a plus été consultée.

Qu'on pense à recourir aux Etats Généraux, qu'on les ait invoqués comme le remède magique à tous les maux de la France, montre combien le trouble des esprits est grand, combien la situation paraît périlleuse, combien aussi la royauté

a perdu de prestige, puisqu'on ne la croit plus capable à elle seule de surmonter le danger social.

Calonne le sent bien. Découragé, il se retire. Son successeur, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, qui plaît aux philosophes parce qu'on le dit athée, obtient des notables quelques concessions. Mais quand il s'agit de faire enregistrer les édits qui les consacrent par le Parlement, celui-ci, saisissant l'occasion de se rendre populaire, les refuse. Il demande lui aussi des États Généraux. La vieille lutte du pouvoir royal et des parlementaires recommence : lit de justice, exil des conseillers, rappel, nouvelles protestations. Le duc d'Orléans, cousin du roi, prend le parti du Parlement. Louis XVI l'exile à Villers-Cotterêts. Brienne avec courage fait tête aux rebelles, à l'agitation populaire. Il manque d'argent, ne peut payer qu'en billets. Son ministère agonise. Il mourra des émeutes de Bretagne et de la déclaration de Vizille, en Dauphiné, où six cents députés des trois ordres adressent un appel éloquent à toutes les provinces, les invitent à s'unir pour résister au despotisme : pas de réformes, pas de subsides, s'ils ne sont pas votés par les États Généraux.

Le Trésor royal ne contient plus que 400.000 livres. Le service des rentes va être suspendu. Brienne saute. Mais avant de sauter, cédant au vœu public, il a annoncé la convocation des États Généraux pour le 1er mai 1789. On le nomme cardinal. Necker est rappelé au contrôle et trouve, chez les banquiers, ses confrères, des avances, après qu'il a montré l'exemple en versant deux millions qu'on ne lui remboursera jamais. Il se flatte que sa seule présence rendra au gouvernement son assiette, à l'opinion la confiance et le calme. Il ne comprend point, par plus que la cour, le Parlement ne comprennent que déjà la Révolution a commencé.

La convocation des États Généraux pour le printemps de 1789 a porté la température politique du pays à un degré qu'elle n'avait encore jamais atteint. Surexcitée par les soucis matériels — car les deux dernières récoltes ont été mauvaises et la disette menace, la France entière discute, s'agite, s'attendrit ou s'indigne. C'est une fermentation énorme, dont les bulles, point toujours pures, crèvent avec bruit. Paroisses, bailliages, villes, ont leurs assemblées. Les journaux, les pamphlets sortent de terre. L'abbé Sieyès, en janvier 1789, lance sa fameuse brochure, brûlot qui s'attache au flanc de l'ancien régime : *Qu'est-ce que le Tiers État ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? Devenir quelque chose.* Immense et première campagne électorale. Le roi, son gouvernement, n'interviennent pas. Ils laissent faire. Sans trop se rendre compte de l'importance de leur décision, ils ont accordé au Tiers seul autant de députés qu'au Clergé et à la Noblesse réunis¹. D'autres s'emploient à leur place, mais contre eux : le duc d'Orléans, chef d'une faction qui pour lui pense au trône, les associations maçonniques dont l'influence a décuplé depuis vingt ans. Les élections se font dans la confusion. Le pays cherche ses cadres et s'aperçoit qu'ils ne le contiennent plus.

En même temps qu'ils choisissent leurs mandataires, les bailliages rédigent leurs cahiers, c'est-à-dire l'ensemble de leurs doléances et de leurs vœux.

¹ 27 décembre 1788.

La plupart expriment une grande modération. Ils réclament des réformes, mais souhaitent qu'elles soient introduites **avec une extrême prudence, des formes régulières**. Pas la moindre idée de révolution. La personne de Louis XVI est l'objet d'unanimes et touchants hommages : **Il ne craint pas**, dit le Tiers Etat d'Artois, **de se baisser jusqu'à nous servir de père**. Malgré les fautes du gouvernement, l'amour des Français pour leur prince est aussi vif, aussi profond qu'au jour de son avènement, quand il apportait tant d'espérances. Ces espérances, le peuple les a gardées, concentrées. Leur chute successive, c'est toute l'histoire de la Révolution.

CHAPITRE II

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION

**ASSEMBLÉE CONSTITUANTE : 5 MAI 1789-30
SEPTEMBRE 1791. — 5 mai 1789 : réunion des
États Généraux. — 20 juin : serment du Jeu de
Paume. — 14 juillet : prise de la Bastille. — 4
août : abolition des privilèges. — 5 et 6 octobre :
retour du Roi à Paris. — 12 juillet 1790 :
Constitution civile du clergé. — 20-22 juin 1791 :
fuite du roi ; son arrestation à Varennes. — 14
septembre : proclamation de la Constitution. —
30 septembre : séparation de l'Assemblée
Constituante.**

Vers la fin d'avril, les députés arrivent à Versailles. Un long flot : douze cents. La plupart sont gens de province. Les courtisans raillent leur gaucherie. Ils ne se doutent pas que ce qu'il y a de plus redoutable pour la monarchie, c'est justement le provincialisme de l'Assemblée. Ces délégués des petites villes, des campagnes, sont pour la plupart d'honnêtes pères de famille, des cœurs naïfs. Ils croient profondément à la vertu des principes, ils n'ont pas de jointures. Ils ignorent tout de la vie politique, des nécessités d'un gouvernement, quel qu'il soit. Ils manquent de philosophie et de scepticisme. Ils sont trop purs. Le luxe de Versailles rebute ces simples. Et aux regards moqueurs des gens de cour, ils répondent par des regards de colère et de mépris. Avec eux, sinon ouvertement, du moins en secret, sont les curés de village, quelques moines, ceux qu'on appelle : **les vilains du clergé**.

Cardinaux à manteau et chapeau rouges, évêques en robes violettes, membres de la noblesse en habits de soie et d'or, cravate de dentelle, chapeau à plumes blanches, députés du Tiers en vêtements de drap noir, simple rabat de mousseline, tricorne noir et uni, entrent lentement le 5 mai 1789 dans la salle des Menus Plaisirs où doit se tenir la première séance des Etats, en présence du Roi. Louis XVI lit mal un discours assez rude, où il affirme son autorité. Necker parle ensuite. Le Tiers, qui a trop espéré, est déçu.

Pendant les semaines qui suivent va s'accuser un peu plus chaque jour l'antagonisme entre le gouvernement et le Tiers. Les députés du peuple veulent la réunion, la fusion des trois ordres, et le vote par tête. Le petit clergé, une minorité de nobles les approuvent. Le Roi s'y oppose. Le Tiers alors, sortant de l'obéissance et **considérant qu'il représente les quatre-vingt-seize centièmes de la nation**, se déclare constitué en Assemblée nationale, sur la proposition de l'abbé Sieyès.

Acte grave, atteinte décisive à la toute-puissance du Roi. Louis XVI pour répondre use d'un pauvre moyen. Il fait fermer la salle des Menus Plaisirs. Les députés courent au jeu de Paume, et sous la présidence de l'astronome Bailly, acclament la motion de Meunier : **L'Assemblée prête le serment de ne pas se séparer et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie**¹. Tous jurent, dans l'extrême ardeur des esprits. Le Roi, quelques jours plus tard, tient aux Menus une séance où, la voix tremblante et irritée, il commande aux trois ordres de se séparer et annule les décisions prises. La Noblesse, le Clergé le suivent quand il part. Le Tiers demeure sur ses bancs au centre de la salle. Le grand-maître des cérémonies, Dreux-Brézé, rappelle l'injonction du Roi.

— Il me semble que la nation assemblée ne peut pas recevoir d'ordres, répond Bailly.

Alors, Mirabeau, un noble que le Tiers a élu député d'Aix, se lève et dressant devant Dreux-Brézé sa tête de lion lapidé, s'écrie :

— Allez dire à votre maître, monsieur, que nous sommes ici par la volonté du peuple et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes.

Les baïonnettes ? Le roi n'ose.

— Ils ne veulent pas s'en aller? dit-il. Eh bien, qu'ils restent...

¹ 20 juin 1789.

Quelques jours après ce défi du Tiers, il autorise la noblesse et le clergé à se joindre à lui :

— Il nous manquait des frères, dit Bailly, en les recevant : la famille est désormais complète.

Cette fois le despotisme a vécu. Le Roi a cédé à la souveraineté nationale. L'Assemblée se saisit aussitôt du pouvoir qui vient de glisser jusqu'à elle et se déclare Assemblée Constituante.

Dans ces débuts de la Révolution, deux hommes ont joué un rôle d'une particulière importance : Sieyès et Mirabeau. Ils ont un trait commun : tous deux ont déserté leur ordre pour se faire élire par le Tiers. Pour le reste tout les oppose.

Ancien aumônier de Mesdames, tantes du Roi, l'abbé Sieyès s'est institué le directeur de conscience de l'Assemblée. C'est un homme replet, aux yeux ternes, aux traits mous et taciturnes, mais doué d'un orgueil profond, d'une volonté souterraine, qui entreprend toujours sans s'occuper de l'issue. Son pamphlet l'a rendu célèbre. On l'interroge avec respect. Il répond sur un ton mystérieux, comme s'il rendait des oracles. On s'est demandé depuis s'il n'y avait pas beaucoup de vide sous cette grave façade. Nous ne le croyons pas. Médiocre, Sieyès n'eût pas exercé aux moments critiques de la Révolution sur des esprits dont beaucoup étaient sages, une influence d'un tel poids.

Mais il lui a manqué pour se hausser au premier plan cette sorte d'activité virile, d'ardeur physique que veulent les grands destins politiques. Il a pu dépouiller la robe du prêtre, il en a gardé l'esprit. Ballotté entre les factions, pour les dominer à la fin, il lui faudra le secours d'une épée. Et au moment qu'il croira toucher à son triomphe, il sera culbuté par le soldat.

Honoré Riquetti, comte de Mirabeau, est un transfuge de la noblesse. Violent, sensuel, il a eu la jeunesse la plus grosse d'orages. Son père, le fameux *Ami des Hommes*, pour le contenir plutôt que pour l'amender, l'a fait enfermer au château d'If, au fort de Joux, puis à Vincennes. Il y parfait son instruction par une lecture énorme. Libre enfin en 1780, il reçoit de Calonne une mission secrète en Prusse. Il rentre en France pour se jeter dans la Révolution. Sa magnifique intelligence, sa parole emphatique et colorée, son audace en font un meneur d'hommes. Ses pairs, les nobles, le méprisent et le repoussent. Il sera député du Tiers. Il fonde le *Journal des États Généraux*. C'est lui qui soutient le Tiers dans ses premières luttes et qui, le premier, jette le défi à l'autorité royale.

Petit, massif, la tête dans les épaules, son large visage ravagé par la variole, aux yeux injectés de sang, effraie et fascine... **On ne connaît pas, dit-il, la toute-puissance de ma laideur. Quand je secoue ma terrible hure, il n'y a personne qui ose m'interrompre.** Il n'est pas seulement un admirable orateur. C'est un politique profond. Il dominera la tribune de la Constituante. Mais il ne peut donner toute sa mesure qu'au pouvoir, et le pouvoir lui sera refusé. Il mourra trop tôt, brûlé par sa flamme, épuisé par ses vices. C'est la plus grande force perdue de la Révolution.

Le Roi est débordé. Sa prérogative est atteinte. Le nom seul d'*Assemblée constituante* que les États Généraux se sont donné montre que la Constitution ne sera pas octroyée par le Roi, mais imposée par la nation. Marie-Antoinette et son entourage, plus que Louis XVI, constatent le danger. Si l'Assemblée n'est pas brisée, l'autorité royale est perdue et avec elle le principe même de la monarchie. Il n'est qu'un moyen : un coup de force militaire. Le ministère le prépare. Il appelle à Versailles et à Paris, au Champ de Mars, tous les régiments étrangers disponibles. Etrangers — car il n'est pas assez sûr des Français. Un camp d'artillerie est établi aux Sablons. Les courtisans parlent de l'arrestation imminente des *meneurs de l'Assemblée*.

Mirabeau fait adresser, le 9 juillet, une requête respectueuse au Roi demandant le renvoi des troupes. Louis XVI répond qu'il est seul juge de leur utilité et offre de transférer l'Assemblée à Soissons ou à Noyon, hors de l'appui de Paris. Le lendemain, il renvoie Necker.

Paris aussitôt fermente. Il a faim ; le pain manque. La peur de la famine s'ajoute aux menaces dirigées contre l'Assemblée ; journaux, pamphlets, discours en plein air échauffent les esprits. Le peuple oblige les théâtres à faire relâche. Quelques boutiques d'armuriers sont pillées. Le dimanche 12 juillet, un jeune libelliste qui depuis quelques jours excite la foule à l'émeute et au pillage, monte sur une table dans le jardin du Palais-Royal et, un pistolet à la main, s'écrie :

— Citoyens ! J'arrive de Versailles, Necker est chassé. C'est le tocsin d'une Saint-Barthélemy de patriotes ! Ce soir même, tous les bataillons suisses et allemands sortiront du Champ de Mars pour nous égorger. Il ne nous reste qu'une ressource, c'est de courir aux armes !

Dix mille hommes acclament Camille Desmoulins. Un cortège se forme, derrière les bustes de Necker et du duc d'Orléans, dérobés au musée de cire de Curtius. En criant, en chantant, il parcourt les rues, arrive à la place Louis XV — la Concorde actuelle —. Le prince de Lambesc, à la tête de son régiment de dragons, veut le disperser. Il avance lentement, sous une grêle de pierres. Plusieurs cavaliers sont blessés. Un vieillard est renversé. Seule victime, quoi qu'on ait dit, de cette première rencontre. Les gardes françaises ayant tiré sur les dragons, Lambesc recule vers les Champs-Élysées, *sous les huées et les cailloux*. La nuit qui vient sera une nuit d'alarme et de sourd tumulte. L'émeute est dans l'air étouffant. La cloche de l'Hôtel de Ville sonne le tocsin. Les églises lui répondent. Des hommes sans aveu se répandent dans les rues, allument des feux, défoncent des boutiques, insultent et volent les passants. Le matin du 13, ils vont à la Force et y délivrent les prisonniers de droit commun.

Les bourgeois de Paris, épouvantés, organisent une milice de 12.000 hommes, noyau de la future garde nationale. Mais ils sont sans armes, tandis que la populace, le matin du 14, envahissant le Garde-Meuble, puis les Invalides, s'est emparée de 28.000 fusils et d'une trentaine de canons. Les gardes-françaises, troupe de basse moralité, sont avec elle. *A la Bastille !*, crie tout à coup on ne sait qui. Et cette tourbe immense, fluant par la rue Saint-Antoine, se porte à la Bastille, où elle espère trouver d'autres armes.

La Bastille, pour le peuple de Paris, c'est le symbole du despotisme. Il la croit pleine de martyrs de l'arbitraire royal. Au vrai, l'ancien château-fort de Charles V, avec ses huit tours grises, couronnées de vieux canons, n'est plus guère qu'une prison de parade, où le roi fait enfermer pour quelques semaines des fils de famille ou des gazetiers. Elle est commandée par un galant homme, Launay,

qui n'a sous ses ordres que 40 Suisses et 80 invalides. Invité à retirer ses canons, il les fait ôter des embrasures. La populace qui s'amasse en hurlant au pied de la forteresse brise les chaînes du pont-levis, se jette dans la cour. Launay, après deux sommations, ordonne de tirer. La foule s'enfuit, puis, revient, furieuse. Des gardes-françaises la renforcent, avec deux pièces de canon prises à l'Hôtel de Ville. Leur arrivée démoralise la petite garnison. Elle presse le gouverneur de se rendre. Launay, désespéré, pense d'abord à faire sauter la poudrière. Deux hommes se jettent sur lui, l'arrêtent. Ils arborent le drapeau blanc. Les assaillants se précipitent dans la forteresse. Leurs meneurs ont promis la vie sauve aux défenseurs. Mais il y a trop de lie dans cette foule. Elle massacre Launay, trois autres officiers, des invalides. On délivre les prisonniers. Ils ne sont que sept : quatre faussaires, deux fous, un érotomane.

On porte en triomphe ces victimes de l'absolutisme. Avec eux, dominée par les piques où elle a planté les têtes de Launay et de ses soldats, elle marche sur l'Hôtel de Ville. Le prévôt des marchands, Flesselles, est sommé de sortir. Il sort, est abattu, mis en lambeaux. On égorge aussi l'ancien ministre Foulon et son gendre Bertier, intendant de Paris. Le soir, le peuple danse au Palais-Royal autour des têtes qu'on a plantées dans le jardin. Il a goûté le sang. Dès lors il sera sanguinaire. Sa victoire l'a enivré. Sa raison titube. Les bourgeois de l'Hôtel de Ville le flattent bassement. Une légende se forme. Les vainqueurs de la Bastille, qui sont des bandits, deviennent des héros. L'Assemblée nationale a trop d'intérêt à ne pas adopter ce mensonge. Elle félicite le peuple de Paris de son ordre, de sa sagesse, et se déclare en permanence, craignant un retour offensif de la cour.

La cour n'y pensait guère. Le Roi ne sait rien. Il a chassé, a soupé, s'est couché, a dormi de son épais sommeil d'homme trop nourri. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, grand-maître de sa garde-robe, vient dans la nuit l'éveiller pour lui apprendre l'événement. Louis XVI le regarde, étonné, de ses gros yeux bleus.

— C'est une révolte ? demanda-t-il.

— Non, sire, répond le duc, qui du reste est libéral et défend l'Assemblée, c'est une révolution.

Une révolution. Pour la première fois, le mot frappe son oreille. Le roi s'émeut. Il dit à La Rochefoucauld qu'il va faire retirer les troupes et ira sitôt qu'il sera jour à l'Assemblée. Les députés, avertis, éclatent en applaudissements. Mirabeau les retient. Qu'ils ne se réjouissent point à l'avance :

— Le sang de nos frères coule à Paris. Qu'un morne respect soit le premier accueil fait au monarque par les représentants d'un peuple malheureux. Le silence des peuples est la leçon des rois.

Quand Louis XVI paraît, escorté de ses deux frères, et sans gardes, on se tait sur son passage. Il parle avec une bonhomie, même une adresse inattendues :

— Je ne suis qu'un avec la nation, dit-il, et il explique qu'il a ordonné aux troupes appelées à Paris et à Versailles de regagner leurs précédentes garnisons. Il finit par ces mots touchants :

— Eh bien, c'est moi qui me fie à vous.

L'Assemblée entière se lève, le salue de vivats et, en longue file noire, le reconduit au palais. Le lendemain, le roi rappelle Necker et le 17 il vient à Paris. A la barrière, il est reçu par Bailly, l'astronome à face plate, la veille nommé

maire, et Lafayette, héros de la guerre américaine, brave et inconstant, que la garde nationale a pris pour chef. Bailly lui offre les clefs de la ville :

— Ce sont les mêmes, sire, qui ont été présentées à Henri IV ; il avait reconquis son peuple ; ici le peuple a reconquis son roi.

Louis XVI, à l'Hôtel de Ville, accepte des mains de Bailly la cocarde tricolore où le blanc des Bourbons est serré entre le bleu et le rouge, couleurs de Paris. Une foule immense crie : **Vive le roi !**

Pauvre roi, assis dans son fauteuil doré, il approuve de la tête des discours qui, à d'autres, sembleraient insolents. Sa présence sanctionne tout ; révolte des gardes-françaises, pillage des Invalides, prise de la Bastille. Il se réconcilie, croit-il, avec son peuple, et cela vaut un sacrifice. Mais il a montré tant de faiblesse qu'à présent ce peuple va se croire tout permis. Autour de lui, dans sa famille même, on le sent. Marie-Antoinette le désapprouve. Le comte d'Artois, prudent, quitte la France avec ses fils. L'imitent les princes de Condé et de Conti, les Polignac. Ils s'établissent à Turin, y créent un bureau politique, dont Calonne devient le principal agent.

La France non plus ne se trompe pas sur la gravité de cet effondrement inouï du pouvoir. Elle a peur. Peur de l'anarchie où Paris est tombé, peur des **brigands** qu'on dit courir de ville en ville au pillage des maisons, au saccage des récoltes, peur de la famine, peur de l'inconnu. Bourgeois, paysans s'arment. Une jacquerie spontanée sort de cette épouvante confuse, qui s'aigrit d'attendre. Dans les derniers jours de juillet, des centaines de châteaux sont brûlés. Les titres des seigneurs sont détruits. L'Assemblée, inquiète de ces désordres, qu'aucune autorité ne réprime, cherche le moyen de **calmer les provinces**. Il lui faut bien agir, puisque le roi ni ses ministres ne gouvernent plus. Le 4 août, le vicomte de Noailles, parfaitement ruiné et qui n'a rien vraiment dont il puisse se dépouiller, propose l'abolition des droits féodaux. L'Assemblée approuve d'enthousiasme. Le duc d'Aiguillon élargit la proposition, l'applique aussi aux servitudes personnelles. On l'acclame. Alors c'est un déchaînement, une cascade de générosité collective et de folie. Chacun s'élançait au sacrifice, sans se préoccuper des conséquences. Du reste, on commence par sacrifier les droits du voisin. Le duc du Châtelet propose la suppression des dîmes, l'évêque de Chartres celle du droit de chasse. En quelques heures de nuit, parmi les cris, les étreintes, les pleurs de joie, sont abolis les privilèges financiers, les justices seigneuriales, les banalités, la vénalité des offices de magistrature, le casuel des curés, les pensions sans titres, les jurandes et maîtrises, les monopoles des villes, les immunités des provinces. Au petit matin, tout est par terre. Louis XVI est proclamé **restaurateur de la liberté française** et l'archevêque de Paris entraîne l'assemblée entière à la chapelle du château pour remercier Dieu par un *Te Deum*.

Cette nuit, naïve et belle, a fait la table rase. Tous les Français maintenant sont égaux, tous peuvent parvenir aux emplois. Cependant on a porté atteinte à des droits respectables, on a supprimé de véritables propriétés. Sieyès et Mirabeau le déplorent. On ne transforme pas un pays jusqu'au tréfonds en un soir de délire. Le 4 août, explosion admirable, a secoué durement la France et fait des ruines qu'il faudra regretter.

L'Assemblée a nommé un Comité de Constitution qui présente un projet le 20 août. Le premier texte, voté en octobre subira tant de retouches dans les mois suivants qu'une refonte en sera faite en 1791. Pendant ces deux années en somme, la matrice des lois constitutionnelles sera en travail. Mais en guise de

préambule, l'Assemblée, à l'exemple des *Insurgents* américains, a voté une *Déclaration des Droits*. Non pas des droits du citoyen français. Des Droits de l'Homme. On reconnaît ici l'influence de Rousseau et des Encyclopédistes. Soumise à leur esprit, la déclaration des droits sera moins une base législative qu'un étalon philosophique. Un conglomérat de maximes où s'épanche le goût moraliste des Français, orgueilleux de dicter sa future charte au monde. La Révolution, dès ses premières heures, a eu en vue la justice, plus que l'utilité. Or la justice n'est qu'un mot dans les sociétés des hommes. Mais il est magique, il enchante. Dans la justice, on croit trouver aussi la liberté. Mots sublimes qui vont soulever des âmes candides. Il faudra beaucoup d'années, bien des malheurs, bien du sang pour qu'elles échappent à cette admirable ivresse. Pourtant jusqu'à leur fin, elles en garderont la secrète chaleur.

On n'a parlé que des droits des citoyens, non de leurs devoirs, comme Mirabeau le voulait. La déclaration est trop démocratique pour le temps et les hommes, comme M. Aulard l'a montré ; elle va se trouver en désaccord avec l'esprit même de la Constitution.

L'Assemblée, à discuter interminablement ces articles, est devenue impopulaire. Paris, excité par les agents du duc d'Orléans, rêve d'un coup de main sur Versailles qui ramènerait roi, gouvernement, députés sous son influence, dans sa main.

La Reine, dont l'influence a grandi, est devenue le pivot de la résistance aux mesures révolutionnaires ; elle ne pense qu'à dissoudre l'Assemblée. Elle fait venir à Versailles deux corps fidèles : le régiment de Flandre et un régiment de dragons. Les gardes du corps offrent aux nouveaux venus un banquet dans la salle du théâtre du château. Le roi, la reine et le dauphin y paraissent, vers la fin. Des toasts injurieux pour l'Assemblée leur sont portés. La cocarde tricolore est foulée aux pieds.

Ces imprudences sont commises le 1er octobre. Paris les apprend deux jours après. Il est anxieux, mécontent. Les vivres manquent. **On se bat à la porte des boulangers**, écrit l'ambassadeur d'Autriche, Mercy-Argenteau, le 4 octobre.

Le 5 au matin, huit ou neuf mille femmes, troupe échevelée, brillante, où quelques honnêtes commères se sont égarées, partent à pied pour Versailles, traînant quelques canons et brandissant des piques, des sabres, des haches, jusqu'à des massues. Elles crient : **Nous allons demander du pain au Roi !** Des ouvriers sans travail et aussi des individus douteux, échappés de prison, les suivent. Lafayette est obligé par ses gardes nationaux de prendre un peu plus tard la même route. Les femmes envahissent l'Assemblée, la bafouent, se livrent aux plus indécentes contorsions. Elles tentent ensuite de pénétrer dans le palais, mais se heurtent aux gardes du corps et au régiment de Flandre. Elles passent cette nuit sur la Place d'Armes autour de grands feux. Beaucoup sont ivres. Par moments, elles reprennent leur refrain tragique : **Du pain, du pain !**

Louis XVI, derrière les vitres du château, en frissonne. Ses ministres sont divisés. Il pense à fuir sur Rouen. A la fin, supplié par Mounier, il consent à donner sa sanction à la Déclaration des droits et aux articles votés de la Constitution. Lafayette, d'abord mal accueilli — on crie : voilà Cromwell ! sur son passage ; à quoi il réplique crânement : — Cromwell ne serait pas entré seul ! — répond de l'ordre au Roi et le persuade de faire remplacer aux grilles les gardes du corps par des gardes nationaux.

A la fin, quelques meneurs — bandits décidés à tout — trouvent une grille ouverte. Ils se ruent dans le palais, tuent deux gardes du corps, les décapitent et, leurs têtes au bout de piques, montent chez la Reine, qui, demi-nue, se sauve chez le Roi : **Nous voulons le cœur de la Reine !**, hurlent-ils en courant dans les grandes salles dorées et vides, **nous fricasserons son foie et nous ferons des cocardes de ses boyaux !**

Lafayette qui dormait se réveille, rassemble quelques soldats et vient au secours. Le palais est purgé de cette écume. Mais une foule énorme s'entasse dans la Cour de Marbre, demandant le roi. Louis XVI paraît sur le balcon. Le peuple, touché par son courage, l'acclame. Mais il crie aussi, impérieux : **Le roi à Paris, le roi à Paris !** Il incline la tête. On l'applaudit. La Reine se montre à son tour, conduite par Lafayette, qui lui baise la main. Elle aussi, tout à l'heure si haïe, est saluée de vivats.

Mais Lafayette presse le départ. Le roi aux Tuileries, assure-t-il, c'est la réconciliation définitive avec Paris. Il est à demi-sincère, car il sent bien aussi que c'est la mainmise de la ville sur la royauté.

Tristement, à peu près sûrs à présent de ne jamais revenir dans ce palais qui les a vus puissants, jeunes, heureux, Louis XVI et Marie-Antoinette montent dans leur carrosse en compagnie de Madame Elisabeth, sœur du roi, du Dauphin et de la petite Madame Royale. Au pas, dans la boue, la lourde voiture se met en marche, escortée d'une foule triomphante, qui chante, crie, danse, en portant au bout de ses piques les têtes des gardes du corps massacrés. **Voilà le boulanger, la boulangère et le petit mitron !** crie-t-elle dans sa joie. Des coups de feu éclatent par instants. L'atroce cortège va si lentement, avec de tels arrêts, dans l'encombrement de la route qu'il lui faut cinq heures pour arriver à l'Hôtel de Ville. Dans la traversée de Paris grouillant, à la lueur des torches, la reine est insultée. Enfin, on arrive aux Tuileries où un souper et un coucher de fortune ont été préparés pour la famille royale et leurs proches serviteurs. La reine, en noir, sans rouge, paraît vieille et exsangue. Le roi a gardé son sourire béat. Il se met à table et d'un superbe appétit de chasseur, ne paraît pas se douter que cette journée a fait de lui un prisonnier et scellé son arrêt à la monarchie.

Les premières journées décisives de la Révolution, 14 juillet, 5 et 6 octobre, ont été l'œuvre de la canaille de Paris. Le vrai peuple, les classes moyennes, la bourgeoisie, l'Assemblée les ont couvertes et comme assimilées. Mais une tourbe conduite par une poignée d'obscurs meneurs à la paie sans doute du duc d'Orléans, peut-être même de l'étranger, de plus en plus va peser sur le mouvement révolutionnaire et l'incliner vers la violence. Quand l'Assemblée, dix jours après le roi, vient s'installer à Paris, dans la salle du Manège, tout près des Tuileries, elle aussi tombe au pouvoir de ce syndicat haineux. Son action s'en trouvera dès le début faussée et il lui faudra quelque mérite pour accomplir sa tâche immense dans un reste de sang-froid et un semblant de dignité. Une foule ardente, dont beaucoup d'éléments sortent du ruisseau, emplît les tribunes, les couloirs, les abords de la salle, domine les délibérations, essayant d'imposer par ses apostrophes, ses applaudissements ou ses quolibets leur vote aux députés. Elle règne de même sur les clubs. surtout sur le club des Cordeliers.

Ces clubs son devenus en peu de mois de véritables puissances politiques, qui plus, encore que la presse, dirigent l'opinion. Les Jacobins, fondes par les

députés de Bretagne et établis dans l'ancienne chapelle de la rue Saint-Honoré, ont des succursales dans tout le royaume, des agents dans les plus petites villes. A leur tribune défilent les chefs de partis de l'Assemblée, les meneurs populaires. On s'y accuse, on s'y défend, on y prépare les assauts successifs contre la royauté. Les grandes questions y sont débattues d'abord. Ce sont les Jacobins qui font les réputations et prononcent les disgrâces. Quand la Révolution s'enfoncera dans le sang, ce sont eux qui deviendront les pourvoyeurs de l'échafaud.

Les Jacobins, où domine un jeune député d'Arras, Maximilien de Robespierre, demeureront longtemps bourgeois et partisans de la monarchie limitée. Les Cordeliers, d'esprit peuple, appuyés sur les artisans, réclameront très tôt la République. Leur fondateur est un avocat fougueux. Danton. Ils ne comptent qu'à Paris, mais en quelques heures, ils peuvent rassembler des milliers d'ouvriers des faubourgs et les jeter sur l'Assemblée ou les Tuileries.

Les Feuillants sont un club monarchiste, constitutionnel, opposé à la démagogie. Lafayette en est le grand homme. Son influence se perdra bientôt dans les sables.

La presse est née de la Révolution. Royaliste, avec les *Actes des Apôtres*, populaire avec l'*Ami du peuple* de Marat, le *Père Duchesne* d'Hébert, par l'injure, la calomnie, par des attaques atroces, elle exaspère les passions, porte au rouge la furie politique. Paris est devenu une chaudière au-dessus de laquelle tourbillonnent des gaz empoisonnés. L'Assemblée tombée dans sa dépendance a perdu tout prestige. Elle travaille avec conscience pourtant. Mais on la morigène, on se défie de sa modération.

Elle travaille. Elle a l'esprit légiste, spéculatif et arbitraire. Déplaçant la souveraineté passée du roi à la nation, elle a voulu observer dans sa réorganisation de l'État la séparation des trois pouvoirs demandée par Montesquieu. Le roi est le premier serviteur de la Nation, inviolable et sans responsabilité. Ses ministres, eux, sont responsables. Il jouit d'une liste civile de 25 millions. Il peut s'opposer pendant six ans, par le veto, à une loi qui n'a pas son assentiment. Mais il ne peut dissoudre l'Assemblée et n'a même pas le droit de grâce. L'Assemblée qui s'appellera Assemblée législative, nommée pour deux ans par un petit nombre d'électeurs, a seule l'initiative des lois. Elle fixe les dépenses publiques, vote les impôts, décide de la paix et de la guerre. Il y a trop de pouvoir chez elle et point assez dans l'exécutif. Mirabeau le disait :

— La loi constitutionnelle est trop républicaine pour une monarchie, et pour une république il y a un roi de trop.

Le pouvoir judiciaire est devenu électif. Les électeurs qui nomment les députés choisissent pour dix ans les juges civils. Au criminel c'est un jury, tiré au sort, qui se prononcera sur la question de culpabilité. Dans chaque canton, un tribunal de paix, dans chaque district (arrondissement) un tribunal civil. Les appels se portent d'un tribunal à l'autre. A Paris, un tribunal de cassation maintiendra l'unité de la jurisprudence. La justice est désormais gratuite, uniforme et publique. Tout individu arrêté doit être interrogé dans les vingt-quatre heures par un magistrat. C'en est fini des emprisonnements arbitraires, de ce qui pouvait subsister encore de la torture et des confiscations. Les provinces sont supprimées. Plus de Bretons, de Provençaux, de Gascons ni de Lorrains, rien que des Français. Avec les provinces disparaissent les généralités. Le royaume est divisé en 83 départements, subdivisés en districts, les districts en cantons, les

cantons en communes. Un conseil général administre le département avec un directoire départemental. Le district reçoit la même organisation. La commune est régie par son maire, assisté d'un conseil communal. Toutes ces autorités sont élues. Mais elles sont indépendantes les unes des autres, elles rivalisent et se contrecarrent. *La désorganisation du royaume*, dit Mirabeau, *ne pouvait être mieux combinée.*

La Constituante établit l'égalité par la suppression du droit d'aînesse et le partage égal des successions. Appliqué à la terre, ce régime va la morceler à l'excès. L'état civil est créé. Ce ne sont plus les curés qui en tiendront les registres, mais les municipalités. Les anciens impôts sont remplacés par trois contributions directes : la contribution *foncière*, perçue sur les immeubles ; la contribution *personnelle et mobilière* basée sur la cote du loyer du citoyen, les patentes sur les bénéfiques du commerce et de l'industrie. La Constituante y ajoute des contributions indirectes : droits d'*enregistrement*, de *timbre*, et *douanes*. Ce sont encore les bases de notre système financier. De même que l'Assemblée votera chaque année le chiffre des impôts, suivant les besoins prévus, elle fixera l'effectif des troupes et les sommes nécessaires à leur entretien. Elle a décidé que désormais tous les grades seraient accessibles à tous les citoyens, sans aucune distinction de religion ou de naissance. Ces grades seront donnés à l'ancienneté. C'est la reconstruction entière d'un pays après la destruction complète de tous les organes de sa vie antérieure. Prodigeux travail. Hâtif, inhabile parfois. Cependant si le système électoral et l'organisation administrative peuvent être tenus pour mauvais, les réformes sociales sont plus heureuses et elles auront longue durée, puisque la vie française après un siècle et demi découle encore d'elles.

La Constituante couronne sa laborieuse improvisation par une décision capitale. Sur la proposition de Talleyrand, évêque d'Autun, soutenu par Mirabeau, malgré Maury et Sieyès, elle nationalise les biens du clergé. Ils sont évalués à trois milliards. Avec eux on éteindra la dette publique, qui s'élève à deux milliards 400 millions. Pour en mobiliser la valeur, on crée les assignats ; ils porteront intérêt à 5 %, et on pourra les échanger contre leur valeur en bons nationaux. Mais bientôt la pénurie du trésor va les multiplier. On leur imposera cours forcé, ils ne s'en déprécieront que plus vite, tandis que l'or et l'argent se cacheront. L'assignat de cent livres dans quelques années vaudra deux sous.

En s'attribuant l'immense fortune du clergé, la nation prend à sa charge les frais du culte et le soulagement des pauvres et des malades. Les prêtres deviennent ainsi des fonctionnaires rétribués par l'État. La Constituante, où persiste le vieil esprit gallican et janséniste, ennemi de Rome, va pousser plus loin et entrer dans le domaine interdit des âmes. Elle vote la Constitution civile du Clergé, qui abroge le Concordat et établit une église nationale, indépendante du Pape. Les évêques, les curés, seront nommés comme les députés. Ils devront prêter serment à la Constitution. La plupart, on le sait, vont s'y refuser. L'Assemblée a commis là sa faute essentielle. Elle a blessé le sentiment catholique, si puissant en France, elle a aliéné à la cause de la Révolution la grande majorité du bas clergé qui lui avait témoigné d'abord une active sympathie. Enfin, elle a profondément découragé le Roi, l'a rejeté au désespoir, aux actes qui vont le perdre avec la monarchie.

Louis XVI, atteint dans ses plus intimes convictions, n'osera pourtant se servir du veto ; il sanctionnera la loi, dans une affreuse angoisse :

— J'aimerais mieux, dira-t-il, en signant le décret, être roi de Metz que de demeurer roi de France dans une position pareille.

Dès ce moment, il songera à s'enfuir de Paris et à faire appel à l'étranger.

Dans cette marche si rapide vers l'extrême, la Révolution a pourtant marqué quelques arrêts. A l'Assemblée, beaucoup pensent qu'un accord sincère avec le roi peut seul sauver la France de l'anarchie. [Le vaisseau de l'Etat est battu par la plus violente tempête](#), écrit Mirabeau, [et il n'y a personne à la barre](#). Cette conciliation, il y travaille en secret. Il se rapproche de la reine, et dans plusieurs entrevues avec elle, s'engage, sans sacrifier rien du nouveau régime, à consolider la royauté. Il a le tort grave de laisser payer ses services d'une forte pension. Il s'est vendu, mais, comme dit Lafayette, [dans le sens de ses opinions](#).

Le 14 juillet 1790, à la fête de la Fédération où toutes les provinces de France ont envoyé leurs députés pour exprimer leur libre volonté d'union nationale, Louis XVI jure fidélité à la Constitution. En retour, Mirabeau fait donner au roi par l'Assemblée le droit de paix et de guerre. Si l'entente pouvait durer, la monarchie serait sauvée sans doute. Seulement la question religieuse gêne tout. Louis XVI ne peut sincèrement adhérer à un régime qui persécute sa foi. Par Breteuil, il entre en négociations avec son beau-frère, l'empereur Léopold.

Son mobile a été mal compris. Un roi de droit divin en qui s'incarne l'État, ne peut se trouver, vis-à-vis de la patrie, les obligations, les sentiments d'un homme privé. Où il est, là est la France. Si un concours extérieur le rétablit dans son autorité, Louis XVI pensera sincèrement qu'il a agi dans l'intérêt du pays. D'autre part, il croit qu'il existe, entre les souverains de l'Europe, un devoir de solidarité monarchique. Il l'invoque.

Les émigrés gâtent les affaires. Impertinents, imprudents et frivoles, ils vont presser les puissances d'intervenir pour le souverain que leurs intrigues compromettent aux yeux de son peuple. La Russie, la Prusse et l'Autriche, d'ailleurs, si elles doivent intervenir, ne songent qu'à leur intérêt propre. La Grande Catherine veut absorber ce qui reste encore de la Pologne, tandis que le roi de Prusse et l'Empereur se nantiront de compensations en France. Pour Louis XVI, pour Marie-Antoinette, aucune vraie sympathie, aucune pitié.

Mirabeau meurt, à peine à quarante ans, épuisé par sa vie folle, après un dernier mot sonore au compère Talleyrand :

— J'emporte avec moi les lambeaux de la monarchie.

Il a vu clair au moment où ses yeux se fermaient. Vivant, il pouvait sauver la royauté. Lui disparu, elle n'a plus de conseil. Marie-Antoinette agit désormais sans contrepoids sur l'esprit de Louis XVI. Les maladresses vont précipiter la chute.

La plus grave sera la fuite de la famille royale, que Mirabeau avait prévue et qu'il eût voulu empêcher. Mais le roi n'en peut plus ; chaque jour, on le brime, on l'insulte, on attente à sa conscience. Il veut quitter Paris, se réfugier au milieu de l'armée de Metz, commandée par Bouillé qu'il sait fidèle. Redevenu libre, il croit qu'il dominera la situation, que la France, affolée à l'idée de le perdre, se jettera à ses pieds. Revenant à Paris, avec les soldats de Bouillé, il lui pardonnera. Une nouvelle alliance, durable et féconde, unira la nation et son roi.

Rêves... On sait comment finit cette lamentable équipée. La famille royale arrêtée à Varennes est ramenée à Paris sous la garde de trois commissaires de

l'Assemblée. Chemin de calvaire qui s'allonge trois jours par une chaleur mortelle, au milieu d'atroces quolibets. La fuite de Louis XVI était défendable si elle avait réussi. Du moment qu'elle échouait, elle entraînait une catastrophe.

Avant Varennes, il n'y avait pas de républicains à l'Assemblée ni dans les clubs. Robespierre, Danton, même Marat, restaient partisans de la monarchie. En fuyant, Louis XVI semble avoir jeté sa couronne. Il est devenu odieux au peuple de Paris. On le juge bas et faux. On le méprise. Pendant son absence, la nation n'a pas cessé de vivre, l'ordre même n'a pas été troublé. Un roi est donc inutile ? On le suspend. L'Assemblée se charge de l'État.

Cependant ces nouveaux républicains veulent aller trop vite. Les clubs, par leurs violences, font réfléchir la partie saine de la nation. La province s'effraie. Une échauffourée au Champ de Mars, où Lafayette mitraille des manifestants ameutés par Danton, rejette l'Assemblée vers des idées plus modérées. D'ailleurs, elle est lasse, à bout de souffle. Elle se sent impopulaire. Elle va disparaître. Auparavant, elle vote une loi d'amnistie, fait accepter la Constitution par le roi et lui rend ses pouvoirs. A ce moment, beaucoup croient la Révolution terminée. Une vague d'optimisme baigne Paris. La première Révolution vient en effet de finir. La Révolution, qu'on peut dire, malgré certains excès, la Révolution raisonnable. La seconde Révolution, la plus destructive, la plus violente, mais, par le dramatique des événements, la plus haute, va commencer.

CHAPITRE III

LA FIN DE LA MONARCHIE

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU 1^{er} OCTOBRE 1791 AU 20 SEPTEMBRE 1792. — 20 avril 1792 : déclaration de guerre contre l'Autriche et la Prusse. — 10 août : prise des Tuileries et suspension du roi. — 2, 3, 4, 5 septembre : massacres dans les prisons. — 20 septembre : victoire de Valmy.

CONVENTION NATIONALE : DU 21 SEPTEMBRE 1792 AU 26 OCTOBRE 1795. — 21 septembre : proclamation de la République. — 6 novembre : victoire de Jemmapes. — 21 janvier 1793 : exécution de Louis XVI. — 9 mars : établissement du Tribunal révolutionnaire. — 25 mars : établissement du Comité de Salut public. — 2 juin : arrestation des Girondins.

L'Assemblée législative, élue au suffrage universel restreint à deux degrés, était formée d'hommes nouveaux. La Constituante avait commis la faute d'interdire à ses membres d'entrer dans la nouvelle Assemblée. Elle coupait ainsi les ponts avec le passé et, refusant à ce Parlement le secours d'une expérience qu'elle commençait seulement d'acquérir, livrait le pouvoir à la naïveté, à la faconde, à la peur.

Les nouveaux députés, au nombre de 745, étaient presque tous très jeunes. Parmi eux beaucoup d'avocats, d'hommes de lettres, chargés de souvenirs antiques, épris de Rousseau, amis de la phrase sonore et du geste étonnant. A droite ceux -qui veulent sincèrement appliquer la Constitution : les *Feuillants*. Ils ne sont guère qu'une centaine. Le centre, qu'on appelle aussi les *Indépendants* a pour lui le nombre, mais il est divisé, hésitant. A gauche les *Jacobins*, républicains avoués ou discrets, dont les chefs, Vergniaud, Guadet, Gensonné, députés de Bordeaux, font donner au groupe le nom de Girondins.

Les débuts de la Législative sont troubles. En Anjou et en Vendée, les campagnes se soulèvent contre la Constitution civile du clergé. Aux frontières, les émigrés en armes essaient de préparer les voies à l'invasion de la France par les étrangers. La déclaration de Pilnitz, par laquelle l'empereur Léopold et le roi de Prusse déclarent *qu'ils vont agir promptement et d'un mutuel accord en faveur de Louis XVI*, paraît en France, à tort du reste, une menace sérieuse. De leur côté, le roi et la reine intriguent sottement. Ils inclinent vers la politique du pire, celle qui doit tout désorganiser pour amener par *l'excès des maux un retour du bien*. C'est ainsi que grâce aux royalistes, le nouveau maire élu de Paris, Pétion, est un républicain.

L'Assemblée, inquiète, songe à se défendre. D'abord contre les émigrés. Elle les somme de rentrer. S'ils refusent, leurs biens seront confisqués. Les princes, Monsieur le comte d'Artois, les Condé, seront déchus de leurs titres et de leurs droits. Ensuite elle s'occupe des prêtres réfractaires. Ceux qui ne prêteront pas serment à la Constitution civile dans les huit jours seront privés de tout traitement et regardés comme suspects. Ces décrets sont soumis à la sanction du roi. Il y oppose son veto. Dès lors, il perd tout crédit sur la majorité de l'Assemblée.

Dans cette confusion. les Girondins, faisant pour un moment l'union des gauches, forcent le roi à renvoyer son ministère feuillant et s'installent au pouvoir. Roland prend l'Intérieur. Dumouriez les Affaires étrangères. L'opinion du pays est pour eux. Les Girondins sont, en mars et avril 1792, vraiment maîtres. Aussitôt, ils poussent à la guerre. La guerre, d'ailleurs populaire, ils la veulent pour juguler définitivement la royauté, assurer le triomphe de la Révolution et s'il se peut, la répandre en Europe. Ils ne doutent pas, ces orateurs de la victoire. Ils ne connaissent pas l'indiscipline des troupes ni la pénurie des arsenaux. L'Assemblée les suit. Seul Robespierre désapprouve l'aventure. Aux Tuileries. Marie-Antoinette pense que la guerre peut sauver la monarchie par une défaite qui conduira son neveu en quelques semaines à Paris. Elle pèse sur le roi qui se rend à l'Assemblée le 20 avril et propose de déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême. Le décret est voté d'enthousiasme. Paris illumine le soir.

Les Girondins croyaient commencer les opérations avec 300.000 hommes. Ils n'en eurent pas 100.000. L'armée réunie à la frontière de Belgique, sous le commandement de Rochambeau, subit d'humiliants échecs à Tournai et à Quiévrain. Le plan de campagne français avait été communiqué par Marie-Antoinette à l'Autriche. La Prusse joignit ses troupes à celles de l'Empereur. La

France se sentit à la veille d'un désastre. Les clubs crièrent à la trahison. Robespierre triomphait.

L'Assemblée, étourdie, éperdue, frappa le roi et le clergé. Elle ordonna le licenciement de la garde de Louis XVI, le déportement des prêtres insermentés. Le ministre de la guerre, Servan, fit adopter une mesure grave : la formation d'un camp de 20.000 fédérés à Soissons. Le roi prononça le veto. Et, montrant soudain une énergie inattendue, il renvoya un ministère qui le menaçait dans son propre cabinet.

C'était bien s'il eût eu la force. Mais il ne l'avait pas. Les Jacobins le lui firent voir huit jours plus tard, le 20 juin. D'accord avec Pétion, les meneurs réunirent dans les faubourgs une cohue d'hommes et de femmes qui, coiffés du bonnet rouge et vociférant, coururent au Manège. L'Assemblée subit le long défilé d'une foule avinée qui se porta ensuite sur le château. Les appartements royaux furent envahis. Le roi, réfugié dans une embrasure de fenêtre et défendu par une table, fut insulté pendant deux heures. On lui criait dans le visage : **A bas Monsieur Veto ! — Chasse les prêtres ! Rappelle les patriotes ou tu es mort !** On essaya de le frapper à coups de pique, à coups de sabre. Quelques grenadiers le protégèrent. Il supporta avec calme cette agonie. Il se laissa coiffer du bonnet rouge et but un verre de vin tendu par un homme du peuple à la santé de la nation.

A six heures, Pétion, fourbe et doucereux, parut. Le roi n'avait pas cédé devant l'émeute. Les manifestants étaient las. L'attitude de **Capet** les avait ébranlés. Pétion les persuada de quitter les Tuileries.

Cet attentat un instant dégoûta la France, la rapprocha du roi. Lafayette quitta son armée, vint s'offrir pour fermer le club des Jacobins. Mais Marie-Antoinette aimait mieux périr que d'être sauvée par Lafayette. Il repartit. Aussi bien la girouette populaire déjà tournait. L'avance des Prussiens sur la frontière lorraine exaspéra les esprits. L'Assemblée législative déclara le 11 juillet la Patrie en danger et ordonna une levée générale de volontaires. Trois semaines plus tard, on connut l'insolent manifeste que le chef des armées allemandes, le duc de Brunswick, avait publié au moment où il entrait en France. C'est un émigré, le marquis de Limon, qui l'avait rédigé. Il vouait Paris à une exécution militaire et à une subversion totale, si le roi était de nouveau insulté. Les pamphlétaires royalistes y applaudirent imprudemment.

Une profonde, une terrible colère bouillonna dans Paris. Avec la complicité au moins tacite de Pétion que le roi avait voulu révoquer, Robespierre, avide de jouer enfin un rôle de premier plan, et qui dès le 29 juillet réclamait aux Jacobins la suspension du roi et la réunion d'une Convention nationale, Danton, magnifique orateur mais jouisseur sans scrupules, vendu à l'Angleterre et aux Orléans, l'atrocité Marat, rongé de haine et de chancres, Camille Desmoulins, âme littéraire et tourmentée, et à leurs troupes une bande de faméliques anxieux de se pousser aux honneurs et à l'argent : Manuel, Merlin, Fournier, Chaumette, Santerre, Anthoine, préparèrent une nouvelle insurrection qui devait renverser la royauté et — défi aux émigrés, aux prêtres rebelles et à l'étranger menaçant — proclamer la République.

Le soir du 9 août, un soir torride, tout Paris était dans les rues. On entendit soudain la cloche des Cordeliers sonner le tocsin. C'était Danton qui faisait donner le signal. Aux Tuileries on comprit que l'attaque était proche, et Roederer, procureur syndic et Mandat, commandant de la garde nationale

tentèrent d'organiser la défense. Cependant les sections envoyaient des commissaires à l'Hôtel de Ville qui déclarèrent dissoute la Commune légale et s'installèrent à sa place. Danton les dominait de sa carrure énorme et de sa voix. C'était un véritable gouvernement provisoire. Les fédérés venus des départements parcouraient les rues en chantant le Ça ira, la Carmagnole, ou les couplets brûlants que venait de composer, à Strasbourg, Rouget de l'Isle, jeune officier de l'armée du Rhin.

Danton convoqua Mandat à l'Hôtel de Ville. Il n'osa désobéir. Il vint, fut insulté, puis tué. On lui nomma pour successeur Santerre. L'assaut, dès lors, pouvait commencer. Louis XVI dormait. Marie-Antoinette et sa belle-sœur Elisabeth avaient passé la nuit debout, s'attendant au pire. Pâles et s'appuyant l'une à l'autre, elles virent se lever un beau jour, c'était le dernier de la monarchie.

Déjà les Tuileries étaient cernées par les bandes d'émeutiers. Louis XVI réveillé, les cheveux défrisés et sans poudre, alla passer la revue de la garde nationale rangée dans la cour du Carrousel. Il ne sut pas trouver les quelques mots qui eussent pu empêcher cette milice incertaine de se joindre aux insurgés. Comme il rentrait aux Tuileries, des canonniers coururent sur ses pas, criant : **A bas le roi !** Déjà les insurgés étaient aux portes.

Roederer, qui croyait à la vertu des lois, supplia Louis XVI de quitter le palais et de demander asile à l'Assemblée. Marie-Antoinette s'y opposa. **Mais nous avons des forces !** Elle avait raison. Avec les deux cents chevaliers de Saint-Louis qui se trouvaient dans les salons et les antichambres, les neuf cents Suisses disciplinés et fidèles, prêts à mourir sur un ordre, on pouvait tenir contre l'assaut incohérent des faubourgs. Roederer insista. Et autour de lui des ministres, des officiers municipaux. **La résistance est impossible, disaient-ils. Tout Paris est là.**

Louis XVI regarda la reine. Elle détourna les yeux, comme si elle avait honte de sa faiblesse.

— Marchons, dit-il.

Il n'avait d'énergie que dans la soumission. A quoi marchait-il ainsi, derrière Roederer et les ministres qui avaient pris la tête, avec à côté de lui sa femme, sa sœur et ses deux enfants, par la grande allée du jardin des Tuileries, jonchée déjà de feuilles sèches ? Vers l'Assemblée, vers l'appui de la Constitution jurée par lui et par la France ? Nul encore ne pouvait penser, dans ce jour étouffant où la sueur tachait les visages, que c'était vers la prison et la mort.

De son pas pesant, il entra dans la salle du Manège. Le Girondin Vergniaud présidait. Il accueillit la monarchie défaillante par une phrase creuse :

— Sire, vous pouvez compter sur la fermeté de l'Assemblée nationale ; ses membres ont juré de mourir en soutenant les droits du peuple et les autorités constituées.

On plaça la famille royale dans la loge du sténographe. Elle y fut parquée tout le jour, tressaillant aux coups de feu des Suisses qui défendaient encore le château et qui furent presque tous massacrés. Il y eut au total près de huit cents morts. Dumas raconte que le soir on voyait des jeunes gens jouer avec des têtes.

La nouvelle Commune, ivre de sa victoire, réclamait la déchéance du roi. L'Assemblée se contenta de le suspendre. Elle rappela aux affaires les ministres girondins, Roland, Clavière et Servan, auxquels fut adjoint, avec le portefeuille de la justice, Danton, qui tout de suite exerça une manière de dictature.

Danton était, comme on l'a dit alors, le [Mirabeau de la canaille](#). Il avait les besoins et les vices du grand aristocrate dévoyé, son manque de scrupules, son entourage vénal et taré. Son éloquence était à coup sûr moins châtiée, mais déployait une plus véhémence ampleur de voix. Démagogue forcené, qu'il y trouvât intérêt, il était prêt à trahir principes, parti, amitiés. Pourtant, on doit lui rendre cette justice : il fut patriote. La seule page noble de sa vie est celle qui le montre redressant la France devant l'invasion et jetant la jeune République, la poitrine nue, devant la vieille Europe armée qui recula.

L'Assemblée législative avait abdiqué elle-même le 10 août. Elle avait voté l'élection immédiate d'une Convention nationale à qui elle laissait le soin de se prononcer sur le futur régime de la France. La main forcée par la Commune, elle laissa interner la famille royale dans la Tour du Temple. Les Girondins, quoiqu'ils eussent le ministère, passèrent au second plan. Dans cet interrègne, le gouvernement fut exercé par la Commune et par Danton.

Brunswick, avec 80.000 Prussiens et Autrichiens, était entré en Lorraine. Une seconde armée, commandée par le duc de Saxe-Teschen, menaçait Lille. Enfin, les émigrés du prince de Condé, flanqués de plusieurs corps autrichiens, s'apprêtaient à conquérir l'Alsace. En France, à Paris surtout, l'angoisse croissait. Les volontaires qui avaient par l'amalgame grossi les rangs de la vieille armée royale étaient à peine aguerris. Mais ils vibraient d'une foi mystique. Bien avant la nation, l'armée était républicaine. Son âme, exaltée aux accents de la Marseillaise, lui promettait la victoire sur l'Europe le jour où elle aurait des armes, des cadres, des chefs. Dumouriez et Kellermann, pour les lui donner, n'épargnèrent pas leur peine. Mais avant que cette aube se levât, il y eut encore un douteux crépuscule. Longwy, mal défendu, capitula le 20 août. Et le 2 septembre Brunswick prit Verdun. De même que les premiers échecs militaires avaient eu pour conséquence directe l'assaut contre les Tuileries, la perte de ces deux places jeta Paris dans une sorte de fièvre obsidionale contre laquelle Assemblée et gouvernement se trouvèrent désarmés. Les meneurs, Commune et Marat en tête, voulaient du sang. Ils croyaient que la République ne pouvait se fonder que dans la terreur. Ils organisèrent la boucherie des prisonniers royalistes et des prêtres à l'Abbaye, aux Carmes, à la Force, au Châtelet, à Bicêtre. Danton ne fit rien pour l'empêcher. Il en fut le complice tacite en ne prenant aucune mesure de protection. L'Assemblée se contenta de blâmer les massacres. Quant à la Commune, elle paya [ceux qui s'étaient employés aux exécutions populaires](#). Douze cents personnes périrent, dont la meilleure amie de la reine, la folle, charmante et courageuse Lamballe. La plupart des cadavres furent profanés.

Les Girondins, dont beaucoup avaient l'âme généreuse, se révoltèrent. Ils se séparèrent des Jacobins et demandèrent le châtement de Marat. Danton, secouant sa crinière, les défiait.

Pour imiter Paris, Reims, Lyon, Caen, d'autres villes, eurent leurs égorgements. La France était courbée sous une vague de folie et de haine. A deux semaines de là un grand coup de vent pur la redressa. Dumouriez et Kellermann avaient vaincu les Prussiens à Valmy (20 septembre).

Cette petite rencontre, où des deux parts il n'y eut pas cinq cents tués, fut une des plus grandes victoires françaises. Par un soir de brume et de pluie, l'infanterie prussienne, la meilleure de l'Europe, tenta d'enlever le plateau de Valmy, occupé par Kellermann. L'artillerie française l'arrêta. Brunswick n'osa pas

recommencer l'assaut. Il ordonna la retraite. Le jeune Goethe, volontaire dans son armée, dit à ses camarades :

— De ce lieu et de ce jour, date une nouvelle époque dans l'histoire du monde. Vous pourrez dire : **J'y étais.**

Si Dumouriez avait poursuivi l'armée prussienne en retraite, il pouvait l'encercler. Il ne l'osa point. Plus diplomate encore que militaire, il espérait détacher la Prusse de l'Autriche et tourner contre celle-ci toutes ses forces pour obtenir une victoire massive. Il obliqua vers les Pays-Bas autrichiens et envahit la Belgique. Le 6 novembre, il battait les habits blancs à Jemmapes. A ce moment, Montesquiou et Anselme étaient maîtres de la Savoie et de Nice qui votaient leur réunion à la France. Custine occupait toute la Rhénanie et entrait à Francfort.

A l'heure où la France de la Révolution pour la première fois faisait ainsi, à marches hardies, reculer l'Europe, la Convention prenait séance. La **terrible assemblée** allait régner trois ans. Pareille à une lance, dont la pointe est tachée de sang, mais qui cependant domine et resplendit, elle marque un des sommets, les plus tragiques, les plus affreux peut-être, mais aussi les plus grands de l'histoire.

Elle avait été élue durant les deux premières semaines de septembre, dans un halètement de rage et d'effroi. Elle comptait 749 membres, en grande majorité jacobins. Comme la Législative s'était portée à gauche de la Constituante, la Convention fut à gauche de la Législative. Forts de 160 voix, les Girondins, maintenant adversaires des Jacobins, composèrent l'aile droite de la nouvelle Assemblée. S'opposèrent à eux Cordeliers et Jacobins, deux cents environ, qui formaient le parti de la Montagne. Le Centre, ou Plaine, flottement de quatre cents hommes médiocres ou craintifs, étendait ses frontières mobiles entre ces deux grands partis. Les chefs girondins de la Législative comme les chefs jacobins étaient tous là, Vergniaud, Brissot, Guadet, Condorcet, Robespierre, Danton, Marat, Saint-Just, Couthon, Carnot, Cambon, Fouché. Tous étaient républicains. Mais les premiers ne voulaient pas de la dictature de Paris et de sa Commune criminelle. Ils étaient des provinciaux et entendaient garder à la France son visage un et pourtant divers. Leurs adversaires les accusaient de fédéralisme. Ils étaient, eux, pour l'unité farouche, **la République indivisible ou la mort**. Ils ne regardaient que Paris. Pour eux, la légalité, l'humanité, la liberté même n'étaient rien. Le Salut public était leur raison d'Etat, souveraine, aveugle, atroce et splendide. Ils étaient de farouches patriotes. Mais aussi des sectaires et des illuminés.

Dès sa première réunion, le 21 septembre, la Convention, sans proclamer explicitement la République, vota l'abolition de la royauté. Quelques semaines plus tard, après de furieuses discussions entre Girondins et Montagnards, un essai de mise en accusation de Robespierre, de Marat et de Danton, chefs tacites ou avoués des Septembriseurs, qui échoua parce que les Girondins, qui pourtant avaient encore le pouvoir et que suivait la Plaine, n'osèrent exploiter leur avantage, le procès de Louis XVI commença.

Les Montagnards voulaient sa mort. Cette tête du dernier roi de France jetée en défi à l'Europe et aux émigrés, c'était pour eux le geste symbolique qui séparerait sans recours le présent du passé. La Révolution dès lors serait indiscutable, invincible. Robespierre, du premier jour, le déclara : **Louis n'est**

point un accusé ; vous n'êtes point des juges. Vous n'avez pas une sentence à rendre pour ou contre un homme, mais une mesure de salut public à prendre, un acte de providence nationale à exercer. C'est la théorie du crime d'État nécessaire. La majorité des Girondins ne l'accepta point. Ils eussent presque tous — sauf Vergniaud et Barbaroux — voulu sauver un monarque faible, malheureux et, dans l'ensemble des faits, innocent. Mais ils se turent quand on eut découvert aux Tuileries, par la trahison du serrurier Gamain, l'armoire de fer où se trouvaient les papiers du roi, les preuves de la collusion de Mirabeau et celles de l'entente des souverains avec les émigrés et l'étranger. En se prononçant avec indulgence, ils craignaient de passer pour suspects. Ils n'avaient encore été que maladroits et versatiles ; ils furent lâches. Cette lâcheté-là, ils ne tarderont pas à la payer du plus terrible prix.

Le procès commença le 11 décembre et finit le 20 janvier. Louis XVI, assisté de Malesherbes, qui avait été son ministre, de Tronchet et de Sèze, se défendit avec une touchante dignité. Louis Capet fut déclaré **coupable de conspiration contre la Sûreté générale de l'État** et condamné à mort. Vergniaud eut le dernier courage de demander l'appel au peuple. Robespierre et Marat l'emportèrent sur lui par une dialectique acharnée. Le 20 janvier, à trois heures du matin, la Convention, par 380 voix contre 310, décida l'exécution pour le lendemain.

Par un gris et morne dimanche d'hiver, sur la place de la Révolution, aujourd'hui place de la Concorde, la guillotine attendait le petit-fils de Louis XIV, de Henri IV et de saint Louis. Toutes les troupes dont disposaient la Convention et la Commune faisaient la haie sur le passage du carrosse du roi. Dans le peuple s'élevèrent quelques cris de miséricorde. Santerre alors commanda de faire rouler les tambours. Louis XVI monta les degrés de l'échafaud avec un calme courage. Il voulut parler au peuple. On entendit : **Je meurs innocent !** Les tambours engloutirent sa voix. Il mourut en roi, en homme et en chrétien. Parmi les spectateurs, même les révolutionnaires, les plus décidés étaient pâles. Les autres pleuraient.

Ce crime politique eut de terribles conséquences. L'Europe tout entière se dressa contre la France. L'Angleterre, oubliant sa propre histoire, prit la tête de la coalition et ouvrit sa caisse. A la vérité, la mort de Louis XVI n'était pour elle qu'un prétexte. Plutôt que de nous voir maîtres de la Belgique, elle se jetait âme et corps dans la lutte. Pitt annonça aux Communes que cette guerre serait une guerre d'extermination. Presque aussitôt sur tous les fronts, les Français virent tourner la chance. Dumouriez, battu à Neerwinden, est chassé des Pays-Bas. Mandé à sa barre par la Convention, il livre ses envoyés aux Autrichiens et passe lui-même à l'ennemi après avoir vainement tenté de soulever son armée. Les Prussiens reprennent la Rhénanie et entrent en Alsace. Les Espagnols occupent Perpignan et Bayonne. Les Anglais, appelés par les royalistes, s'emparent de Toulon. Notre frontière partout est largement entamée. La route de Paris de nouveau est ouverte.

La Convention, où de plus en plus la Gironde perd ses forces, où la Montagne avec Robespierre et Marat domine, fait face au péril étranger avec une sombre énergie. Elle ordonne la levée par tirage au sort de 300.000 soldats, décrète la peine de mort contre les émigrés et les prêtres réfractaires. Enfin elle crée les trois organes célèbres qui vont sauver par la Terreur la République menacée : Comité de Salut Public, chargé de la défense extérieure et intérieure de l'État ;

Comité de Sûreté générale et Tribunal révolutionnaire pour rechercher, arrêter et condamner les suspects.

Ces mesures, mais surtout la réquisition militaire, exaspérèrent la France de l'Ouest. Le bocage breton et vendéen se souleva. Une immense armée de paysans, mal armés mais forts de leur foi blessée, va se répandre dans le Poitou, l'Anjou, le Maine, sous des chefs sortis de la noblesse ou du peuple terrien : un d'Elbée, un La Rochejaquelein, un Charette, comme un Cathelineau ou un Stofflet. La guerre civile flambra de province à province. Bientôt le Midi prendra feu à son tour. Soixante départements insurgés...

Plus encore que le danger extérieur, cette révolte de la France provinciale contre la dictature parisienne va acculer la Convention au bord de l'abîme. Elle ne justifiera pas, mais excusera en partie le régime de délation et de sang qui va s'instituer.

A Paris, la lutte continuait, acharnée, entre la Commune, inspirée par Marat et Hébert — le rédacteur du Père Duchesne — contre les Girondins que la trahison de Dumouriez, longtemps regardé comme leur homme, avait minés dans l'opinion. Pour arracher leur proscription à la Convention hésitante, la Commune lança à l'assaut de l'Assemblée une véritable armée : 80.000 hommes et 60 canons, sous la conduite d'Hanriot, louche démagogue, général du ruisseau, aux ordres de Robespierre (2 juin). La Convention céda à la peur de la mitraille. **Canoniers, à vos pièces !** avait commandé Hanriot. Elle décréta l'exclusion de vingt-neuf des principaux Girondins.

La Montagne, dès lors, avait le champ libre. Elle bâcla une Constitution destinée à remplacer la Constitution monarchique de 1791. Le régime qu'elle instituait était absurde. Le pouvoir central perdait toute autorité. Les votes de l'Assemblée étaient même soumis au referendum du peuple. Inapplicable, elle ne fut pas appliquée. La France continua d'être régie par la dictature de la Convention.

CHAPITRE IV

ROBESPIERRE

LA TERREUR, DU 2 JUIN 1793 AU 27 JUILLET 1794. — 2 juin 1793 : proscription des Girondins. — 24 juin : nouvelle Constitution. — 15 octobre : victoire de Wattignies. — 16 octobre : mort de Marie-Antoinette. — 19 décembre : reprise de Toulon sur les Anglais. — 10 juin : loi de Prairial. — 26 juin : victoire de Fleurus. — 27 juillet 1794 : chute de Robespierre (9 thermidor).

Robespierre, peu à peu, par son travail continu et patient, son aigre éloquence, son renom d'intégrité, avait conquis une position éminente dans l'Assemblée. Ce mince député à face de chat, envoyé par Arras à la Constituante, avait paru royaliste jusqu'au 10 août. Depuis il affichait un amour jaloux de la République. Ses amis les plus proches — il en eut — ne surent jamais ce que contenait cette âme fermée. Disciple de Rousseau, faisant parade de sensibilité et de vertu, mais légiste jusqu'au fond des moelles, il fut conduit des derniers rangs sociaux à un pouvoir extravagant par un orgueil immense et une volonté qui n'eut que de rares fléchissements. La vie de Robespierre s'est achevée trop tôt pour qu'on puisse imaginer où devait finir sa courbe. Il était monarchiste de tempérament, comme la plupart des hommes de la Révolution, et sans doute eût-il admis la tyrannie, s'il eut été le tyran. Il dirigea et utilisa la Terreur, mais on ne sait pas assez qu'il sauva d'assez nombreux suspects, et même des prêtres. On peut penser que ce doctrinaire morbide fut l'homme le plus représentatif d'une ère de bouillonnement et de violence, et dans l'ensemble la plus haute figure, comme la plus mystérieuse, de la Révolution.

A la suite des revers éprouvés en Vendée, où Westermann, ami de Danton, était obligé à la retraite, s'opéra une concentration du gouvernement. Le Comité de Salut Public, organe exécutif de la Convention, n'eut plus que neuf membres ; Danton s'en laissa éliminer. Robespierre, par contre, y entra et du premier jour y fut le maître. Le Comité accapara tous les pouvoirs. Il nomma et révoqua les ministres et les généraux. dirigea la guerre, l'intérieur, la justice. la police, délégua aux armées et dans les départements des représentants en mission investis des droits les plus étendus. Son activité fut prodigieuse. Robespierre, Couthon, Saint-Just, Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Carnot. Cambon, Barère, Prieur, Robert Lindet, enfermés au pavillon de Flore, s'attelèrent nuit et jour à une besogne de titans, d'où sortit à force de paroles, à force de paperasses, à force de crimes, mais aussi à force de patriotisme, une France nouvelle, plus forte que n'avait jamais été la France des rois.

Au nom de la [Patrie en danger](#), Carnot, ancien officier du génie, devenu chef omnipotent de la guerre, enrôla par la levée en masse plus de six cent mille hommes et jeta aux frontières neuf armées. Des généraux inconnus les commandaient dont la plupart sortaient du rang : Hoche, Marceau, Jourdan, Moreau, Pichegru. Kléber, Championnet, Lefebvre. Il faut vaincre ou mourir, c'est l'ordre. Et les soldats de l'an II, les plus grands soldais qui soient sortis de notre terre, mal chaussés, mal vêtus, mal armés, mais fiers, exaltés, héroïques, bousculent l'Europe. Jourdan est vainqueur à Wattignies. où l'on voit Carnot charger à la tête des troupes, Hoche vainqueur à Wissembourg, sous les yeux de Saint-Just. En juin 1793, la France paraissait perdue. Six mois plus tard ses frontières étaient libres et c'était elle qui pénétrait chez l'ennemi.

Dans le même temps la Convention triomphait à l'intérieur. Caen et la Normandie. Bordeaux et la Guyenne firent leur soumission. Lyon résista deux mois et fut punie par une répression sauvage : Fouché et Collot d'Herbois firent mitrailler les prisonniers par centaines. Toulon fut repris aux Anglais après un siège difficile où fut remarqué pour la première fois un jeune capitaine d'artillerie, Napoléon Buonaparte. Enfin l'insurrection de la Vendée, brasier qui s'était étendu sur onze départements, fut jugulée par Kléber et Marceau revenus

de Mayence. Vaincus à Cholet le 17 octobre 1793, les Vendéens furent massacrés au Mans et achevés à Savenay (23 décembre).

A une situation désespérée, la Convention, ou plutôt le Comité de Salut Public qui exerçait une véritable dictature, avait fait face par des moyens désespérés. Après la levée en masse, un emprunt forcé d'un milliard sur les riches, et la loi du maximum. Les accapareurs, comme tous ceux qui par un moyen quelconque paraissaient dangereux pour la République, seraient punis de mort. La misère était horrible. Dans la plupart des villes le pain et la viande manquaient. Les assignats, jetés par milliards dans une nation épuisée et qui cachait son or, avaient perdu toute valeur. La loi des suspects, dans la main des sectaires aveuglés par la haine, fut une arme atroce et sans contrôle qui fit tomber des milliers de têtes — 2.625 à Paris seulement —. C'est alors que vraiment commença l'époque sanglante qu'on a appelée la Terreur. Chaque jour, après une parodie de jugement, le Tribunal révolutionnaire envoya des charrettes de condamnés à l'échafaud.

La reine, depuis le mois d'août séparée de ses enfants demeurés au Temple, et jetée à la Conciergerie, fut livrée aux insultes immondes de Fouquier-Tinville, l'accusateur public. Son procès dura vingt heures. Marie-Antoinette se défendit avec courage et même — pauvre femme — quelque chose de pareil à un dernier espoir. Comme Louis XVI avait été grand à ses heures suprêmes, la fière, l'éblouissante reine de Versailles et de Trianon fut admirable de dignité sous ses cheveux blancs, dans sa mince robe de laine noire qu'elle avait tant reprise dans son cachot. Elle avait été légère, coquette, elle avait commis bien des fautes. Mais une fin si noble rachète tout. Elle monta sans faiblir les degrés de la guillotine et mourut dans une sorte de majestueuse stupeur.

L'avait précédée à l'échafaud Charlotte Corday, petite-nièce de Corneille, venue de Caen pour assassiner Marat en qui elle avait raison de voir un monstre.

Les suivirent Bailly, l'ancien maire de Paris, le duc d'Orléans Philippe-Egalité, prince dévoyé qui avait voté la mort de Louis XVI, son cousin, enfin les députés girondins qui s'étaient laissés arrêter : Barnave, Vergniaud, Brissot, leur amie filmée Roland. Roland se tua. Condorcet prit du poison. Barbaroux fut décapité à Bordeaux. Buzot et Pétion seront découverts dans un champ de Guyenne, à moitié dévorés par les loups.

Et des généraux : Luckner, Custine, Biron, Chancel, Houchard, coupables de s'être fait vaincre. Près d'eux, la du Barry vieillie qui s'était dévouée à la famille royale, mais regrettait trop la vie pour savoir bien mourir.

La Terreur n'a pas seulement inondé de sang Paris. Les commissaires envoyés en province par Robespierre et ses amis rivalisèrent de zèle. Carrier à Nantes, Le Bon à Arras, Barras et Fréron à Marseille et à Toulon, Collot d'Herbois et Fouché à Lyon, Tallien à Bordeaux. Partout les têtes tombaient dans une confusion atroce : prêtres réfractaires, nobles, ouvriers, bourgeois, paysans, femmes de plaisir, vieilles religieuses. La France, saoulée d'épouvante, se taisait devant les saturnales de la lie. Tout ce qu'un peuple recèle d'écume couvrait le pays.

Parmi les Montagnards, il en était qui commençaient de trouver que la Terreur allait trop loin. Dégoût du sang, effroi pour eux-mêmes, peut-être aussi, car tous les sentiments se mêlaient dans ces temps extrêmes, volonté de fonder un ordre

stable où la nation bouleversée enfin se retrouverait. Danton parlait du [retour à la justice et au règne des lois](#). Camille Desmoulins, dans son journal *le Vieux Cordelier*, réclamait, à côté du Comité de Salut Public, un Comité de Clémence. Héroult de Séchelles, Fabre d'Églantine les approuvaient. On les appela les *Indulgents*.

Par contre, il y avait les Enragés, ceux qui voulaient de plus larges hécatombes, qui rêvaient d'une complète anarchie. Leurs chefs étaient Hébert, misérable aigrefin qui bavait l'obscénité et l'injure dans le *Père Duchesne*, Chaumette, sale aventurier, procureur syndic de la Commune, qui exigeait de [déchristianiser](#) totalement la France par l'introduction du culte de la Liberté et de la Raison. Entre ces deux partis, les épiant, Robespierre immobile attendait son heure.

Il haïssait Danton, jalousait sa carrure et sa voix, redoutait de le voir reparaître au Comité de Salut Public pour balancer son influence. Pourtant il ne l'attaqua point d'abord. Défenseur de la propriété, déiste à la Rousseau et persuadé qu'il incarne soi-même la vertu, il a pris en horreur Hébert et ses séides qui minent avec audace les bases morales et matérielles de la société. Ce sont ceux-là qu'il faut abattre tout de suite. Hébert sent le danger et tente d'y parer par une insurrection. Il échoue ; la rue ne bouge point. Robespierre le fait aussitôt arrêter avec Chaumette et leurs complices. Un court procès de forme ; le 24 mars, ils sont guillotins.

Danton a aidé à leur chute. Mais lui-même, six jours après, est décrété d'accusation par le Comité de Salut Public. Il ne veut pas fuir. [Emporte-t-on, dit-il, la patrie à la semelle de ses souliers ?](#) Il semble écœuré de la vie, revenu de l'action, las de tout. Le 5 avril, sans qu'il ait pu se défendre — un décret lui ferma la bouche — il est condamné. Avec lui montent à l'échafaud Fabre d'Églantine, Camille Desmoulins, Héroult de Séchelles. [Tu montreras ma tête au peuple](#), crie Danton au bourreau, [elle en vaut la peine !](#) Et, avant de mourir, il ajourne Robespierre à trois mois.

Danton disparu, Robespierre n'a plus de rival. Dans cette Convention décapitée, qui oserait se lever pour le contredire ? Tous tremblent devant sa sèche et glabre silhouette, tous courtisent son sourire glacé, tous attendent les mots qui, tombant de ses lèvres pâles, désigneront peut-être tout à l'heure tel ou tel de ses amis d'hier pour l'échafaud. Avril, mai, juin, juillet, quatre mois d'absolue, de hautaine tyrannie. Il n'a que le titre modeste de membre du Comité de Salut Public, mais par la lâcheté commune il réunit tous les pouvoirs. Saint-Just, archange inhumain qui donnerait cent mille têtes — et la sienne — pour fonder sa République, le paralytique Couthon, spiritualiste convaincu, d'autant plus rigoureux qu'il a les mains pures, Le Bas, figure noble et romaine, font le cortège et la garde de l'*Incorruptible*. Que veut-il ? Où tend-il ? Est-il tenté par l'exemple de Cromwell ? Espère-t-il changer sa dictature de fait en un consulat formel ? C'est probable, mais rien ne le prouve. Nul n'a déchiffré son énigme. On s'accorde à penser qu'il songeait à clore la Terreur. En attendant, au nom de la Vertu, son inspiratrice, elle redoublait. Les prisons regorgeaient de suspects. Et il n'y avait plus assez d'échafauds. [Les têtes tombaient comme des ardoises](#), disait Fouquier-Tinville, satisfait. Anciens parlementaires de la monarchie, Ormesson, Molé, le vieux Malesherbes, Espremesnil, représentants de l'ancienne cour : Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI, sotte et sainte, la duchesse du Châtelet, le général Dillon, tous les fermiers généraux — dont Lavoisier —, après quelques phrases haineuses de Fouquier, sont [accommodés](#) par le bourreau Sanson.

Pourtant plus de péril extérieur, donc plus de prétexte aux massacres. La République est victorieuse sur tous les fronts. Jourdan, avec l'armée de Sambre-et-Meuse, culbute les Autrichiens à Fleurus. Pichegru conquiert la Belgique. Dumerbion passe les Alpes. Dugommier force les Espagnols à la retraite. Décontenancée, l'Europe — sauf l'Angleterre — commençait de songer à la paix.

Robespierre, inspiré par Couthon, trouva l'occasion d'un triomphe public dans la fête de l'Être Suprême. Toute la Convention derrière lui, il vint rendre au Dieu de Jean-Jacques l'hommage d'une nation maintenant épurée et qui remerciait son créateur.

En habit bleu et culotte de nankin, un bouquet de fleurs et d'épis à la main, il prononça une sorte de sermon et mit le feu à la statue symbolique de l'Athéisme, dressée au Champ de Mars (20 prairial - 8 juin).

Cette apothéose qui dans sa pensée sans doute devait préluder à son principat, souleva contre Robespierre tous les anciens amis d'Hébert et de Danton, tous les profiteurs, les hommes tarés qui se crurent — et justement — promis par lui à une prochaine charrette. Couthon, le 22 prairial, ayant proposé à la Convention une loi **déclarant ennemis du peuple tous ceux qui cherchent à anéantir la liberté par la force ou par la ruse**, et ôtant leurs dernières garanties aux accusés, ils sentirent sur leur cou le froid du couperet. La loi fut volée malgré leur opposition sous la pression de Robespierre. Mais se sachant perdus, ils risquent une partie suprême. Ils vont prévenir le dictateur et l'abattre avant d'être abattus par lui. Dans l'ombre, ils font contre lui la coalition des haines, des jalousies, peut-être aussi des remords. Fouché et Tallien sont les chefs du complot. Fouché, l'ancien oratorien, le massacreur de Lyon qui dissimule une merveilleuse intelligence policière sous un visage de momie, Tallien, gratte-papier devenu secrétaire de la Commune, l'un des meurtriers de Septembre, implacable ennemi des Girondins, qui jouant au proconsul à Bordeaux, s'y est épris de la belle Thérésia Cabarrus, à présent promise par Robespierre à la guillotine, et qu'il veut sauver à tout prix. Avec Billaud-Varenne, Barras, Carnot, Cambon, Barère, Collot d'Herbois, Lindet, ils assiègent en secret les députés du Centre, les conventionnels du Marais qu'épouvante la Terreur et qui, jusqu'ici prosternés devant Robespierre, commencent de s'irriter contre lui. Ils ramassent les hésitations, les lâchetés, les convoitises, formant un bataillon compact qui, le jour venu, s'il n'ose se jeter à l'assaut du tyran, saura du moins étouffer sa voix et, par un vote obscur, le précipiter de son piédestal.

Le 7 Thermidor (25 juillet) vit une première escarmouche. Robespierre était absent. Barère, dans un rapport verbeux, blâma **ceux qui méditaient de nouvelles proscriptions**. La Convention l'applaudit.

Le lendemain Robespierre parut à la tribune. Son discours, très étudié, attaquait les Comités, réclamait leur épuration et avec elle le châtement des traîtres et des prévaricateurs. Il jouait de façon sibylline avec la foudre devant une Assemblée éperdue qui d'abord vota l'impression du discours. Mais Cambon, mis en cause à propos du désordre financier, protesta d'une voix qui rendit courage aux conjures :

— Un seul homme paralyse la volonté de la Convention, c'est Robespierre ! s'écria-t-il.

Robespierre répliqua. Le débat devint violent et confus. L'Incorruptible, sommé de désigner nommément ceux qu'il vouait à la proscription, refusa avec hauteur.

Trop de gens virent alors leur tête en péril. La Convention revint sur son vote et refusa l'impression. Pour la première fois, le dictateur était mis en échec.

La nuit qui suivit fut employée par les amis de Robespierre comme par ses ennemis à préparer la vraie bataille du lendemain. La Commune s'était déclaré pour lui et le Club des Jacobins qui chassa Billaud-Varenne et Collot d'Herbois au cri de : **A la guillotine !** Cependant Tallien, Fouché et Barras visitaient les députés du Centre, les adjuraient.

Dans l'ancien théâtre des Tuileries, affecté depuis le 10 août aux services de la Convention, le 9 Thermidor, par une chaleur affreuse, devant l'Assemblée traversée de houles contraires, sous les loges où les Robespierriéristes, en majorité, acclamaient leur héros, Saint-Just, pâle et grave, commença la lecture du réquisitoire que toute la nuit il avait écrit contre Billaud-Varenne, Collot d'Herbois et leurs amis. Collot lui-même présidait. Tallien presque aussitôt interrompit Saint-Just, le poussa hors de la tribune. Brandissant un poignard, il demande la mise en accusation de Robespierre. Celui-ci veut répondre. Collot puis Thuriot qui l'a remplacé au fauteuil couvrent ses paroles du bruit ininterrompu de la cloche. Les conjurés crient : **A bas le tyran !** Le Centre seul se tait. Dans le brouhaha, on vote l'arrestation de Hanriot et de Dumas, séides de Robespierre, comme coupables de complot contre la Convention. Robespierre essaie en vain de se faire entendre. La tribune lui est interdite par les forcenés. A la fin, il lance un cri de rage :

— Président d'assassins, pour la dernière fois, je te demande la parole !

Une insultante clameur lui répondit. Alors il se tourna vers le centre : **Hommes purs, c'est à vous que j'ai recours, donnez-moi la parole !** Le Marais le vit perdu et se détourna. Tentant de dominer le tumulte de sa rauque voix, il ouvrit encore la bouche, parut suffoquer :

— C'est le sang de Danton qui t'étouffe ! lui cria-t-on. Les mains tendues, il allait du centre à la droite, trébuchant.

— N'avance pas, dit Fréron, c'est ici que s'asseyaient Vergniaud et Condorcet.

Le dictateur retomba sur un banc. Billaud-Varenne réclama son arrestation.

Augustin Robespierre, Lebas, demandèrent à être associés au sort de Maximilien. On leur adjoignit Saint-Just et Couthon. A cinq heures des gendarmes mirent la main au collet des accusés qui furent conduits au Luxembourg.

La Commune, dès qu'elle sut la nouvelle, se déclara en insurrection. Le tocsin sonna. Le maire, Fleuriot-Lescot, fit enlever Robespierre et ses amis qui en triomphe entrèrent à l'Hôtel de Ville. Fleuriot signa la mise hors la loi de Collot, Fréron, Fouché, Barras, Carnot, Tallien et de huit autres députés, **ennemis du peuple**. La Commune comptait sur la rue pour assaillir la Convention. Mais tandis que Robespierre, juriste dans l'âme et qui ne voulait agir que dans un cadre légal, hésitait, perdait du temps, et qu'une énorme foule sans chefs errait autour de l'Hôtel de Ville, les commissaires de l'Assemblée, éperonnés par le danger, agirent eux, vite et rudement.

Devant les Tuileries, ils réunirent une masse sûre de gendarmes et de gardes nationaux pris dans les sections les plus modérées. A deux heures de la nuit, ces troupes, commandées par Barras, arrivaient place de Grève, face à l'Hôtel de Ville. Sans trouver de résistance elles envahirent la maison commune. Un

gendarme, Meda, cassa la mâchoire de Robespierre d'un coup de pistolet. Le Bas se tua. Les autres se laissèrent arrêter.

Robespierre sanglant, défiguré, mais vivant encore, demeura gisant une partie du jour suivant sur la table du Comité de Salut Public. On le dirigea de là sur le Tribunal révolutionnaire qui se contenta de vérifier son identité, puisque, mis hors la loi, il devait être exécuté sans jugement. Fouquier-Tinville, tremblant, envoya ses amis à la guillotine.

A sept heures, dans le poudrolement du soleil couchant, après un lent parcours, sous les insultes de la populace qui leur reprochait le sang qu'elle avait demandé, ils arrivèrent à la place Louis XV. Couthon mourut le premier, puis Saint-Just. Robespierre monta à l'échafaud le vingtième. Quand on lui montra sa tête, le peuple jeta un rugissement de joie. Il croyait la Terreur morte et la Révolution finie.

CHAPITRE V

LES THERMIDORIENS. - LE DIRECTOIRE

CONVENTION NATIONALE (SUITE DE LA). —
Novembre 1794 à janvier 1795 : invasion de la
Hollande. — 5 avril 1795 : traite de Bâle avec la
Prusse. — Mai 1795 : convention de Hoche avec
les Vendéens. — 20 mai : émeute de prairial. —
4 octobre : insurrection du 13 vendémiaire.

DIRECTOIRE, DU 27 OCTOBRE 1795 AU 9 NOVEMBRE
1799. — 26 octobre : constitution de l'an III. —
1796-1797 : campagne de Bonaparte en Italie. —
1797 : traité de Campo-Formio avec l'Autriche.
— 4 septembre 1797 : journée de fructidor. —
1798-1799 : campagne de Bonaparte en Égypte.
— 1799 : victoire de Masséna à Zurich. — 9-10
novembre 1799 : coup d'État des 18-19 brumaire
; Bonaparte renverse le Directoire.

Le peuple voit trop gros pour voir juste. La Révolution allait continuer. Seulement elle changea d'axe. Les ennemis de Robespierre, les Thermidoriens comme on les appela, étaient des Montagnards. Mais ils n'avaient abattu le dictateur qu'avec l'aide de la Plaine. Et cette Plaine, étonnée d'une si retentissante victoire, devint exigeante, demanda des comptes. L'opinion publique la soutenait. Les Jacobins se sentirent débordés. Pour garder le pouvoir, ils passèrent à la réaction. Tandis que les suspects sortaient des caches, que les geôles lâchaient les prisonniers, le Tribunal révolutionnaire, renouvelé, envoya à l'échafaud seize charrettes de terroristes. Carrier, Le Bon, Fouquier-Tinville à leur tour montèrent les marches sanglantes. Les comités de Salut Public et de Sûreté générale furent jugulés, l'atroce loi de prairial disparut, le club des Jacobins, en dépit des efforts des derniers Montagnards, fut supprimé. Fréron alla en fermer la porte, en compagnie de Thérésia Cabarrus, devenue la femme de Tallien, et que toute la France surnommait maintenant Notre-Dame de Thermidor. Encouragés par l'approbation publique, par les manifestations de la jeunesse dorée qui, ayant chassé de la rue sans-culottes et tricoteuses, y règne avec bruit, les Conventionnels du Centre vont plus loin. Ils rappellent les députés de l'ancienne droite proscrits de l'Assemblée et les derniers Girondins. Prêtres réfractaires, émigrés rentrent en foule. Enfin, la Vendée reçoit son amnistie.

Les vrais révolutionnaires, les patriotes, vont-ils accepter que la Convention rebrousse chemin avec tant d'impudeur ? Non. Par trois fois, le 1er et le 12 germinal, le 1er prairial (mars-mai 1795) les *ventres creux* des faubourgs dirigés par des meneurs communistes qui voulaient profiter de l'occasion pour amener une complète subversion sociale, envahirent l'Assemblée. Elle fut défendue par ses troupes, auxquelles s'étaient joints les muscadins. L'insurrection échoua. Les modérés vainqueurs sont rarement généreux. La répression fut dure. Plusieurs milliers d'extrémistes vinrent repeupler les prisons, 62 députés de la Montagne se virent décréter d'accusation, 6 furent condamnés à mort et, pour enlever tout prétexte à l'émeute qui avait réclamé la mise en vigueur de la Constitution de l'an I, la dite Constitution, qui n'avait jamais reçu d'exécution, fut abolie.

Les royalistes reprenaient tous leurs espoirs. Ils voyaient déjà la monarchie rétablie et le petit Louis XVII tiré du Temple pour monter sur le trône de son père. Mais le recul ne devait pas aller si loin. L'esprit révolutionnaire n'était pas dissous. Une flamme qui dévore ne s'éteint pas d'un coup de vent. Le jeune Louis XVII fut déclaré mort le 20 prairial. Il paraît bien aujourd'hui qu'un enfant agonisant lui avait été substitué, de façon à le tenir en réserve comme un otage ou une sauvegarde. Les royalistes, déposés à Quiberon par une flotte anglaise et trahis par l'inaction du comte d'Artois, furent écrasés par Hoche. Tallien, dépêché par la Convention à Quiberon, y fit fusiller 800 prisonniers. Les chances d'une restauration des Bourbons de nouveau s'écartaient.

La Convention thermidorienne n'était pas seulement victorieuse à l'intérieur. Pichegru, à la poursuite des Anglais, conquérait la Hollande. Amsterdam était occupée le 20 janvier 1795. Les hussards français prenaient d'assaut au Texel la flotte hollandaise emprisonnée par les glaces. Jourdan était vainqueur des Autrichiens et les rejetait au delà du Rhin. De Bâle à son embouchure, le grand fleuve formait dès lors notre frontière. L'Espagne était envahie. Sur mer, nous avions par contre éprouvé des revers. Villaret-Joyeuse fut vaincu devant Brest dans un engagement naval qu'a rendu célèbre l'héroïsme du *Vengeur*. Les Anglais nous prennent les Antilles. Mais l'Europe était lasse et découragée. La Toscane, puis la Hollande, firent la paix. Le roi de Prusse signa le traité de Bâle (avril 1795) qui nous reconnaissait nos conquêtes. Le roi d'Espagne l'imita en

juillet. Ce Bourbon reconnaissait la République, qui entrait ainsi, victorieuse, dans le concert européen.

Ces résultats magnifiques, dus à l'intrépidité des soldats de l'an II et à la valeur de leurs généraux, ne doivent pas nous faire oublier l'extrême misère où dans cette même année 1795 se débattait la France. Après des spasmes si tragiques, de si pénibles efforts, elle est vide de substance. Il n'y a plus de monnaie. L'or s'est enfoui. Les assignats descendent à des cours dérisoires. Un louis vaut 2.500 livres en assignats aux derniers jours de la Convention. Depuis 1789, la famine reste endémique. A Paris, l'hiver est affreux. Pour avoir un morceau de pain, les femmes et les enfants font la queue devant les boulangeries par quinze ou vingt degrés de froid. Un boisseau de farine vaut 225 livres en 1795, un boisseau de charbon 10 livres, un quarteron d'œufs 25 livres.

Comment, malgré les distributions de vivres que la Convention ordonne, le menu peuple peut-il subsister ? Il n'a plus rien, il est sans travail. Les ateliers sont fermés, les métiers agonisent. Aussi les meneurs n'ont-ils point de peine — on l'a vu encore en prairial — à dresser tous ces malheureux contre un gouvernement qui n'a pas su contrôler la richesse, et qui, près d'une indigence effroyable, laisse s'étaler l'impudeur des **nouveaux riches**, le luxe odieux des **pourris**. La République est dévorée par la spéculation. Agiotage sur les monnaies, pillage par la **bande noire** des biens des émigrés et de l'Eglise, voleries des fournisseurs des armées. Jamais l'argent n'a coulé plus bas, ne s'est montré plus scandaleux et plus vif. Dans le complet désordre social, qu'augmente le défaut de confiance et de stabilité, éclate un luxe inouï, que double une joie suspecte. L'on soupe, l'on joue, l'on s'amuse partout. Ces époques bouleversées veulent jouir avec frénésie parce qu'elles redoutent le lendemain. Les aristocrates dépouillés partagent cette force de plaisir. Avec les trafiquants, les députés, les muscadins, les merveilleuses, on voit danser les ci-devant au **Bal des Victimes**, donné en l'honneur des parents des guillotins. On danse jusque dans le sanglant jardin des Carmes, jusque dans le cimetière de Saint-Sulpice, devenu le **Bal des Zéphyr**s. Jamais dans notre histoire n'a soufflé un vent si fort de folie et d'immortalité.

La Convention, avant de finir, et il fallait qu'elle finit, elle était au dernier période de l'anémie et de la lassitude, devait remplir une tâche essentielle : définir le régime qui lui succéderait. La Constitution de l'an I arrogée, elle avait à la remplacer par une nouvelle constitution.

Cette constitution, dite de l'an III, discutée et votée de façon hâtive, marqua un désaveu net de la politique révolutionnaire. Pour éviter la démocratisation de l'État, elle donna le droit électoral seulement aux propriétaires. Il y aura des électeurs du premier et du second degré, selon le chiffre de leurs contributions. Deux chambres se partageront le pouvoir législatif : le conseil des Cinq Cents et le conseil des Anciens, renouvelables tous les ans par tiers. Les deux tiers des nouveaux députés seront pris parmi les membres de la Convention. Les Conseils éliront un Directoire exécutif de cinq membres qui se renouvellera chaque année car cinquième.

La constitution est soumise à un plébiscite. La France s'en désintéresse au point qu'il ne recueille que 263.000 voix, contre des millions d'abstentions. Et les

élections, quoique hardiment cuisinées, sont presque toutes défavorables aux Jacobins.

Les royalistes croient de nouveau leur heure venue. Trop tôt. Les sections de Paris (30 sur 48) se sont déclarées contre la nouvelle constitution. La Convention répond en la déclarant loi de l'État. Et pour la défendre, elle organise, sous le commandement de Barras une petite armée où se retrouvent les débris des dernières journées, ce qui reste des [patriotes](#) de septembre.

Le 12 vendémiaire, la section Lepelletier, en majorité royaliste, bat le rappel des autres sections. Menou, chargé d'étouffer l'insurrection, se laisse amuser, ou intimider. Barras, dont la science militaire est courte et qui le sait, fait alors appel au concours d'un jeune général de brigade, protégé de Mme Tallien, et qui s'est distingué naguère au siège de Toulon, Bonaparte.

Bonaparte est un artilleur. Et c'est d'artillerie qu'il s'agit à cette heure pour disperser les émeutiers. Bonaparte, investi du commandement, fait enlever quarante pièces du camp des Sablons qui sont ramenées aux Tuileries au matin du 13 Vendémiaire.

Prenant l'offensive, les sections marchent sur la Convention en deux colonnes. L'une est repoussée quai Voltaire. L'autre est arrêtée devant Saint-Roch par Bonaparte dont la mitraille nettoie les marches de l'église et la rue Saint-Honoré. Le soir même, Paris est rentré dans l'ordre.

La Convention n'accable pas ses ennemis ; elle n'en a plus la force. Elle récompense seulement les vainqueurs ; Barras nommé Directeur et Bonaparte fait général de division et commandant de l'armée de l'intérieur, c'est-à-dire de Paris.

Trois semaines plus tard, le 4 Brumaire (26 octobre 1795), la fameuse Assemblée déclarait close sa session. Elle avait pendant quatre ans exercé un pouvoir si fort qu'au moment où elle allait entrer dans le passé, même ses ennemis sentirent, dit Thiébaud [que quelque chose de grand s'en allait et que la scène allait paraître vide](#).

Oui, malgré le sang versé, malgré les atrocités commises, en vérité quelque chose de grand. En comparaison de la Convention, la Constituante et la Législative semblent s'effacer. C'est en elle vraiment que s'incarne la Révolution. Car si la Constituante a détruit l'ordre ancien, la Convention a voulu fonder un ordre nouveau.

Elle a été constructive. Son principal effort a été un effort d'enseignement. Il semble que le mot de Danton : [après la paix l'instruction est le premier besoin du peuple](#), soit demeuré sa devise. Dans ce domaine, presque toutes ses tentatives ont été excellentes. Elle a décrété l'obligation scolaire et la gratuité de ce premier enseignement. Elle a fondé les écoles centrales — d'où vont sortir les lycées —. Pour l'enseignement supérieur, il lui doit tout. Elle a créé l'École polytechnique, l'École normale, l'École des Mines, le Conservatoire des Arts et Métiers, réorganisé les Facultés de Droit et de Médecine, le Musée du Louvre, la Bibliothèque nationale, les Archives, le Collège de France, le Muséum. Enfin elle a établi l'Institut.

Peuplée de juristes, elle a décidé de fondre et d'unir les lois en un seul code. Malgré ses hérésies financières, elle a ouvert le grand livre de la Dette publique qui bientôt pourra servir de base à notre crédit.

Mais cette œuvre intérieure est peu de chose si on la compare à l'œuvre extérieure. Elle a victorieusement dressé la France contre l'invasion. Elle a insufflé à ses pauvres soldats sans pain une telle abnégation, un enthousiasme si pur et si fort que les meilleures armées de l'Europe ont pâli devant eux. Le royaliste Berryer disait beaucoup plus tard, en 1825, devant de farouches adversaires de la Révolution : **Je n'oublierai jamais que la Convention a sauvé mon pays.**

Elle l'a sauvé, elle l'a rendu plus grand qu'il n'était encore. Elle a par là achevé l'œuvre des rois dont elle héritait. Après Richelieu, après Louis XIV, par un effort surhumain, en trois années elle a donné à la France ces limites naturelles vers quoi la nation aspirait depuis des siècles. Certes, il est dans les annales de la Convention de sombres pages, mais il en est aussi et beaucoup d'immortelles ; c'est par là que l'histoire d'aujourd'hui, quand elle est objective, la juge ; c'est par là que le souvenir, non seulement des Français, mais de tous ceux qui par le monde garderont foi dans la patrie et la liberté l'honorera demain.

Le Directoire institué par les Thermidoriens a duré quatre ans, du 27 octobre 1795 au 19 novembre 1799. Époque trouble, agitée, où tout paraît provisoire, hommes et événements.

Les cinq directeurs étaient tous régicides : Barras, intelligent et vénal, **le roi des pourris**, dont le rôle depuis Thermidor, par une curieuse fortune, n'avait cessé de grandir ; La Réveillère-Lépeaux, honnête homme, mais philosophe à théories fumeuses, Rewbell et Letourneur, anciens montagnards de second plan, et, sur le refus de Sieyès, mécontent de ne pas voir adopter son projet de constitution, Carnot, l'Organisateur de la victoire, élu aux Anciens par dix-sept départements, et certainement à cette heure l'homme le plus populaire de France. Ils s'installèrent au Luxembourg devenu le palais de l'Exécutif.

Le nouveau gouvernement était à la fois menacé par les jacobins et les royalistes. Ceux qu'on appelait maintenant les Jacobins, c'était surtout la queue terroriste des Chaumette et des Hébert. Groupés autour de Gracchus Babeuf, publiciste illuminé qui rêvait de communisme intégral, ils avaient fondé la Société des Égaux ou Club du Panthéon, et projetaient le renversement du régime. Le Directoire, prévenu par un traître, fit arrêter Babeuf et ses principaux lieutenants. Leur procès dura près d'un an. En mai 1797 seulement Babeuf monta sur l'échafaud.

La lutte contre les royalistes fut plus longue et plus dangereuse. La Vendée s'était insurgée de nouveau. Hoche surprit Stofflet et Charette qui furent fusillés. Il passa ensuite sur la rive droite de la Loire où les Chouans de Bretagne faisaient une guerre brigande et pacifia le pays.

Cependant les élections de 1797, destinées à renouveler le tiers des Conseils, y envoyèrent des députés très modérés ou royalistes. Barthélémy, négociateur des traités de Bâle et monarchiste reconnu, entra au Directoire. Pichegru, qui correspondait en secret avec Louis XVIII, devint président des Cinq Cents. Les deux Assemblées s'entendirent pour révoquer les lois contre les prêtres

réfractaires et les émigrés rentrés. Et bientôt l'on y parla de mettre les Directeurs en accusation.

Ceux-ci ne perdirent pas de temps. Ils appelèrent de l'armée d'Italie une division ; Augereau la commandait. Dans la nuit du 17 au 18 Fructidor, ils firent arrêter Barthélémy et les principaux députés royalistes.

Le lendemain, sous la pression de Barras, les républicains des deux Conseils, ce la façon la plus illégale, cassèrent les élections de 49 départements et condamnèrent non seulement Barthélémy, mais son collègue Carnot et 53 députés, plus une centaine de citoyens, dont beaucoup de journalistes, à la déportation en Guyane. La plupart devaient y mourir.

Ce régime si instable basculait d'un excès à l'autre. Enhardis par Fructidor, les Jacobins reprirent vigueur. Ils rouvrirent leurs clubs. Les élections de 1798 leur furent favorables. Le 22 floréal, on les annula. L'année d'après, Sieyès entré au Directoire, fit, avec la complicité de Barras et l'appui des conseils, évincer trois de ses collègues que trois médiocrités plus soumises : Gohier, Moulin et Ducos, vinrent remplacer.

De coup d'Etat en coup d'État, usé par l'intrigue et la violence politiciennes, le gouvernement avait perdu toute autorité. Au bord de la banqueroute, il avait réduit les rentes des deux tiers. Le Trésor n'en était pas moins vide. Rebelles à la conscription et aux emprunts forcés, la plupart des provinces se rendaient indépendantes de Paris. Les brigands pullulaient. *Compagnons de Jésus* dans le Midi, *Chauffeurs* dans l'Ouest coupaient les routes, détroussaient les rares voyageurs, tuaient les soldats isolés. La France se décomposait.

Ne restait qu'un élément sain dans ce grand pays abattu que traversaient par moments des frissons nerveux : l'armée. La nation n'avait plus d'espoir et de fierté que par elle. Il semblait que dans le désastre où légistes et traitants l'avaient conduite, seuls les soldats pourraient la sauver.

Le Directoire avait hérité de la guerre contre l'Autriche et l'Angleterre. Que tenter contre celle-ci ? A peine un débarquement en Irlande qui échouera. Mais l'Autriche était vulnérable, et une campagne heureuse pouvait, par les réquisitions et les contributions forcées, aider à rétablir les finances. En outre elle occuperait les généraux que le pouvoir civil n'a jamais aimé voir inactifs à Paris.

Carnot avait dressé un plan de campagne simple et hardi. Deux armées, conduites par Jourdan et Moreau, entreraient en Allemagne et descendraient le Danube, tandis qu'une autre devait s'avancer par l'Italie et les rejoindre aux abords de Vienne. Elle fut confiée au général Bonaparte.

Bonaparte n'avait pas vingt-sept ans. Né à Ajaccio au lendemain de l'annexion de la Corse, il avait été boursier du roi à Brienne. Reçu à l'Ecole militaire de Paris, il avait franchi les bas échelons de la hiérarchie et se trouvait capitaine au siège de Toulon où, pour la première fois, son nom fut prononcé. Il était alors lié avec Augustin Robespierre, frère de l'Incorruptible, et ses sentiments étaient jacobins. Sa jeunesse pauvre et solitaire, son culte pour Rousseau, son dégoût aussi de la faiblesse de Louis XVI l'avaient porté aux opinions extrêmes. Nommé général de brigade en Vendée, il refusa ce poste et fut mis en retrait d'emploi. Barras le tira de disgrâce et le 13 Vendémiaire lui donna l'occasion de faire fortune. On sait

comme il la saisit. Son mariage avec Joséphine de Beauharnais, amie du Directeur, lui fit offrir l'armée d'Italie.

Au regard de chefs militaires tels que Hoche, Marceau, Jourdan, Masséna, Moreau, Kléber, il avait encore un prestige assez mince. L'armée voyait en lui un **général de rue**, dont la politique avait doré les chevrons. Mais dès son arrivée à l'armée, du regard il écrasa — le mot est d'Augereau — les officiers et électrisa les soldats : **Vous n'avez, dit-il à ceux ci dans sa première proclamation, ni souliers, ni habits, ni chemises et nos magasins sont vides, ceux de l'ennemi regorgent de tout : c'est à vous de les conquérir. Vous le voulez, vous le pouvez : partons !**

Cette campagne fut la foudre. Bonaparte passant les Alpes sépare à Montenotte (12 avril 1796) les Autrichiens des Piémontais, poursuit ces derniers et force le roi de Sardaigne à signer l'armistice de Cherasco qui cède à la France Nice et la Savoie. Se retournant alors contre les Autrichiens, il les enfonce au pont de Lodi et les chasse de la Lombardie. Le cabinet de Vienne envoie successivement contre lui en six mois quatre armées commandées par ses meilleurs généraux. Il bat Wurmser à Castiglione et à Bassano, il bat Alvinzi à Arcole et à Rivoli. Mantoue est prise. Les ducs de Parme et de Modène, alliés de l'Autriche, demandent la paix. Bonaparte l'accorde moyennant 50 millions de contribution de guerre. Le pape à son tour traite à Tolentino. Après un dernier effort, l'Autriche se résigne. Bonaparte est déjà au Semmering, à vingt lieues de Vienne. Les préliminaires de Léoben, que ratifiera le traité de Campo-Formio (17 octobre 1797), reconnaissent à la France la rive gauche du Rhin et abandonnent la Lombardie érigée en République cisalpine. Par contre, Bonaparte cède à l'Autriche les Etats de Venise, pour punir la vieille république d'avoir laissé massacrer à Vérone les blessés français. Le Directoire eût préféré que se prolongeât une guerre si fructueuse. Mais il ne pouvait songer à désavouer Bonaparte dont le renom, en quelques mois, avait tout éclipsé. Il ratifia la paix.

Tandis que Bonaparte triomphait ainsi en Italie, nos armées en Allemagne mêlaient les revers aux succès. Jourdan était battu par l'archiduc Charles. Moreau, engagé en Bavière, devait rétrograder jusqu'en Alsace. Hoche enfin remportait trois victoires. Mais les négociations s'ouvraient déjà à Léoben. Bonaparte s'était assuré seul la gloire de la paix.

Nous n'avions plus qu'une ennemie, l'Angleterre. Encore hésitait-elle. Des pourparlers bientôt rompus avaient été entamés à Lille. Pour l'obliger à céder, Bonaparte proposa d'aller couper en Egypte la route des Indes. C'était une vieille idée ; Leibnitz l'avait conçue autrefois. Bonaparte, enivré par le souvenir d'Alexandre, pensait que **les grands noms ne se font qu'en Orient**. Les Directeurs, enchantés de le voir s'éloigner, facilitèrent son projet. Le 19 mai 1798, le général quittait Toulon avec Kléber et Desaix, une phalange de savants et d'ingénieurs et les meilleurs soldats de l'armée. En passant il enleva Malte. Le 1er juillet, Alexandrie était prise. Vainqueur des Mamelucks, maîtres du pays, aux Pyramides, mais sa flotte détruite à Aboukir par Nelson, ainsi enfermé dans sa conquête, Bonaparte entreprend de l'organiser et de refaire de l'Egypte, comme à l'époque romaine, l'un des greniers du monde. Les Turcs le menaçant en Syrie, il y passe, les bat au Mont-Thabor, mais échoue devant les remparts de Saint-Jean d'Acre. Dès lors, il ne peut plus songer à la conquête de l'Inde. Les nouvelles qu'il reçoit d'Europe, où la France, attaquée par une seconde coalition, semble succomber à l'assaut, lui font passionnément désirer le retour. A la fin, il n'y tient plus. Il confie son armée à Kléber et s'embarque en secret pour la

France. Il arrive à Fréjus le 9 octobre 1799, trop tard pour la sauver du péril extérieur dont sans lui, par un rétablissement inattendu, elle s'était délivrée, mais à temps du moins pour l'arracher au désordre et à l'anarchie où le Directoire l'avait fait glisser.

Cette seconde coalition, soudoyée par l'Angleterre, inquiète de l'expédition d'Égypte et qui ne pouvait se résigner à nous laisser maîtres des bouches de l'Escaut et du Rhin, avait pris pour prétexte la politique agressive du Directoire. En effet il avait occupé l'Italie, déporté le pape Pie VI à Valence, proclamé la République à Rome et à Naples, annexé le Piémont, envahi la Suisse. Le Congrès de Rastadt, où la paix de Campo-Formio devait être ratifiée par l'Empire, fut dissous et nos envoyés lâchement massacrés. La guerre parut d'abord désastreuse. Jourdan battu à Stockach, Moreau à Cassano, Macdonald à la Trebbia, Joubert tué à Novi, nous étions chassés d'Allemagne et d'Italie. A ce moment la fortune changea de camp. Les Anglo-Russes furent vaincus à Bergen (Hollande) par Brune, et Masséna, après une magnifique série de manœuvres, défit les Russes de Souvorof à Zurich (26 septembre 1799). L'Europe, encore une fois reflua chez elle et songea à la paix.

Lorsqu'il arriva à Paris, Bonaparte était décidé à s'emparer du pouvoir. Par ses frères, par Talleyrand, il savait le gouvernement discrédité ; l'enthousiasme qui accueillit son retour — pourtant irrégulier et presque coupable — lui montra qu'il était le maître de tout entreprendre. La France l'attendait, était prête à se donner à lui sans réserve. Lasse de l'anarchie, elle ne croyait plus à la liberté. Assez de sang et de misères ; elle voulait de l'ordre, et non plus des jours mais des années de paix. Elle croyait ne pouvoir les tenir que des mains d'un soldat merveilleux.

Sieyès, depuis qu'il était au Directoire, ne songeait qu'à le trahir pour devenir dictateur civil de l'État. Il avait pensé s'appuyer sur Joubert. Nulle intrigue politique ne se concevait plus sans épée. Joubert tué à Novi, Bonaparte surgi d'Égypte, Sieyès se tourna vers lui. En quelques conférences, ils décidèrent de la forme à donner au coup d'Etat. Assurés du directeur Ducos, ayant endormi Barras, aidés par Talleyrand et Fouché, maîtres de la diplomatie et de la police, nantis de l'argent nécessaire par quelques financiers, ils avaient encore pour eux le questeur du Conseil des Anciens, Cornet et le président des Cinq Cents, Lucien, frère de Bonaparte. Beaucoup d'intérêts en outre les soutenaient. Les paysans qui voulaient garder les biens nationaux achetés par eux à vil prix, le négoce qui espérait revivre, de nombreux fonctionnaires qui tenaient à leur place et à des traitements réguliers, enfin l'Institut, dont Bonaparte était membre, et à qui il faisait entrevoir une grande influence dans l'État. Jamais complot ne réunit plus d'éléments de succès. Cependant il faillit échouer.

Le 18 Brumaire, par décret des Anciens, les Conseils furent transférés à Saint-Cloud. Le commandement de l'armée de Paris était donné à Bonaparte. Barras, mi-effrayé, mi-acheté par Talleyrand, s'enfuit. Ses collègues, Gohier et Moulin, qui tentaient de résister furent enfermés au Luxembourg. Le lendemain, 19 Brumaire, à Saint-Cloud, Bonaparte parut devant les Cinq Cents. Accueilli par une hostilité furieuse, il perdit contenance ; l'audace de Lucien le sauva. Sautant à cheval près de son frère, il exhorta les troupes hésitantes et leur donna l'ordre de chasser de leur salle les Cinq Cents. Les grenadiers obéirent. Le soir, ce qui restait des Conseils nomma trois consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès et

Roger Ducos qui devaient remplacer le Directoire et préparer une nouvelle constitution. L'ère du désordre était close. Sur les décombres accumulés par la Révolution, Bonaparte, doué d'un génie civil au moins égal à son génie militaire, va créer une nouvelle société.

CHAPITRE VI

LE CONSULAT

11 novembre 1799-18 mai 1804 : le Consulat. — 1800 : 2e campagne d'Italie et victoire de Marengo. — 1800 : victoire de Moreau à Hohenlinden. — 1801 : traité de Lunéville avec l'Autriche. — 15 juillet 1801 : le Concordat. — 1803 : Paix d'Amiens avec l'Angleterre. — 2 août : le Consulat à vie.

Les quatre années du Consulat — 11 novembre 1799-18 mai 1804 — sont les plus belles peut-être de toute notre histoire. La France régénérée sort du sang et de la boue, devant une Europe que de nouvelles défaites inclinent enfin au respect. Réorganisation politique et administrative, paix religieuse, réveil de l'économie nationale, voilà pour le dedans. Au dehors la force et la gloire. Il faut remonter à la jeunesse de Louis XIV pour trouver pareil renouveau de sève et pareil éclat.

La France, que Bonaparte prend dans ses mains le 20 Brumaire, n'a presque plus de souffle. Anarchie partout. Plus de commerce ni d'industrie. Il y a huit fois moins d'ouvriers au travail qu'en 1789. Les paysans arrachent les derniers pavés des routes pour enclorre leurs champs. Ponts qui s'effondrent, terres arables qui retournent à la lande et au marais. Le Havre, Marseille, voient les bateaux pourrir dans leurs ports ensablés. Les hôpitaux manquent de linge. L'armée elle-même, après tant de glorieux efforts, se désagrège. Les soldats sans vivres, sans paie, désertent en masse ; quelquefois ils vont grossir les bandes de brigands qui sillonnent les grands chemins du Midi et de l'Ouest. La Vendée et la Bretagne encore une fois levées défient la République de venir soumettre leurs déserts.

Le Trésor est vide. Les caisses publiques ne contiennent, ce premier jour du Consulat, que 137.000 francs. L'Etat ne verse ni pensions ni rentes depuis deux ans. Les impôts ne rentrent plus.

Découragement, lassitude, indifférence noient les esprits. C'est qu'aussi la crise ouverte en 1789 a été trop dure et trop longue. D'autres pays, moins forts, ne l'eussent pas supportée sans mourir. La France, elle, n'est pas morte. Son étoffe peut être déchirée, les morceaux en sont bons. Rassemblée par Bonaparte elle va se mouler de nouveau en silence dans sa petite et dure main.

A son arrivée au pouvoir, il n'est connu que comme un homme de guerre. Dès le lendemain du Coup d'Etat, il va montrer que sa vive et pratique intelligence, son énorme capacité de travail s'appliquent aussi bien aux affaires. Il commence par écarter le projet de constitution de Sieyès. Il impose le sien qui lui donne tous les pouvoirs sous le nom de Premier Consul. Sieyès, déçu, blessé, se retire. Qu'à cela ne tienne. Bonaparte appuyé sur deux seconds consuls, hommes effacés près de lui, mais excellents dans la technique de la justice et des finances, Cambacérès et Lebrun, se sent de taille malgré ses trente ans, à gouverner une nation. Il la gouvernera de façon presque absolue, car le droit de suffrage du peuple est étroitement canalisé, et les quatre organes législatifs : Conseil d'État, Tribunal, Corps législatif, Sénat, par leur complication même, ne sont plus près de lui que des corps dépendants, sans volonté propre. La Constitution de l'An VIII est, en fait, une constitution monarchique. Il n'y a au regard du Premier Consul que des apparences de liberté.

Cette constitution est annoncée par une proclamation des Consuls. Bonaparte en était le principal rédacteur : *Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie.* Peu après, le gouvernement annonce son programme : *Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis.* Ce ne sont point là des mots. La réalisation de cette promesse va suivre.

Approuvé par un plébiscite qui lui donne trois millions de voix contre quinze cents, Bonaparte centralise l'administration de façon bien plus forte que sous l'ancien régime. Dans chaque département, il y aura un préfet, un conseil général, dans chaque commune un maire et un conseil municipal. Tout dépend

de Paris qui nomme et révoque. La justice est réorganisée de manière analogue : justices de paix, tribunaux de première instance, cours d'appel, ont pour sommet la cour de Cassation. Pour les délits et les crimes, souvenir de la Constituante, est institué le jury. Développant et achevant l'œuvre de la Révolution, dont il se sent, dont il se dit le direct héritier, le Premier Consul charge une commission de juristes renommés : Tronchet, Bigot de Prémeneu, Portalis, de fondre en un Code civil toutes les lois relatives à l'état des personnes et à leurs rapports sociaux. Lui-même, avec Cambacérès, participe activement à leurs travaux. D'autres codes : de Procédure civile, d'Instruction criminelle, de Commerce, enfin un Code pénal compléteront ce monument qui en 1810 sera achevé. Il est encore la base de notre droit et la plupart des nations modernes l'ont pris pour patron.

Dans l'ordre financier, le nouveau régime conserve les anciens impôts de la Constituante et du Directoire : contribution foncière, contribution personnelle et mobilière, patentes, portes et fenêtres, les douanes, les droits d'enregistrement et de timbre. Pour rétablir le crédit général, il crée la Banque de France qui escomptera les effets de commerce et émettra une monnaie de papier garantie par une encaisse métallique.

Enfin, l'instruction centralisée, elle aussi, est remise aux mains de l'Etat. L'Université de France régira souverainement lycées et facultés. Par contre, l'enseignement primaire est laissé de côté. Lacune singulière et qui semble montrer que le gouvernement consulaire ne tenait pas à trop propager l'instruction dans les masses.

Le ministère dont s'entoure Bonaparte et où entrent des hommes aussi opposés d'opinion que Carnot et Talleyrand, Lucien et Fouché, Decrès et Gaudin, montre le souci du Premier Consul de réunir en un faisceau national tous les partis. Il ne veut *plus de Jacobins, de modérés, de royalistes, seulement des Français. Gouverner pour un parti, dit-il peu après Brumaire, c'est se mettre tôt ou tard sous sa dépendance. On ne m'y prendra pas : je suis national.* Cette pacification des esprits, que rend possible sa popularité grandissante, il la couronne en rétablissant avec solennité le culte catholique. Le Concordat, signé en juillet 1801, reproduit dans ses termes essentiels le vieux concordat de François Ier. Le Pape reconnaît la légitimité de la reprise des biens d'Église, devenus biens nationaux. En retour, évêques et curés recevront un traitement de l'État. Les évêques seront nommés après accord entre le gouvernement et le Saint-Siège. Le clergé tout entier est ainsi placé dans la dépendance du pouvoir exécutif.

Le Concordat fut mal accueilli par les hommes qui se souvenaient trop encore de la Révolution. Mais leur nombre diminuait. L'ensemble de la population le reçut avec joie. Malgré ses erreurs et ses lacunes, il allait valoir à la France un siècle de paix religieuse.

La Russie ayant abandonné la coalition, seules demeuraient en guerre l'Angleterre et l'Autriche. Bonaparte leur offrit la paix. La paix, il la voulait, comme toute la France, à condition de ne pas la payer trop cher. *La guerre qui depuis huit ans ravage les quatre parties du monde, écrit-il au roi d'Angleterre, doit-elle être éternelle ? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre ? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins comme la première des gloires ?*

Londres répondit en exigeant d'abord le rappel et le rétablissement du frère de Louis XVI. Vienne l'imita. Bonaparte se prépara à combattre. Les Autrichiens nous menaçaient devant Strasbourg et vers Nice. Il donna cent mille hommes de bonnes troupes à Moreau qui, par le sud de l'Alsace, gagna Bâle et franchit le Rhin. En Italie, Masséna reçut mission, avec les restes de l'armée vaincue à Novi, de contenir Mélas. Il s'enferma dans Gênes, gagna du temps, permit ainsi à Bonaparte de rassembler des conscrits et, avec l'armée de réserve ainsi constituée, de franchir les Alpes au col du Grand-Saint-Bernard. Tombant en Lombardie sur le dos des Autrichiens, il les coupa de leurs bases. Mélas se retournant, il l'attaqua à Marengo. La bataille fut d'abord perdue. Après six heures d'une lutte ardente, Bonaparte allait commander la retraite, quand Desaix apparut avec des troupes fraîches. Comme plus tard à Waterloo l'armée de Blücher, ce secours changea l'issue. Les Autrichiens se découragèrent. Desaix fut tué, mais la victoire demeura aux Français. Mélas signa un armistice. Bonaparte se hâta de revenir à Paris.

Il était temps. Déjà ses frères, Fouché, des généraux qui avaient flairé le désastre s'apprêtaient à le culbuter. Le regard de Bonaparte les fit rentrer dans l'obéissance. Mais -il n'oublia jamais que son pouvoir avait dépendu du sort d'une bataille, et dès lors sa pensée constante sera de l'assurer, de lier la France à lui par un nœud que même un revers ne romprait pas.

L'Autriche, excitée par l'Angleterre, avait rompu l'armistice. C'est Moreau cette fois qui l'acculera à la paix. Entré en Allemagne, il battit le 3 décembre l'archiduc Jean à Hohenlinden. Son armée et l'armée d'Italie convergeant sur Vienne, l'Autriche épouvantée s'humilia. Le traité de Lunéville reproduisait le traité de Campo-Formio. La France restait maîtresse de l'Italie.

Même l'Angleterre semblait près de fléchir. Elle nous avait chassés d'Egypte peu après l'assassinat de Kléber. Elle détenait nos colonies. Mais son trésor était vide. Son peuple écrasé de taxes réclamait la paix. La ligue des neutres créée par le tsar Paul Ier, grand admirateur de Bonaparte, devenait pour elle une sérieuse menace. Enfin le Premier Consul réunit à Boulogne une flotte légère que Nelson tenta vainement de détruire. La peur agit à Londres comme elle avait agi à Vienne. Notre irréconciliable ennemi Pitt dut quitter le pouvoir. Son successeur Addington entama aussitôt des pourparlers.

Ils aboutirent à la paix d'Amiens, signée le 25 mars 1802 par Joseph Bonaparte, frère aîné du Premier Consul. Moment capital dans l'histoire de l'Europe. Pour la première fois depuis le début de la Révolution, la paix y était entièrement rétablie. L'Angleterre reconnaissait la République française, nous rendait nos colonies, promettait d'évacuer Malte et l'Egypte. Il n'était question ni de l'Italie ni de la rive gauche du Rhin. Mais par la paix même, nos conquêtes étaient implicitement admises. Le traité fut salué avec enthousiasme dans les deux pays.

Les royalistes, dans les premiers temps du Consulat, avaient pensé que Bonaparte pourrait se prêter au rétablissement des Bourbons. Louis XVIII réfugié en Prusse lui avait même écrit, par deux fois. Le Premier Consul déclina ses offres. Ayant atteint de haute lutte le pouvoir, il n'était pas homme à l'abandonner pour un titre de connétable et de l'argent.

Dès lors les royalistes qui, de dépit, avaient tenté déjà de recommencer la guerre de Vendée, cherchèrent par des complots successifs à se débarrasser de lui. Le

mieux monté, par l'explosion de la machine infernale, tua cinquante personnes mais n'atteignit point Bonaparte. Il n'en continua pas moins de permettre aux émigrés de rentrer en France et de leur restituer leurs biens encore sous séquestre. Cette habile générosité ne désarma pas ses ennemis. En janvier 1805 une nouvelle conspiration, dirigée par un ancien chef de Chouans, Georges Cadoudal, où était entré Pichegru et qui avait reçu l'adhésion au moins tacite de Moreau, fut découverte par la police consulaire. Tous trois furent arrêtés. Pendant qu'on instruisait leur procès, Bonaparte apprit que le duc d'Enghien, fils du prince de Condé, se trouvait à Ettenheim dans le grand-duché de Bade, près de Strasbourg. Il crut qu'il avait partie liée avec Cadoudal. S'irritant, malgré Cambacérès, sur le pervers conseil de Talleyrand, il fit enlever le duc par un détachement de cavalerie. Le jeune homme amené à Vincennes comparut devant un conseil de guerre qui le condamna à mort pour avoir porté les armes contre la France. La même nuit, par une hâte singulière qui ne permit pas à Bonaparte d'user d'une clémence attendue et probable, il fut fusillé. C'était un crime ; ce n'était peut-être pas une faute, car le pouvoir du Premier Consul en fut affermi et les royalistes perdirent cœur. Peu après, Pichegru était trouvé mort dans sa prison. Cadoudal monta sur l'échafaud avec douze de ses complices, et Moreau, seul rival militaire de Bonaparte, s'exila en Amérique.

La paix d'Amiens était déjà rompue. L'Angleterre n'avait pas voulu évacuer Malte. D'autre part, elle reprochait à la France sa mainmise sur le Piémont et la Suisse. La lutte interrompue un an entre les deux puissances allait recommencer, cette fois inexpiable. Nous ne la verrons finir qu'en 1815, après la défaite suprême de Napoléon.

Le pays tout entier s'était rangé derrière Bonaparte. Les dangers qu'il avait courus exaltaient la ferveur populaire. Déjà il avait été nommé Consul à vie (1802) ; Talleyrand et Fouché, au lendemain du complot de Cadoudal, poussèrent à la création en sa faveur d'une monarchie héréditaire qui assurerait le régime contre tout retour du passé. Vote du Sénat, adhésion unanime du pays. Dans une sorte de vague de gloire, Napoléon monta au trône. Empereur des Français, roi d'Italie, car il prit à Milan la couronne de fer des anciens princes lombards, médiateur de la Suisse, il était, au printemps de 1804, le maître de l'Occident entier.

CHAPITRE VII

L'APOGÉE DE NAPOLÉON

18 mai 1804 : proclamation de l'Empire. — 1805 : Napoléon, roi d'Italie ; 3e coalition de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie : capitulation d'Ulm, défaite de Trafalgar (21 octobre), victoire d'Austerlitz (2 décembre) et traité de Presbourg. — 1806-1807 : 4e coalition de l'Angleterre, de la Prusse, de la Saxe, de la Russie et de la Suède : victoires d'Iéna et Auerstaedt (14 octobre), Eylau (8 février 1807) et Friedland (14 juin 1807), traité de Tilsitt. — 1806 : début du Blocus continental.

La transformation du Consulat en Empire modifia peu le régime organisé par la Constitution de l'an VIII. Le Premier Consul n'avait-il pas déjà tous les pouvoirs que l'Empereur allait exercer ? Mais Napoléon, quoique fils de la Révolution et ne la reniant pas, est au fond homme de l'ancien régime. Français de l'extrême midi, Italien même par certains côtés, il croit au prestige de la pompe officielle et du costume. Dès son avènement il organise sa cour. Ses frères et sœurs deviennent princes et princesses. De grands dignitaires sont placés à la tête du Sénat, de l'armée, de la marine, de la diplomatie : grand électeur Joseph Bonaparte, archi-chancelier d'Empire Cambacérès, archi-chancelier d'État Eugène de Beauharnais, beau-fils de l'Empereur, archi-trésorier Lebrun, connétable Louis Bonaparte, grand-amiral Murat, beau-frère de Napoléon. De grands officiers de la couronne, porteurs des mêmes titres que sous la royauté : grand-aumônier, grand-chambellan, grand-écuyer, grand-maître des cérémonies, grand-veneur entourent le souverain. Il y est même ajouté un grand-maréchal du palais. Plus tard (en 1807) Napoléon créera une noblesse impériale. Destinée à remplacer l'ancienne noblesse, elle sera comme elle héréditaire, mais tirée de la fonction. Des duchés seront donnés aux meilleurs généraux, aux principaux ministres. D'autres, plus nombreux, seront comtes et barons. L'institution de la Légion d'honneur épaulera cette hiérarchie. Enfin l'Empereur n'oubliant pas qu'il est d'abord un souverain militaire, parvenu par le succès des armes, nommera dix-huit maréchaux de France. Les principaux seront : Kellermann, Jourdan, Masséna, Murat, Augereau, Berthier, Brune, Ney, Lannes, Davoust, Lefebvre, Suchet, Soult. Au cours du règne, ils recevront tous d'importantes dotations. Jamais souverain n'a été plus généreux pour ses officiers. Économe pour soi, il répandit autour de lui apanages et millions.

Comme il avait établi une cour tout en panaches et en dorures, pour renouer la tradition et appuyer sa dynastie sur le sentiment religieux, il voulut être sacré en apparat par le Pape. Pie VII vint de Rome à Notre-Dame pour l'oindre et le bénir. Mais Napoléon prit lui-même la couronne sur l'autel et la mit sur sa tête. Geste symbolique ; il n'entendait devoir l'Empire qu'à soi seul.

La même administration, formée en majeure partie de fonctionnaires de l'ancien régime, est restée aux affaires. Napoléon n'aime pas les visages nouveaux. Il sait choisir ses seconds, les former et les garder. Parmi ceux-ci, il en est d'excellents : Gaudin aux Finances, Fontanes à la maîtrise de l'Université, Decrès à la Marine, Maret au secrétariat d'État, Regnier à la Justice. Mais les deux principaux ministres du règne, les seuls hommes qui soient vraiment des hommes d'État et qui, malgré l'écrasante supériorité du maître, voudront avoir leur rôle propre et sauront le jouer, sont Talleyrand et Fouché.

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, de la plus ancienne noblesse de France, évêque d'Autun en 1789, avait, sans croire en Dieu, ni au roi, ni au peuple, dit la messe à la Fête de la Fédération. Il avait quitté la France et n'y était rentré qu'après la Terreur. Mme de Staël, par Barras, le poussa au ministère des Relations extérieures. Il seconda Bonaparte au 18 Brumaire. L'Empereur le récompensa par la place de grand-chambellan, des titres, un ruissellement d'argent.

C'était un homme d'une intelligence fine, dédaigneuse, indolente, vraiment supérieure. Il était grand seigneur du bout de son pied bot à ses cheveux poudrés. Napoléon dira de lui : **De la boue dans un bas de soie**. Rien ne fut jamais mieux exprimé. Il semblait fait d'un amas de vices. Aucun serment ne le bridait. Nul sentiment ne l'a fléchi. Ses besoins, immenses, il les apaisait par la

concussion, le vol, portés à des mesures inconnues. Mais il ne quittait jamais ses façons élégantes, son sourire de tête de mort, qui même à Napoléon imposait. Quand commença l'Empire, il avait cinquante ans, une immense expérience des choses, des hommes et des pays. Il connaissait à fond l'ancienne diplomatie, ses procédés, ses moyens, sa langue. Il savait, presque seul après la tempête révolutionnaire, parler à l'Europe. Il ne travaillait pas, mais il excellait à faire travailler autour de lui. Plein de sang-froid, doué d'une vue longue et claire, cet admirable cynique eût pu être un très grand serviteur de la France, s'il n'eût pensé qu'à lui, à ses aises, à sa fortune, à son pouvoir. Il s'associera pendant longtemps, jusqu'à Tilsitt, à la politique de Napoléon. Puis, quand le maître ouvrira un peu trop les yeux sur ses pillages, la trouvera aventureuse, trahira froidement l'Empereur et attendra un retour du sort qui lui permette enfin de monter au premier rang, qui sait ? d'être Régent à son tour, presque Roi.

Fouché oppose à Talleyrand un étonnant contraste. Fils de petits bourgeois, ancien oratorien — mais non prêtre — il s'est illustré au temps de la Terreur par les mitraillades de Lyon, a contribué ensuite à la chute de Robespierre. Après beaucoup d'avatars, il est arrivé aux affaires sous le Directoire et dès lors est apparu à tous, à Bonaparte même, comme le génie de la police. Cet homme pâle, à bouche serrée, aux yeux glauques et froids, est en effet d'une habileté, d'une souplesse, et, quand il le faut, d'une énergie merveilleuse. Il est travailleur, ordonné, toujours prêt à tout. Son intelligence, aussi son instinct, ne sont jamais en défaut. Il sait le fort et le faible de chacun, s'empresse à propos, rend partout des services, guette l'heure utile, la saisit sans s'embarrasser de souvenirs ou de scrupules. La Révolution l'a marqué du sceau jacobin. Dans les conseils de l'Empire, il représentera l'ancien esprit conventionnel. Il en tirera une force singulière qui le fera ménager par les pouvoirs successifs. Il n'a pu donner tout à fait sa mesure, parce qu'un grand théâtre lui a manqué. Napoléon s'en défiait, mais ne pouvait s'empêcher de rendre justice à ses dons. Il le disgraciera trop tard, puis le reprendra trop tôt. Double erreur. Un Fouché se garde ou se fusille. Il ne sert que tant qu'il se sent dominé. L'heure d'après il a trahi...

Napoléon voudrait la paix. Il en a besoin afin d'assurer son pouvoir- par la durée. Mais cette paix, l'Angleterre ne la veut pas. Elle ne peut admettre que la France domine le continent. Dès 1804, elle négocie avec le tsar Alexandre pour [ramener la France à ses anciennes limites](#). Et, en 1813, son ministre Castlereagh écrira : [Enlever Anvers à la France, c'est sur tous les objets le plus essentiel à l'intérêt britannique](#). Donc point de paix sans abaissement de la France. Toute la ruse, tout l'acharnement, toute la richesse de l'Angleterre seront mis en œuvre pour cette fin. Jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la ruine. C'est la guerre sans pardon, qui ne peut finir que par l'écrasement du vaincu. Les coalitions vont succéder aux coalitions. Napoléon aura beau les vaincre, la haine anglaise fera lever partout de nouveaux ennemis. Jusqu'au jour où, courant sur l'Europe épuisée, Napoléon lui-même bronchera. Alors l'Angleterre sonnera le ralliement des peuples contre la tyrannie française. Et après une débauche de génie, lâché par la fortune, dont il a trop présumé, ayant d'ailleurs commis de graves fautes, assailli par trop d'adversaires, mal servi, trahi, fatigué, Napoléon s'abattra.

L'Angleterre avait pris l'initiative de la rupture. Sans déclaration de guerre, elle saisit tous les navires français et hollandais qui se trouvaient dans ses ports. Napoléon répondit à ce brigandage en faisant occuper le Hanovre, apanage du roi

George III, et en réunissant au camp de Boulogne 150.000 hommes — la Grande Armée — avec lesquels il comptait envahir les îles anglaises. Mais il n'avait pas la maîtrise de la mer. Une manœuvre, commandée à l'amiral Villeneuve pour permettre le passage de la Manche échoua. Pendant ce temps, le cabinet de Londres, à grand renfort de guinées, nouait contre lui avec la Russie et l'Autriche la troisième coalition. Napoléon aussitôt se retourna contre ces ennemis plus faciles à atteindre. La Grande Armée par une marche rapide parut en Bavière. Mack, battu à Elchingen par Ney, capitula dans Ulm (20 octobre 1805). Le lendemain l'amiral anglais Nelson détruisait la flotte de Villeneuve à Trafalgar.

Napoléon entra en Autriche. Il était pressé, car la Prusse bougeait. Avant qu'elle eût pu se joindre à la coalition, il occupa Vienne et livra bataille aux Austro-Russes dans la plaine d'Austerlitz. Sa victoire, due à une manœuvre magistrale, fut complète. Austerlitz est sans doute le sommet stratégique de Napoléon. Toute l'artillerie, tout le matériel de l'ennemi restèrent entre ses mains.

L'empereur François demanda la paix. Elle fut conclue à Presbourg (26 décembre 1805). L'Autriche perdait Venise, l'Istrie, la Dalmatie, annexées à l'Italie, des territoires allemands donnés à la Bavière et au Wurtemberg qui, en récompense de leur attachement à la cause française, furent élevés au rang de royaumes. Le Hanovre fut attribué à la Prusse. Le vieil édifice du Saint-Empire-Romain-Germanique disparut. Plus d'empereur allemand ; François se résigna à devenir empereur d'Autriche. Une confédération du Rhin dont Napoléon fut le Protecteur réunissait la Bavière, le Wurtemberg, les princes de Bade et de Thuringe. Enfin l'Empereur, par un simple décret, chassa les Bourbons de Naples et offrit ce royaume à son frère aîné Joseph. Peu après, il nommait roi de Hollande son autre frère Louis.

Des négociations s'étaient ouvertes à Paris avec des envoyés anglais et russes. On put un moment espérer une paix générale. Mais Londres pendant ce temps agissait sur Berlin. Napoléon avait cru gagner son roi, Frédéric-Guillaume III, par le don du Hanovre. Si réaliste qu'il fût, il gardait des illusions sur son état d'esprit. Il admirait le grand Frédéric, professait une vraie estime pour l'armée prussienne. Comme la plupart des hommes de la Révolution, il voyait dans la Prusse l'alliée naturelle de la France.

Frédéric-Guillaume, souverain médiocre, hésita longtemps. Enfin l'Angleterre et le Tsar l'emportèrent. La quatrième coalition, à laquelle se joignit la Suède, était formée. Alors Londres rompit les pourparlers. [Prise de vertige](#), la Prusse somma Napoléon d'évacuer l'Allemagne. [On nous donne un rendez-vous d'honneur](#), dit l'Empereur. [Jamais un Français n'y a manqué. Demain je serai en Saxe.](#)

Il y fut et en six jours la Prusse s'écroula. Napoléon la battit à Iéna et Davoust à Auerstedt (8-14 octobre 1806). Jamais pays ne montra tant de terreur et d'avalissement. Blücher capitula à Lubeck, Hohenlohe à Prentzlow. Toutes les forteresses se rendirent à la vue des cavaliers français. Le 26 octobre. Napoléon entra à Berlin. Frédéric-Guillaume s'humilia, au point de recommander à ses ministres [de veiller à l'accueil qui serait fait à Napoléon dans les demeures royales et de l'y recevoir en hôte respecté](#). Napoléon occupait les trois quarts de la Prusse. Sans vouloir traiter si tôt, il alla chercher les Russes. Il les trouva à Eylau. La bataille fut terrible. Comme à Marengo, Napoléon faillit être vaincu. Ney, en tournant les Russes en fin de journée, assura la victoire (8 février 1809). Mais la Russie ne céda pas. Napoléon prit ses quartiers d'hiver en Pologne et renforça son armée avec des auxiliaires allemands et italiens.

Le printemps passa dans une attente anxieuse. Le général russe Bennigsen reprit enfin la campagne. Le 14 juin, Napoléon le défit à Friedland. L'empereur Alexandre, presque aussitôt, proposa un armistice.

Les deux empereurs se rencontrèrent à Tilsitt, sur un radeau établi au milieu du Niémen (26 juin). Ils parurent enchantés l'un de l'autre, et non seulement s'entendirent sur les bases de la paix, mais conclurent entre eux un traité d'alliance offensive et défensive. Ils se partagèrent l'Europe, Napoléon gardant à sa discrétion tout l'Occident, Alexandre tout l'Orient. La France en effet l'autorisait par avance à prendre la Finlande à la Suède, la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie à l'empire turc.

A Tilsitt la Prusse fut amputée de la moitié de ses possessions. Elle ne garda que le Brandebourg, la Poméranie, la Vieille-Prusse et la Silésie. La Saxe, agrandie de ses dépouilles, érigée en royaume, entra dans la Confédération du Rhin qui comprit dès lors presque toute l'Allemagne. Les anciens territoires prussiens de l'Ouest, avec le Hanovre et l'électorat de Hesse-Cassel, formèrent un nouvel État qui fut donné à Jérôme Bonaparte, dernier frère de Napoléon. Les provinces acquises par la Prusse lors des deux derniers partages de la Pologne furent constituées en un grand-duché, avec Varsovie pour capitale, qui reçut pour souverain le roi de Saxe.

Alexandre adhérait à la politique de Napoléon et promettait, si l'Angleterre n'acceptait pas sa médiation en vue de la paix, de se joindre contre elle à la France. *Je hais les Anglais autant que vous*, avait dit le Tsar en abordant Napoléon à Tilsitt. L'Empereur avait été gagné par ces mots. Plus que jamais il avait conscience que s'il n'obligeait enfin l'Angleterre à traiter, l'énorme édifice qu'il avait assemblé n'aurait force ni durée. Pour briser son obstination, il venait d'imaginer le Blocus continental qui devait dans sa pensée frapper de mort le commerce britannique. L'Angleterre était déclarée en état de blocus, toute communication avec elle était interdite, toutes marchandises anglaises trouvées sur le continent seraient confisquées, tous les ports d'Europe seraient fermés aux navires même neutres venant d'Angleterre ou de ses colonies.

En s'alliant ainsi avec le conquérant français pour qui il avait conçu une vive admiration, Alexandre était sincère. Mais il était instable d'esprit et, quoique allemand d'origine, le type même du Slave caressant, sinueux, également propre aux élans mystiques et aux profitables trahisons. *Un Grec du Bas-Empire*, dira de lui plus tard Napoléon. Pour l'instant, il était séduit et c'est en pleine confiance qu'il regagna la France quittée depuis dix mois.

Il était alors au plus haut degré de sa puissance. Depuis Charlemagne vers qui sa pensée avait des retours fréquents, aucun souverain n'avait réuni dans sa main l'Allemagne, la France et l'Italie. Cet empire immense, il le gouvernait par lui-même, jusque dans les détails minutieux. Sa capacité de travail était prodigieuse. Son intelligence ordonnée, *mathématique*, à la fois étendue et prompte, sa mémoire infaillible, son imagination ardente, alliée au sens précis des choses, ce pouvoir de fascination qui devant lui courbait les esprits les plus prévenus et les hommes les plus éminents du siècle, qu'ils fussent Goethe ou Chateaubriand, faisaient de ce soldat de fortune le plus extraordinaire chef de peuples qui eût paru depuis César. Quoi qu'on en ait dit, il aimait profondément la France. Il avait d'elle une idée grave et simple. Il voulait, ce fils de la Corse, naguère rattachée, se confondre avec ce vieux corps solide et généreux, faire de cette nation dont il était passionnément orgueilleux d'être devenu le maître un mariage de la pensée et du sang. Il s'en considérait comme l'émanation encore

plus que le sommet. Depuis Clovis jusqu'au Comité de Salut public, disait-il, je me tiens solidaire de tout.

L'homme en lui était parfaitement humain, c'est-à-dire complexe, capable de bienveillance, de fidélité, de générosité, de gratitude, mais aussi de colère, d'égoïsme, de sécheresse, d'artifice. Avec les années, éclairé sur le secret des âmes, ne voyant guère autour de lui que convoitises ou lâchetés, il inclina comme la plupart des êtres vers la dureté. Un tel tempérament le portait au despotisme et il n'est pas douteux que l'Empire n'ait été le régime le plus despotique que notre histoire ait connu. Il a supprimé très tôt le Tribunat où quelque levain d'opposition couvait encore. Le Corps législatif fut convoqué de façon irrégulière, ses sessions furent écourtées. Le Sénat n'était plus qu'une Chambre d'enregistrement, décorative et prosternée. C'est l'Empereur qui fixait le budget. En 1813, il en viendra à établir lui-même des impôts.

La presse est muselée. Sur 73 journaux, treize seulement subsistent, réduits à quatre en 1811 ; leurs directeurs sont nommés par l'Empereur ; pas un article ne paraît qui n'ait été soumis à la Censure. La publication des livres est étroitement surveillée. Le privilège des imprimeurs est rétabli. La liberté individuelle n'existe que dans un silence respectueux. Paris, les grandes villes sont infestés d'espions.

Dans un tel régime en effet, la police joue un rôle premier. C'est Fouché qui dirige ses innombrables agents. Mais il n'est pas que sa police, il y a la gendarmerie de Savary, il y a encore une police secrète. Un immense filet s'est abattu sur la France et l'empêche de bouger.

Les prisons d'Etat, abolies par la Constituante, ont été rétablies. Des individus trop remuants ou connus pour leur opposition y sont internés par mesure de sûreté, sur ordre impérial, sans jugement. En 1801, on en compte près de six cents.

L'Empereur avait mis le clergé français dans sa main. Il y voulut aussi tenir le Pape. Pie VII, simple moine qui n'était sans doute pas un esprit, mais une âme, tenta de défendre l'indépendance nécessaire de l'église. Que pouvait ce vieillard contre un chef militaire gorgé de sa puissance et que n'arrêtait aucun scrupule de foi ? Le blocus continental étant mal appliqué dans le domaine pontifical, Napoléon en prit prétexte pour l'annexer à l'Empire. Le Pape excommunia l'Empereur. Le clergé français n'osa bouger, mais les catholiques, naguère reconnaissants à l'Empereur d'avoir rétabli la religion, se détachèrent de lui.

Une lente désaffection minait son prestige. Elle fut accrue par le malaise économique né de la lutte avec l'Angleterre. L'industrie, le commerce, la marine marchande étaient presque retombés dans le marasme d'où les avait tirés le Consulat. Les impôts s'étaient alourdis, bien que les finances fussent gérées avec sagesse ; sous le nom de droits réunis, les boissons, le sel, le tabac étaient frappés lourdement.

Le peuple était las de la guerre. La conscription lui prenait les meilleurs de ses enfants. Beaucoup pour échapper à la réquisition désertaient ou se mutilaient. En 1810 il y avait 160.000 réfractaires.

Napoléon était trop bien informé de tout pour ne pas tenter de regagner sa popularité première. Il répandit les commandes et l'argent chez les manufacturiers, soutint les fabriques de drap, de soie, de cotonnades, de sucre de betterave créées pour remplacer les produits anglais. Il reprit, avec des idées plus larges, l'œuvre de Colbert. Il ne voulait rien voir autour de lui, jusqu'aux

robes des femmes, qui ne fût français. Pour utiliser une main-d'œuvre inactive autant que pour contenter son goût romain du bâtiment, il entreprit d'immenses travaux publics : Paris fut doté de rues nouvelles, de ponts, d'églises. L'arc de l'Etoile, la Bourse, l'arc du Carrousel, la colonne Vendôme sortirent de terre. Le Louvre rejoignit les Tuileries. En province, Anvers, Cherbourg, Brest, La Rochelle, sont dotées de grands ports. Lyon est reconstruit. Le nord de la France et la Belgique sont creusés de canaux. D'admirables routes relient les frontières les plus éloignées de l'Empire. Cette œuvre colossale se poursuivra pendant toute la durée du règne. Jamais depuis l'antiquité souverain n'aura laissé pareilles traces de sa vie. Entre deux campagnes, l'Empereur décidait des plans, pourvoyait aux moyens, inspectait les travaux. On n'a point assez parlé de Napoléon constructeur et édile. Ce n'est pas là pourtant qu'il fut le moins utile ni le moins grand.

Sous Napoléon, la société française ne retrouva pas l'éclat qu'elle avait connu pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI. Les maisons se rouvrirent peu à peu sous le Consulat, grâce aux radiations opérées par Bonaparte sur la liste des émigrés. La Cour consulaire, devenue bientôt Cour impériale, fut un centre nouveau d'attraction. Mais dans son faste neuf, elle ne pourra jamais rivaliser avec l'ancienne Cour. Chez tous ceux qui servaient le nouveau régime et en bénéficiaient, qui aux Tuileries, à Compiègne, sous les magnifiques uniformes rebrodés ou les robes de soie aux plis roides qui s'évasaient par la chérusque autour de merveilleuses têtes, il n'y eut jamais ce sentiment de confiance, de sécurité qui seul fait les assemblées vivantes et libres. Tous avaient l'impression de vivre dans un décor qui durerait longtemps peut-être, mais qu'aussi le vent d'une défaite effondrerait. D'ailleurs, malgré la grâce de Joséphine, les mille services qu'elle rendait dans ses entours, la seule présence de l'Empereur glaçait les réunions. Il eût voulu qu'on s'amusât dans ses palais, mais son manque de galanterie envers les femmes, ses dehors brusques, ses éclats de voix faisaient vivre un peu en automates autour de lui ces dignitaires, ces ministres, ces femmes souvent parvenues et que les nobles de l'ancien temps, ralliés par nécessité à l'Empire, n'arrivaient point à traiter en égaux.

La littérature sous ce despotisme glorieux était languissante. L'Empereur ne pouvait sans envie se reporter au siècle de ce grand Roi qu'il admirait : — *Si Corneille vivait, je le ferais prince*, disait-il. Mais point de Corneille. Quelques fades poètes, un Népomucène Lemercier, un Delille, des orateurs diserts et respectueux comme Fontanes. Bernardin de Saint-Pierre achève de mourir. Seuls deux écrivains hors de pair, mais ils sont de l'opposition : Chateaubriand et Mme de Staël.

Celle-ci, fille de Necker, internationale par la naissance, le mariage, la société, a commencé par admirer Bonaparte. Elle souhaitait de devenir son Egérie. Le Premier Consul repoussa assez rudement son approche. Dès lors son ennemie, elle groupe contre lui les rancunes éparses. Son salon de Coppet, où l'Empereur l'a reléguée sera durant tout le règne un centre d'intrigues dirigées contre Napoléon. Elle souhaite ouvertement sa défaite. Avec courage d'ailleurs. Cette femme est un grand homme manqué. L'Empereur la déteste franchement. Il tance Fouché pour les ménagements qu'il garde envers elle. Mme de Staël attend, prédit sa catastrophe : *C'est un véritable corbeau*, répète-t-il.

Mme de Staël a exercé une influence forte sur nombre de talents de l'époque, au premier titre sur Benjamin Constant, écrivain sec et profond, orateur subtil, type du libéral plus riche de doctrine que de volonté, qui, après avoir été membre du

Tribunat, se rangera contre Napoléon, puis, aux Cent jours, deviendra son conseiller et comme son souffleur constitutionnel.

Chateaubriand était l'ami de Mme de Staël et de Constant. Lui aussi avait été séduit par Bonaparte, qui avait aidé ses débuts et contribué à l'immense succès du *Génie du Christianisme*. Le meurtre du duc d'Enghien l'avait écarté de la diplomatie impériale. Pourtant, au fond de l'âme, il était sensible à l'extraordinaire rayonnement de l'homme et, profondément Français, il ne pouvait s'empêcher d'admirer la gloire dont il baignait la France. Napoléon eût voulu le gagner. Il sentait combien l'artiste était grand, et ce que son ralliement eût eu pour l'Empire de valeur morale. Les coteries de salon empêchèrent l'orgueilleux Chateaubriand de se rapprocher de lui. Napoléon ne lui tint pas rigueur d'un retentissant article paru dans le *Mercure de France* : *C'est en vain que Néron prospère : Tacite est déjà né dans l'Empire... et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde*. Cette magnanimité n'empêchera pas Chateaubriand, royaliste de doctrine plus sans doute que d'inclination, d'applaudir à sa chute et d'apporter à la Restauration l'aide non négligeable de son fameux pamphlet *De Buonaparte et des Bourbons*. Plus tard, quand Napoléon sera mort à Sainte-Hélène, nulle voix plus haute, plus compréhensive et plus noble ne s'élèvera pour peindre sa grandeur foudroyée. Les *Mémoires d'Outre-Tombe* contiennent les plus belles pages et peut-être les plus justes qui aient été écrites sur Napoléon.

CHAPITRE VIII

LES FAUTES

1808-1813 : guerre d'Espagne. — 1809 : 5e coalition de l'Angleterre, l'Espagne et l'Autriche : victoires d'Eckmühl, d'Essling et de Wagram (6 juillet) et paix de Vienne (14 octobre) ; réunion des États romains et de la Hollande à l'Empire. — 1810 : mariage de Napoléon avec Marie-Louise d'Autriche. — 20 mars 1811 : naissance du Roi de Rome. — 1812-1815 : 6e coalition de l'Angleterre, de la Russie, de l'Espagne, etc. — 1812 : campagne de Russie, prise de Smolensk, bataille de la Moskowa (7 septembre), entrée à Moscou (15 septembre).

Napoléon avait commis une première faute en étendant à l'extrême les limites de son empire et en y incorporant des nationalités qu'il eût fallu des générations pour assimiler. Il en commit une seconde, et plus grave, par faiblesse pour sa famille — car des Corses il avait gardé l'esprit de clan —, en créant autour de la France une ceinture d'États feudataires dont le maintien l'appauvrisait d'hommes et d'argent sans qu'ils pussent lui être d'aucun secours, sans qu'elle fût même assurée de leur fidélité.

La troisième faute fut la déclaration du Blocus continental. Pour l'appliquer dans sa rigueur — et sans cette rigueur il devenait dérisoire —, il fallait que Napoléon tînt toute l'Europe sous une tutelle étroite. De là un enchaînement d'empiètements et de violences qui devait peu à peu soulever la plupart des pays contre Napoléon et, tandis que la France s'épuisait à les juguler, préparer contre elle non plus seulement la coalition des souverains, mais aussi celle, plus redoutable, des peuples.

Nous l'avons vu, le Pape avait été l'une des premières victimes de l'application du blocus. Le Portugal, trop inféodé à l'Angleterre, fut presque dans le même temps occupé par Junot, la Suède, vieille amie devenue ennemie, livrée à la Russie, tandis que Napoléon prenait la Poméranie suédoise (juillet 1807). La logique de son système l'entraîna à annexer peu à peu toute la côte allemande, les villes libres de Brême et de Hambourg, et même à détrôner son frère Louis, la Hollande ne se soumettant pas de bon gré au Blocus (juillet 1810). Enfin, c'est pour ôter à l'Angleterre un de ses derniers marchés que Napoléon entreprit la conquête de l'Espagne.

La guerre d'Espagne, c'est l'erreur sans excuse de l'Empereur. D'elle viendra sa catastrophe finale. Les meilleurs soldats de la France y périrent en vain. L'Empire s'y usa sans gloire. La splendide résistance du peuple espagnol servit de leçon à l'Europe et prépara pour se manifester au premier revers, sa levée massive contre Napoléon.

L'Espagne était aux mains d'un favori méprisable, Manuel Godoy, prince de la Paix, qui songeait à sortir de l'alliance française, vieille de dix ans, pour se joindre aux ennemis de l'Empereur. Talleyrand, songeant à renouveler la politique de Louis XIV, et qui jugeait [la maison de Bourbon finie](#), conseilla à Napoléon de lui ôter son dernier trône. Un roi imbécile, Charles IV, une reine sans mœurs, un fils rebelle, le peuple, le clergé, la noblesse divisés, des émeutes un peu partout, c'était de quoi faire penser qu'il suffirait pour [empocher](#) l'Espagne d'une courte promenade militaire. On comptait là sans l'esprit national. La promenade commencée en 1808 ne devait finir qu'à la chute de Napoléon.

L'Empereur convoqua Charles IV et son fils Ferdinand à Bayonne et les obligea l'un et l'autre, après une scène pénible, à abdiquer en sa faveur. Charles IV reçut une grosse dotation et alla vivre à Compiègne. Ferdinand fut interné chez Talleyrand à Valençay. Napoléon donna la couronne d'Espagne à son frère Joseph que Murat remplaça sur le trône de Naples (1er août 1808). La péninsule de proche en proche prit feu. Une Junte insurrectionnelle établie à Séville, puis à Cadix, souleva contre les Français une guérilla sans merci qu'enfièvreèrent encore les prêches du clergé. Dans cette péninsule si montagneuse, si déchirée, si propre aux surprises, pas un rocher, pas un buisson, un chemin creux qui ne servît à une embuscade. Nos soldats y tombèrent par milliers. Tous les blessés étaient achevés avec des raffinements barbares. Les troupes françaises se vengèrent par des atrocités.

Les Espagnols avaient appelé les Anglais à l'aide. Palafox défendit Saragosse attaquée par Lannes. Le siège dura quatre mois, terrible. La ville fut presque détruite, on l'enleva rue par rue, maison par maison. Lannes écrivait à Napoléon que [cette guerre lui faisait horreur](#). Ce douloureux succès fut suivi d'échecs graves. En Andalousie, le général Dupont essuya une véritable défaite et capitula honteusement à Baylen. Joseph s'enfuit de Madrid et les troupes françaises durent rétrograder au nord de l'Ebre. Bloqué à Lisbonne, par Wellesley — qui allait devenir lord Wellington —, Junot se résigna à abandonner le Portugal.

Dans toute l'Europe, une sorte de frisson courut. Le prestige français était entamé. Pour le rétablir, Napoléon décida de passer lui-même en Espagne. Auparavant, afin d'assurer ses derrières, il voulut resserrer son alliance avec le Tsar. Il rencontra Alexandre à Erfurt, où tous les princes allemands vinrent l'encenser (octobre 1808). Talleyrand, chargé d'obtenir de l'empereur de Russie qu'il menaçât l'Autriche, qui de nouveau se préparait à la guerre, trahit alors. Opposé en secret à une politique qu'il applaudissait tout haut, il supplia le Tsar [de sauver l'Europe en tenant tête à Napoléon](#). La négociation n'aboutit donc pas, sauf pour Talleyrand, grassement payé par Vienne et Pétersbourg.

Napoléon, à la tête de la Grande Armée, descendit en Espagne. Avec lui les Français retrouvèrent la victoire. Après le combat de Somo-Sierra, l'Empereur entra à Madrid et rétablit son frère (décembre 1808). Officiellement l'Espagne était conquise. En réalité, elle restait entière à soumettre.

Napoléon ne put s'y attarder. L'inlassable Angleterre lançait contre lui l'Autriche qui avait achevé ses armements et qui, avertie par Talleyrand de la bienveillance russe, comptait soulever l'Allemagne avant que les Français fussent arrivés au Rhin.

Elle se trompait. Napoléon avait prévu cette attaque. Il avait levé 100.000 conscrits en France, rappelé d'Espagne la Garde, tiré d'Allemagne et de Pologne plusieurs corps d'armée. Le meilleur, le seul général qu'eût l'Autriche, l'archiduc Charles, était entré en Bavière. Napoléon courut à lui et le battit à Eckmühl. L'archiduc fit retraite vers Vienne par la rive gauche du Danube. Napoléon le gagna de vitesse par la rive droite. Le 13 mai, il entra de nouveau à Vienne.

Sa situation était délicate, entre l'archiduc Charles qui réorganisait ses forces, et l'archiduc Jean qui venait de remporter un succès sur le prince Eugène à Sacile. Napoléon résolut de brusquer le dénouement. Il tenta le 21 et le 22 mai de franchir de vive force le Danube, mais une crue du fleuve ayant emporté les ponts, les Français, malgré les héroïques efforts d'Aspern et d'Essling — où mourut Lannes —, durent se retrancher dans l'île Lobau. Ces deux jours de bataille avaient été meurtriers. Ils constituèrent pour Napoléon un sensible échec. Il ne se hâta pas de chercher une revanche, mais rassembla, répara ses forces. Pendant six semaines il poursuivit avec méthode ses préparatifs. Dans la nuit du 4 juillet, il passa de nouveau le Danube et le matin suivant offrit la bataille à l'archiduc Charles dans la plaine de Wagram. Ce fut la dernière grande victoire de Napoléon. L'archiduc, au soir du 6 juillet, prenait la route de Moravie. Cinq jours après, le cabinet autrichien demandait à traiter.

La paix, qui fut signée à Vienne, écrasait la vieille monarchie des Habsbourg. Elle cédait à la France la Carinthie, la Carniole, une partie de la Croatie ; au grand-duché de Varsovie, une moitié de la Galicie ; à la Bavière Salzbourg. Elle adoptait le Blocus continental. La Suède peu après l'imita. Dépouillée de la Finlande par la Russie, elle se déclara elle aussi contre l'Angleterre et offrit le titre de prince

héritier au maréchal français Bernadotte. Une fois encore l'Europe s'humiliait devant Napoléon.

Tant de puissance, tant d'éclat seraient-ils condamnés à rester viagers? Depuis plusieurs années, l'Empereur était travaillé du souci d'assurer sa dynastie. Il n'avait pas d'enfants de sa femme Joséphine, plus âgée que lui. Il avait pensé à adopter le fils de Louis et d'Hortense, mais cet enfant était mort. La constitution de l'Empire donnait bien sa succession à son frère aîné Joseph et après lui à Louis et Jérôme, Lucien étant exclu, car faute d'avoir voulu divorcer pour épouser une princesse, l'ancien président des Cinq Cents, l'ancien ministre de l'Intérieur du Consulat était rejeté hors de la famille impériale. Pourtant Napoléon, si imaginatif qu'il fût, voyait trop clair pour croire que la France accepterait après lui pour souverain un homme de talents moyens, doux, effacé, comme Joseph, un valétudinaire comme Louis, un jeune homme ami du plaisir comme Jérôme. Fouché, adroit et patient, le travaillait. Il trouvait alors un intérêt personnel à perpétuer un régime qui l'avait fait ministre, duc d'Otrante, riche à millions et tout-puissant dans la moitié de l'Europe. Napoléon, quel que fut son regret d'abandonner une femme qui, malgré ses anciennes légèretés de conduite, faisait, par sa souplesse, sa grâce, comme il disait, **le charme de son intérieur**, se résolut, au lendemain de Wagram, à la répudier pour contracter un nouveau mariage capable de lui donner des fils. Il n'avait encore que quarante ans.

Joséphine s'inclina tristement et, le divorce prononcé, quitta la cour et se retira à Malmaison où elle devait mourir en 1814. Napoléon eût voulu épouser une jeune sœur du Tsar ; l'opposition de la tsarine-mère fit écarter le projet. L'Autriche offrait une archiduchesse de dix-huit ans, Marie-Louise. Napoléon ébloui par la perspective de s'allier à la plus vieille maison de l'Europe et d'entrer dans la famille de Charles-Quint, demanda sa main et l'épousa (1er avril 1810).

Ce mariage ne satisfaisait pas seulement son orgueil. Il avait une signification politique. Napoléon, reprenant l'idée de Louis XV — ce qu'on avait alors appelé le renversement des alliances —, cherchait dans l'Autriche, à défaut de la Prusse qu'il savait, sous sa soumission apparente, ennemie implacable, l'alliée dont la France, pour faire contrepoids à la puissance russe, avait besoin sur le continent. Car, même sous Napoléon, la politique française, c'est la politique de l'équilibre des forces.

Il est certain toutefois que ce mariage inouï qui le faisait neveu de la dernière reine de France grisa Napoléon, obscurcit dans sa tête lucide la vision des faits. Quand un an plus tard un fils lui fut né (20 mars 1811), fils qui reçut aussitôt le titre majestueux de roi de Rome, il sembla à beaucoup que sa prodigieuse fortune était fixée et que l'Empire français était fondé sur des bases que rien n'ébranlerait plus.

Il comptait alors cent trente départements. La France s'étendait depuis la Baltique jusqu'à la mer Tyrrhénienne. Roi d'Italie, maître de l'Allemagne et de la Suisse, Napoléon était encore le suzerain des États donnés à ses frères et sœurs : Espagne, Naples, Toscane, Westphalie. Mais cette colossale puissance, fondée sur le succès militaire, offrait de multiples points faibles. La France était fatiguée et maussade. Fouché et Talleyrand, disgraciés, intriguaient contre l'Empereur qui n'osait les foudroyer. Non content d'avoir annexé les États de l'Église, il avait à la

veille de Wagram ordonné l'arrestation du Pape pour répondre à l'excommunication qui l'avait frappé. Pie VII fut appréhendé, mis en voiture fermée, et dirigé comme un malfaiteur sur Savone puis sur Fontainebleau. Le vieillard y arriva presque mourant. Au retour de la campagne de Russie, l'Empereur lui arrachera un nouveau Concordat, mais le Pape se ressaisira presque aussitôt, et Napoléon que ses ennemis accablent, finira par lui rendre la liberté et ses États (janvier 1814).

L'Europe était muette. Cependant, la Prusse réformant ses cadres civils et militaires, se préparait sourdement à la revanche. L'Autriche, alliée par force, se résignait mal à la perte de ses provinces et au rôle d'obscur second que Napoléon prétendait lui faire jouer. L'Espagne enfin continuait par sa guérilla l'effroyable décimation de l'armée française. Partout les masses réveillées aspiraient à la délivrance nationale. Napoléon l'avait pu comprendre quand, en 1809, il avait interrogé le jeune Staps qui avait essayé de l'assassiner à Schœnbrunn. La France qui, dix ans plus tôt, était pour toute l'Europe le symbole du progrès social et des idées de liberté, n'apparaissait plus à présent que comme un État-Moloch qui dévorait la substance des peuples.

La faute suprême de Napoléon, celle qui couronnant les autres, allait entraîner sa chute, fut la guerre de Russie. Non qu'il l'eût désirée d'abord. La rupture de l'alliance franco-russe est venue d'Alexandre. Il eût voulu que la France lui laissât dépecer l'empire turc et reconstituer à son profit le royaume de Pologne. Napoléon s'y opposait. D'autre part, l'Angleterre n'avait pas cessé d'intriguer à Pétersbourg, dans l'entourage même du Tsar. Le Blocus qu'Alexandre s'était engagé à observer n'avait jamais été réellement appliqué dans ses États. A la fin de 1810, les marchandises anglaises revenaient ouvertement dans les ports de la Baltique. En même temps la Russie frappait notre commerce de droits prohibitifs.

Alexandre n'osait pourtant attaquer Napoléon. Mais celui-ci l'exaspéra par l'annexion du grand-duché d'Oldenbourg, qui appartenait au beau-frère du tsar. La guerre fut dès lors résolue par la cour russe. Cependant les choses traînèrent en longueur. Alexandre gagna du temps pour compléter ses préparatifs. Quand ils furent achevés, il sortit de sa patience et adressa à Napoléon un véritable ultimatum (27 avril 1812) exigeant l'évacuation de toute l'Allemagne au delà de l'Elbe. Il s'allia à l'Angleterre et à la Suède dont le prince héritier Bernadotte menait la politique et qui, envieux de son ancien maître, était devenu, quoique Français, l'un des plus dangereux ennemis de la France. Pour se délivrer d'un souci vers le sud, il fit la paix avec le Sultan, à qui il rendit la Valachie et la Moldavie. Désormais il subordonnait tout à la guerre contre Napoléon.

Celui-ci de son côté resserrait ou croyait resserrer l'alliance autrichienne en caressant Metternich. Il obligeait le roi de Prusse à s'associer à la guerre. Coalition contre coalition. Mais François Ier, comme Frédéric-Guillaume, assurèrent Alexandre par des envoyés secrets que s'ils étaient contraints de marcher avec la France, ils demeuraient de cœur avec lui.

C'est dans ces conditions que commença la campagne de Russie. Napoléon avait eu tort de l'engager ; il eut plus tort encore de la mener lentement, malgré la menace de l'hiver. — Ainsi l'on perdit 20 jours à Vilna —. Il passa le Niémen le 24 juin, à Kowno. La Grande Armée comprenait 350.000 hommes, dont seulement 190.000 Français. Le reste était des auxiliaires autrichiens, prussiens, italiens. On y trouvait des contingents de la Confédération du Rhin, du grand-duché de Varsovie, de Saxe, de Westphalie, de Bavière, de Suisse. Levée d'hommes de tous les pays, de toutes les langues, que seuls rassemblaient la

crainte et le prestige de l'Empereur. Alexandre avait à lui opposer des forces presque égales, mais beaucoup plus homogènes. Il en avait fait deux armées, l'une confiée à Bagration, l'autre à Barclay de Tolly.

La tactique russe, issue du conseil de Bernadotte, était d'éviter la bataille, d'attirer Napoléon et d'affamer son armée. L'Empereur chercha en vain l'ennemi et sur son passage ne trouva que le steppe. Le 17 août, il prit Smolensk que les Russes avaient incendié. Encore quelques jours de marche et il allait atteindre Moscou.

Un revirement se produisit alors dans l'entourage d'Alexandre. On ne pouvait livrer la ville sainte sans combattre. La Russie ne le comprendrait pas. Le vieux Kutuzof, le vaincu d'Austerlitz, fut nommé généralissime. Il allait offrir la bataille à Napoléon sur la Moskowa, en avant de Moscou. Ce fut une sanglante journée (7 septembre). Kutusof avait perdu 40.000 hommes. Il se retira en bon ordre, laissant libre le chemin de Moscou.

Napoléon entra dans la capitale russe six jours plus tard et s'installa au Kremlin. Dès le lendemain, la ville n'était qu'un brasier. Son gouverneur, Rostopchine, en la quittant y avait fait mettre le feu. Seul le Kremlin demeura sauf. L'armée campa dans les décombres. Napoléon croyait qu'Alexandre allait traiter. Le tsar était bien loin de cette idée. [Maintenant](#), disait-il, [ma campagne va commencer](#).

Napoléon demeura cinq semaines à Moscou. Le 19 octobre, la gelée étant venue — cet hiver fut précoce — il comprit que seule une prompte retraite pouvait sauver son armée. Il se résigna à donner l'ordre de regagner Smolensk.

Le 19 octobre au matin, lui-même quitta Moscou. Il la quittait encore en vainqueur. Mais les revers étaient proches.

CHAPITRE IX

LES REVERS

1812 : suite de la campagne de Russie. — 23-24 octobre 1812 : conspiration Malet. — Retraite de Moscou (15 octobre). — 1813 : 7^e coalition, campagne d'Allemagne, victoires de Lutzen, Bautzen ; congrès de Prague (5 juillet-10 août) ; victoire de Dresde, défaite de Leipzig (16, 17, 18 octobre). — 1814 : campagne de France (victoires de Brienne, Champaubert, Montmirail, Montereau). — 31 mars entrée des Alliés à Paris. — 11 avril : première abdication de Napoléon à Fontainebleau, départ pour l'île d'Elbe.

La Grande Armée, bien diminuée, avait pris la route de Kalouga où Napoléon d'abord pensait hiverner. Sa marche était lente, encombrée par un charroi immense et déjà désorganisée. Kutusof l'attaqua à Malo-Iaroslavetz. Il fut repoussé. L'Empereur donna l'ordre alors de regagner le chemin de Smolensk. La neige tombait. Le froid devenait atroce. A certains jours il atteignit près de 40 degrés. Les corbeaux tombaient, gelés en plein vol. L'armée harcelée par les Cosaques manquait d'habits chauds, de viande et de pain. Déjà ses pas se couvraient de cadavres. Beaucoup de soldats avaient jeté les fusils et les sacs et se traînaient appuyés sur un bâton. La nuit du Nord couvrait pendant dix-huit heures cette immense file de spectres qui n'avaient plus la force de parler, qui mouraient sans un cri.

Au bord de la Berezina, un subit dégel emporta les glaces. Les Français furent décimés au passage et, sans l'héroïsme des pontonniers d'Éblé qui jetèrent deux passerelles, l'armée entière aurait péri (29 novembre).

Elle arriva enfin devant le Niemen (16 décembre). Elle ne comptait plus que cinquante mille hommes. Le reste était mort ou prisonnier. Depuis dix jours, Napoléon avait quitté ses troupes. A Smorgoni, il avait réuni ses lieutenants et confié le commandement à Murat. Dans un traîneau, accompagné de Caulaincourt, il galopa vers Paris.

D'inquiétantes nouvelles l'y rappelaient. Le général Malet, républicain détenu depuis 1808 comme demi-fou dans une maison de santé, s'était échappé la nuit du 22 au 23 octobre et, avec quelques complices de rencontre, avait hasardé un coup d'État. Annonçant la mort de l'Empereur, il avait arrêté le ministre de la police Savary, le préfet de police Pasquier et, fort d'un prétendu vote du Sénat, prétendu installer un gouvernement provisoire. L'énergie d'un simple capitaine déjoua l'imposture. Malet fut mis sous clé et ses acolytes. Cambacérès informé réunit les ministres ; après un moment d'affolement, ils reprirent leur sang-froid. Malet fut traduit devant une commission militaire. Il y montra du courage. Comme le président lui demandait :

— Avez-vous des complices ?

Il répondit :

— La France et vous-même, si j'avais réussi.

On devait comprendre avant longtemps ce que ce mot avait de prophétique. L'impression à Paris avait été profonde. Mais nul ne fut plus frappé que Napoléon. Il avait compris que lui disparu, personne ne songeait au roi de Rome, à l'Impératrice-régente, que l'Empire s'écroulerait comme un fastueux théâtre. L'opinion était neutre, le régime n'avait pas de bases. Quel encouragement pour l'Europe que le désastre russe venait de réveiller !

Les nouvelles d'Espagne étaient mauvaises. Soult aux Arapiles avait laissé échapper l'occasion d'écraser Wellington. L'Angleterre, après avoir désespéré, croyait l'heure de l'hallali venue. Ses émissaires à Berlin, à Vienne, multipliaient les avances, les promesses. Quant au Tsar, glorieux de sa victoire, il déclarait qu'il ne poserait pas les armes avant de tenir à sa merci Napoléon. La Prusse hésita quelques semaines. Le pays était encore occupé par l'armée française. Mais l'opinion publique déborda Frédéric-Guillaume. Le philosophe Fichte à l'Université de Berlin, suspendait son cours [jusqu'à la paix](#). Étudiants, ouvriers, bourgeois des villes s'enrôlaient. Le souverain céda au mouvement patriotique et

s'allia à la Russie. Le 19 mars, il annonçait à son peuple la guerre contre la France.

L'Autriche attendait encore. L'empereur François et Metternich avaient peur d'un retour de fortune qui de nouveau camperait Napoléon en vainqueur, cette fois impitoyable. Ils adoptèrent l'attitude doucereuse de la médiation. Napoléon l'admit d'autant mieux qu'il gardait ses illusions sur la portée politique de son mariage avec Marie-Louise. Il pensait du reste lui aussi qu'il lui suffirait d'une bataille heureuse pour voir de nouveau l'Europe à ses pieds.

Il ne perdit pas une heure pour se préparer à la lutte. Il ordonna la levée de la classe de 1813. S'il avait dès lors rappelé ses vieilles troupes d'Espagne, il aurait pu solidement encadrer ces conscrits trop jeunes. Ils avaient l'âme pleine de feu, mais peu de résistance physique et sauraient surtout se faire tuer. En [raclant le fond des tiroirs](#), il mit sur pied 300.000 hommes. Mais il manquait d'artillerie et surtout de chevaux.

Les Français, place après place, évacuaient l'Allemagne. Le 11 mars les Russes entraient à Berlin. La jonction des armées prussienne et russe était faite. L'Autriche armait à outrance mais sans encore lever le masque. Murat, rentré à Naples, pensait à la défection. Le temps pressait. Le 15 avril, Napoléon quittait Paris. La campagne commença sur l'Elbe, le 1er mai.

En trois semaines, les Russo-Prussiens furent vaincus quatre fois et rejetés sur l'Oder. Lutzen et Bautzen, batailles meurtrières, n'amenèrent pourtant pas de résultat. Les Alliés voulaient attendre des renforts. Napoléon avait besoin de faire venir de la cavalerie d'Espagne. Ils acceptèrent la proposition d'armistice que Metternich leur offrait (7 juin). Un congrès se réunirait à Prague pour discuter de la paix.

Metternich alors prit en mains la manœuvre. Il fit offrir à Napoléon la France jusqu'au Rhin et l'Italie. Il était d'ailleurs décidé, si l'Empereur acceptait, à revenir sur ces propositions et, d'exigence en exigence, à demander l'abandon de l'Italie, même des Pays-Bas. Napoléon, après une scène violente où il insulta Metternich, refusa. Le Congrès de Prague qui n'avait été qu'une pièce d'ombres fut clos le 11 août. L'Autriche entra ouvertement dans la coalition.

Les Autrichiens sous Schwartzenberg, les Russo-Suédois sous Bernadotte, les Prussiens sous Blücher, marchèrent à la rencontre de Napoléon. La campagne eut deux phases très distinctes. D'abord Napoléon défit les Autrichiens à Dresde (26-27 août) et les rejeta en Bohême. Le général Moreau, revenu d'Amérique pour servir de conseiller militaire à la coalition, mourut dans cette bataille d'un boulet français. Mais Macdonald fut vaincu par Blücher sur la Katzbach, Vandamme capitula à Kulm, Oudinot se vit repousser à Gross-Beeren. L'Empereur avait commis l'erreur d'éparpiller ses forces. Il n'avait plus maintenant que 180.000 hommes à opposer à 350.000 alliés. La situation empirait à chaque heure. La Westphalie était perdue, la Bavière fit défection. Il se retira sur Leipzig. Là, pendant quatre jours, du 16 au 19 octobre, il soutint la ruée de trois armées. C'est la plus grande rencontre de tout l'Empire, ce qu'on a appelé la bataille des Nations. Trahi par les Saxons et les Wurtembergeois, manquant de munitions, malgré des efforts désespérés, il dut ordonner la retraite. Elle coûta plus cher que le combat même. Quand l'armée française atteignit Mayence, elle ne comptait plus que 60.000 hommes. L'Allemagne était perdue. Et l'Espagne. Wellington, disposant d'importants renforts, avait repris Madrid et, après avoir

vaincu Jourdan à Vittoria (22 juin), reconduit les Français au delà des Pyrénées. Au moment où Napoléon repassait le Rhin, les Anglais franchissaient la Bidassoa.

Avant de commencer la suprême campagne, qui devait, pensaient-ils, abattre l'Empire français, les Alliés renouvelèrent la comédie de Prague pour rejeter sur Napoléon, suivant le conseil de Metternich [tout l'odieux de la prolongation de la guerre](#), et pour s'assurer du concours de l'opinion publique avec laquelle maintenant les souverains comptaient. Réunis à Francfort, ils firent offrir à l'Empereur une paix qui laisserait à la France ses limites naturelles : Rhin, Alpes, et Pyrénées, c'est-à-dire qui lui ôterait non seulement toutes les conquêtes de l'Empire mais encore celles de la Révolution. Napoléon hésita. Qu'on songe à l'étendue du sacrifice ! — Il accepta enfin par une note de Caulaincourt du 1er décembre 1813. Avant même que sa réponse pût arriver, Metternich déclarait que le cabinet des Tuileries étant resté muet, les Alliés retiraient leurs propositions. Un manifeste fut publié aux termes duquel les puissances affirmaient qu'elles ne faisaient pas la guerre à la France mais à Napoléon seul.

Manœuvre élémentaire. On voulait créer chez les Français un mouvement hostile à l'Empereur qui accélérerait sa chute. Déjà en effet apparaissaient des signes certains de démoralisation, nous dirions aujourd'hui de défaitisme. Le peuple — paysans, ouvriers, — restait fidèle à l'Empire. Mais la bourgeoisie, menacée à son tour par la conscription et l'impôt qui longtemps l'avaient épargnée, voulait la paix à tout prix. Les royalistes s'agitaient dans leurs cénacles, circonvenaient Talleyrand, Caulaincourt, de hauts fonctionnaires. L'administration impériale commençait à flotter. Un parti d'opposition puissant s'était formé au Corps législatif qui recevait ses inspirations de Benjamin Constant, encore en exil, et du député girondin Lainé, incliné déjà vers un profitable royalisme. La session qui s'ouvrit le 19 décembre montra à l'Empereur la gravité du péril intérieur. Le discours du trône, prononcé par Napoléon, avait fait appel à [l'énergie et à l'union des Français](#). Le rapport que présenta Lainé sur les négociations de Francfort fut un véritable réquisitoire contre la politique impériale. Il osait approuver les Alliés de [vouloir nous renfermer dans les limites de notre territoire et réprimer une activité ambitieuse si fatale depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe](#). Il condamnait [l'excès des contributions, l'excès plus cruel encore du régime pratiqué pour le recrutement de nos armées](#). Le Corps législatif vota l'impression de ce rapport qui eût été courageux s'il ne s'était adressé au malheur.

Il est extraordinaire que Napoléon n'ait pas fait arrêter Lainé. Il pouvait s'en trouver le droit quand les chevaux des Alliés buvaient dans le Rhin. Il se contenta, en recevant les députés, de les secouer par quelques phrases terribles, justement célèbres :

— [Est-ce le moment quand l'ennemi est aux frontières d'exiger de moi un changement dans la Constitution ? Vous n'êtes pas les représentants de la nation, mais les députés des départements. Moi seul je suis le représentant du peuple. Le trône lui-même, qu'est-ce ? Quatre morceaux de bois doré recouvert de velours ? Non, le trône c'est un homme et cet homme c'est moi ! Si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne demande. Vous aurez la paix dans trois mois ou je périrai !](#)

Il les renvoya effarés. Cependant il passait les nuits pour tirer du pays inerte les hommes, les canons, les fusils, l'argent qui le sauveraient de l'invasion. Il jetait

au creuset toute son épargne privée, s'oubliant dans le temps même où autour de lui les plus favorisés du règne ne songeaient qu'à eux. Jamais il ne fut plus alerte, plus laborieux, plus animé d'un dévorant génie. Seul contre un continent en armes, il paraissait encore si formidable que Metternich, à certaines heures, doutait du triomphe de la coalition.

Les armées alliées franchirent le Rhin dans les derniers jours de 1813. Bernadotte envahit la Belgique, Blücher l'Alsace ; Schwartzemberg entra en Suisse à Bâle et remonta par la Bourgogne. Les maréchaux qui leur avaient été opposés, avec les restes de l'armée : Marmont, Victor, Mortier, Ney, firent une molle résistance. Plus découragés, plus las que leurs troupes, ils ne surent qu'ordonner retraite après retraite. Ils étaient en Champagne quand Napoléon enfin parut. Pendant deux mois, avec une poignée de soldats, il allait recommencer les prodiges de la première campagne d'Italie, vaincre coup sur coup deux grandes armées et n'être enfin foudroyé que par la trahison.

Il subit un premier échec à La Rothière (1er février 1814). Mais il battit Blücher à Champaubert, Montmirail, Vauchamps. Courant à Schwartzemberg, il le battit à Montereau. En huit jours, sept victoires. Les Alliés prirent peur. Un fantôme de Congrès s'était ouvert à Châtillon. Napoléon y avait envoyé Caulaincourt. Les conditions qu'il y reçut : la France réduite aux limites de 1791 et sans voix au rajustement de l'Europe, étaient inacceptables. Napoléon les repoussa. L'Autriche songea un moment à trahir. Mais la haine du Tsar et l'argent de l'Angleterre replâtrèrent la coalition. L'offensive ennemie fut reprise. Napoléon attaqua Blücher, le battit à Craonne. mais n'arriva point à le déloger de Laon. Retournant sur Schwartzemberg, il ne put à Arcis-sur-Aube avec 25.000 hommes en enfoncer 100.000 et recula. Il se porta alors vers Saint-Dizier. Il comptait dans cette pointe vers l'est rallier Marmont, Mortier, Macdonald, les garnisons éparses, pour fondre ensuite sur l'ennemi comme un aigle. Mais, négligeant la menace, le tsar Alexandre fit aussitôt ordonner la marche des coalisés sur Paris (24 mars). Il avait été prévenu par Vitrolles, royaliste fougueux, qu'un parti puissant s'était formé dans la capitale et qu'on n'y attendait qu'une avance des Alliés pour y proclamer les Bourbons. Cette résolution décida de tout. Les Alliés n'avaient devant eux que Marmont et Mortier, avec 22.000 hommes. Ils les bousculèrent à Fère-Champenoise. Le 28 mars ils arrivaient devant Paris.

Si la capitale avait pu tenir trois jours, Napoléon la sauvait. Prévenu de son danger, il accourait à marches forcées. Tout sans doute eût changé de face. Mais Paris, où Joseph, lieutenant général de son frère, commandait avec faiblesse, où le gouvernement autour de Marie-Louise éperdue se désorganisait d'heure en heure sous le sourire perfide de Talleyrand, Paris ne se défendit qu'une journée. Joseph fit décider par le Conseil la retraite de l'Impératrice, du roi de Rome et des ministres sur la Loire. Pendant qu'ils fuyaient, les Alliés occupaient les hauteurs dominant la ville au nord-est. Marmont, Mortier et Moncey se battirent bien, mais, laissés à eux-mêmes, perdirent courage. Marmont engagea des pourparlers avec Nesselrode, ministre du Tsar. La capitulation fut signée le 31, à deux heures du matin. Cette même nuit, Napoléon avec 60.000 hommes se trouvait à la Cour de France, près de Juvisy, à deux foulées de la ville. Le général Belliard lui apprit les événements. Il s'emporta, voulut galoper. Trop tard. Il comprit, gagna Fontainebleau. Ce matin même les Alliés entraient dans Paris.

Les Anglais seuls étaient disposés à renverser l'Empire et à restaurer les Bourbons. Les Prussiens hésitaient. Les Autrichiens au fond eussent préféré la proclamation de Napoléon II sous la régence de Marie-Louise. Le Tsar était

nettement hostile au retour de l'ancien régime, qu'il croyait tombé dans l'oubli et qu'on ne ferait pas aisément accepter par un peuple encore imbu des idées de la Révolution.

Talleyrand voulait le pouvoir. Les royalistes le lui promettaient. Il déclara au Tsar qu'il se trompait sur les sentiments de la France et qu'il n'y aurait de paix durable en Europe que si Louis XVIII était rappelé au trône. Alexandre céda. Les souverains alliés annoncèrent **qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille.**

Le 1er avril, Talleyrand convoqua le Sénat et fit nommer un gouvernement provisoire qu'il présida. Le 3 avril, ce même Sénat qui pendant tout l'Empire avait vécu aux genoux de Napoléon proclamait sa déchéance.

L'Empereur était à Fontainebleau. Point découragé, il songeait à reprendre la campagne. Les maréchaux, Ney surtout, le menacèrent, l'acculèrent à l'abdication. Déjà Marmont était passé à l'ennemi. Napoléon dit à ses anciens compagnons d'armes :

— Vous voulez du repos. Ayez-en donc !

Et signa.

Quelques jours plus tard, un traité conclu avec les Alliés à Fontainebleau lui accordait la souveraineté de l'île d'Elbe et une pension de deux millions (II avril). Dans la nuit, il tenta de s'empoisonner. Après tant de trahisons, la mort aussi le trahit. Il se résigna à vivre. Le 20 avril, il quittait Fontainebleau après un poignant adieu à sa vieille Garde et prenait la route du sud.

CHAPITRE X

LE DERNIER VOL DE L'AIGLE

3 mai 1814 : entrée de Louis XVIII à Paris. — 30 mai : premier traité de Paris. — 4 juin : promulgation de la Charte constitutionnelle. — 26 septembre : ouverture du Congrès de Vienne. — LES CENT JOURS, DU 20 MARS AU 8 JUILLET 1815. — 1815 : 7^e coalition ; campagne de Belgique : victoire de Ligny, défaite de Waterloo (18 juin). — 23 juin : seconde abdication de Napoléon.

Marmont s'était entendu avec Schwartzenberg pour évacuer ses positions au sud de Paris. Cette trahison mise en relief par Talleyrand, rallia le Tsar à la cause des Bourbons, acclamée sur les boulevards par une poignée de royalistes. Le Sénat, sous la même influence, appela au trône [Louis Stanislas Xavier, frère du dernier roi](#), à la condition qu'il accepterait une Constitution qui lui serait soumise et dont les principaux bénéficiaires du régime impérial entendaient bien qu'elle garantirait leurs honneurs, leurs places et leurs pensions.

Louis XVIII, alors à Hartwell, ne se pressa pas de rentrer dans le pays qu'il avait quitté depuis vingt-trois ans. Les exigences du Sénat irritèrent son orgueil de prince légitime qu'un exil presque sans espérance avait laissé entier. Il envoya devant soi, avec le titre de lieutenant général, son frère le comte d'Artois. Celui-ci parut dans Paris le 12 avril. Prince léger, de cervelle étroite, type de ces hommes qui, à travers les bouleversements où s'était abîmé un monde, n'avaient [rien appris ni rien oublié](#), il s'installa aux Tuileries, et promit tout à tous sans savoir ce qu'on pourrait tenir. Il laissa faire Talleyrand. Moins soucieux de défendre les intérêts de son pays que de plaire aux souverains alliés, ce dernier livra, le 23 avril, d'un trait de plume, toutes les places fortes — cinquante-trois — que nous tenions encore en Allemagne au delà de nos anciennes frontières, sans stipuler en échange aucun avantage, aucune garantie d'évacuation de notre territoire propre. Louis XVIII arriva le lendemain à Calais. A demi infirme, épais, goutteux, il désenchantait le public habitué à la vivacité militaire de l'Empereur. Pourtant il ne manquait pas de qualités profondes. Il était, comme beaucoup de gros hommes, d'intelligence ouverte et fine. Il avait un sens étonnant de la dignité, la volonté ferme de faire respecter son droit héréditaire. Cependant son scepticisme lui donnait par instants figure de faiblesse, et il était plus propre à tourner une lettre farcie d'aphorismes latins qu'à lire les rapports qui l'eussent mis au courant de l'administration de la France, en vérité assez modifiée depuis 1789.

Reçu à Compiègne par les maréchaux soumis, salué avec respect par Talleyrand, il se crut aussitôt assez maître pour écarter les conseils de modération du Tsar ; il repoussa avec dédain la constitution élaborée par le Sénat et lui substitua à Saint-Ouen une Déclaration où il promettait d'[octroyer](#) une Charte à son peuple.

Il prit pour ministres Talleyrand et quelques hommes assez médiocres. Il ne voulait point de chaperon. La première affaire était la paix. Elle fut signée à Paris le 30 mai. Nous recevions les limites de 1791, plus Philippeville et Marienbourg, une partie de la Savoie et Nice. Par contre nous perdions l'île de France et nous nous en rapportions aux Alliés pour partager entre eux les territoires laissés vacants par l'effondrement de l'Empire. Talleyrand trouvait cette paix [bonne et plutôt noble](#). Elle était la conséquence directe de la malheureuse convention du 23 avril.

La Charte promise fut lue par le roi devant la chambre des Pairs, composée pour une grande part des sénateurs, auxquels furent adjoints une fournée d'[anciens grands seigneurs](#), et le Corps législatif gardé sans nouvelles élections, parce qu'on ne pouvait espérer de trouver jamais chambre plus disposée à la bassesse. Cette constitution, simple don du souverain, établissait un régime parlementaire semblable au système anglais. Les institutions existantes, dans leur ensemble, étaient consolidées, les acquisitions de biens nationaux garanties. Quoique réticente, elle fut bien accueillie dans l'ensemble du pays. Les anciens fonctionnaires de Napoléon s'étaient presque tous ralliés. Les Jacobins essayaient de se faire oublier. La bourgeoisie exultait. La noblesse par contre et le clergé

réclamaient un retour presque complet à la vie sociale d'avant 1789. L'armée plus ou moins ouvertement était hostile. Les paysans, inquiets, défiants, se taisaient.

La cour des Tuileries s'encombra de généraux qui n'avaient jamais servi — ou bien contre la France, au temps de l'émigration. Par contre les officiers de la Révolution et de l'Empire étaient renvoyés chez eux, à demi-solde. Le vaincu de Baylen, le général Dupont, devenu ministre de la Guerre, épurait l'armée sans égard aux services ni aux droits acquis. Le ministère gouvernait cahin-caha. A la Chambre, des débats maladroits s'élevaient à propos des biens nationaux. L'opinion peu à peu [se gâtait](#).

Talleyrand, envoyé au Congrès de Vienne qui se chargeait de raboter la nouvelle Europe, avait cherché d'abord à rompre le concert des Alliés. Il avait fait montre, au nom de la France, d'un complet et excessif désintéressement. Il soutenait en toute occasion la théorie de la légitimité, chère à Louis XVIII, et par laquelle les territoires qui avaient si souvent changé de mains au cours de ce quart de siècle devaient retourner à leurs souverains légitimes d'avant la Révolution. Cependant l'empereur Alexandre depuis qu'il avait battu Napoléon se croyait devenu le Roi des Rois et prétendait imposer au Congrès ses vues. Il déclarait que les [convenances de l'Europe étaient le droit](#). Contre lui, contre la Prusse, étroitement unie à la Russie, Talleyrand se rapprocha de l'Angleterre et de l'Autriche. Dans l'énorme et luxueux chaos du Congrès, ce représentant de la nation démembrée prit une influence et un poids inattendus. La Prusse voulait la Saxe, la Russie la Pologne. Talleyrand s'y opposa, ameuta Metternich et Castlereagh et signa avec eux un traité secret d'alliance. A la fin le Tsar et la Prusse cédèrent. Le premier se contenta d'une moitié de la Pologne, la seconde d'une moitié de la Saxe. La Prusse, en compensation, reçut les territoires rhénans. C'est là l'impardonnable erreur de Talleyrand. Il installait les Hohenzollern, race de proie, à notre frontière, nous préparant ainsi de terribles lendemains.

Pour le reste, on s'entendit aisément. L'Allemagne devenait une Confédération sous la présidence de l'empereur d'Autriche. La Norvège fut annexée à la Suède pour récompenser Bernadotte. Un royaume des Pays-Bas était formé par la réunion de la Belgique et de la Hollande, avec pour roi le prince d'Orange. Maîtresse en fait de l'Italie, l'Autriche reprenait sous son administration directe la vallée du Pô, Venise et Milan, — ce qu'on appela le royaume lombardo-vénitien. — Le Pape était rétabli dans ses États. La Sardaigne recevait Gênes ; Parme fut donnée à Marie-Louise, le petit roi de Rome étant écarté de sa succession. Quant à Murat, l'Autriche l'abandonnait aux rancunes des Bourbons.

Ces traités de Vienne prétendaient juguler le continent. Pour les maintenir, le tsar, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ne tarderont pas à se liquer par une [Sainte-Alliance](#), à la fois mystique et politique, d'esprit autoritaire et rétrograde dans laquelle tous les peuples et surtout l'Allemagne et l'Italie verront un instrument odieux d'oppression. La paix qu'elle croyait assurer dans un cadre conforme aux intérêts des princes et qui ne tenait compte ni des événements révolus, ni des vœux, ni des besoins des sujets, n'était qu'une paix de contrainte, riche en germes mortels. Les révolutions qui en 1830, 1848 secouèrent l'Europe et détruiront tout l'ordre ancien sont nés des conciliabules de 1815 menés par des hommes sans âme, qui ne voyaient que la puissance et les profits matériels.

Talleyrand, Metternich, Castlereagh et Nesselrode se sont ainsi montrés médiocres hommes d'Etat et détestables Européens.

Les travaux s'achevaient quand une nouvelle stupéfiante parvint à Vienne. Napoléon qu'on n'appelait plus que Buonaparte — s'était échappé de l'île d'Elbe et avait abordé sur la côte de Provence. La coalition un instant disloquée se reforma aussitôt. Talleyrand lui-même prépara la déclaration du 13 mars par laquelle les Puissances déclaraient Napoléon exclu [des relations civiles et sociales et livré à la vindicte publique comme ennemi et perturbateur du repos du monde](#). Talleyrand avait agi là dans le sens de ses rancunes et de ses intérêts. Une fois de plus il avait oublié la France.

Napoléon avait pu être sincère quand, atterrissant à l'île d'Elbe, il déclarait [ne plus songer qu'à son repos](#). Il essaya d'abord dans le cadre si étroit de ce [royaume de Sancho Pança](#), comme il disait, à contenter son activité. Il s'occupa de mettre en exploitation les mines de l'île, commanda des travaux publics, maintint en ordre et discipline sa petite armée — 1.200 grognards de la Vieille Garde qui l'avaient suivi dans l'exil. Sa mère et sa sœur étaient venues le retrouver. Il attendait Marie-Louise et son fils.

Ce fut sa première et sans doute sa plus profonde déception. Marie-Louise, malgré ses lettres pressantes, ne vint pas. Bientôt il ne reçut même plus de lettres d'elle. Il comprit qu'elle était retombée, naïve et sensuelle Viennoise de vingt-deux ans, aux bras de sa famille autrichienne qui cherchait à lui faire oublier la France. Il put prévoir que le petit roi de Rome serait élevé en prince allemand.

Le traité de Fontainebleau qui lui garantissait deux millions de liste civile n'était pas exécuté. Ses fonds personnels allaient tarir. Il ne pourrait bientôt plus payer ni nourrir ses derniers soldats. Sans doute voulait-on ainsi l'obliger à les licencier, c'est-à-dire à demeurer sans défense, alors qu'il pouvait redouter un coup de main. En France les royalistes exaltés parlaient ouvertement ou de l'assassiner ou de le déporter au fond d'un océan, à Sainte-Hélène ou à Sainte-Lucie.

Il était parfaitement informé par les amis qu'il gardait à Paris, par Maret surtout, du mécontentement qui croissait en France contre les Bourbons. La monarchie restaurée avait dressé contre elle l'armée par les procès intentés aux anciens généraux de l'Empire, la bourgeoisie par le ton d'insolence de la Cour, les libéraux constitutionnels par la prorogation des Chambres, le monde de l'industrie par les faveurs douanières accordées aux produits anglais. Les paysans craignaient la révocation des ventes de biens nationaux. Les royalistes les en menaçaient. Les impôts, si lourds, continuaient d'être perçus, alors que le ministère avait promis leur suppression. Une sourde colère couvait dans toutes les classes de la nation qui maintenant regrettaient l'Empereur.

Napoléon, depuis deux mois, était décidé à tenter un retour. Il en avait prévenu Murat qui, se sachant condamné à Vienne, revenait à lui. Le 26 février, il s'embarqua sur le brick Vin-constant et, suivi de six petits bateaux qui portaient son millier de soldats, fit voile vers la France.

Echappant à la croisière anglaise, il arrive le 1er mars au golfe Jouan, près d'Antibes. Il ne veut pas tirer un coup de feu. Comme le dit sa proclamation,

l'aigle, avec les couleurs nationales, doit voler de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Il évite la route du Rhône, prend celle des Alpes, par Digne et Grenoble. Les populations l'acclament au passage. Toutes les troupes qu'on lance contre lui se joignent à ses vétérans. Lyon lui ouvre ses portes. Ney envoyé contre son ancien chef et qui avait promis à Louis XVIII, dans un moment de folie, [de lui ramener Bonaparte dans une cage de fer](#), ne résiste pas à l'entraînement général. Il apporte son corps d'armée à l'Empereur qui le reçoit à Auxerre [comme au lendemain de la Moskowa](#). Le soir du 20 mars il arrive à Paris. Louis XVIII s'en est sauvé la veille pour se réfugier à Gand. Napoléon est arraché de sa voiture par une foule enthousiaste et porté en triomphe dans son cabinet des Tuileries, tandis que le drapeau tricolore jaillit de toutes les maisons.

Dès le lendemain il se mit au travail. Il avait à rassembler et redresser la France. Il ne doutait pas qu'il n'eût bientôt à combattre l'Europe, malgré les assurances pacifiques qu'il fit donner dans toutes les cours sur la base du traité de Paris que, sincère ou non, il acceptait. Les Français avaient censuré son despotisme. Il voulut leur montrer qu'il pouvait s'adapter à des temps nouveaux et promulgua *l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*, qui fondait en quelque sorte un Empire libéral, avec ministres responsables devant les Chambres, vote de l'impôt par le Parlement, liberté de la presse, garanties individuelles. Ces réformes furent accueillies sans joie. Le premier moment d'enthousiasme passé, le pays songeait avec angoisse à la guerre inévitable. A peine rétabli, le régime impérial paraissait condamné. Autour de l'Empereur on intriguait. Fouché, qu'il avait pris comme ministre de la police pour le neutraliser, envoyait un émissaire à Metternich proposer une régence avec Napoléon II.

— Vous êtes un traître, Fouché, je devrais vous faire pendre, lui dit l'Empereur.

Le duc d'Otrante répondit avec son froid esprit :

— Je ne suis point de l'avis de Votre Majesté.

La Chambre nouvellement élue était composée pour la majeure part de libéraux défiants ou hostiles. Napoléon qui en revenant avait trouvé la France [changée](#) ne pouvait plus garder de doute. Seule une grande victoire extérieure lui permettrait de mater l'opposition.

Murat, qui eût dû attendre le mot d'ordre de l'Empereur pour entrer en campagne, avait cru l'occasion bonne de devenir roi d'Italie. Il envahit les Etats du Pape qui s'enfuit une fois de plus. L'Autriche envoya contre lui une forte armée. Ses mauvais Napolitains ne tinrent pas devant ces troupes exercées. Battu à Tolentino (3 mai), il revint à Naples et s'embarqua sous un déguisement pour aborder en Provence où Napoléon le consigna sans lui permettre de revenir à Paris.

Cette folle équipée lui semblait un présage de sa propre défaite. L'Europe armait à outrance. Blücher et Wellington étaient déjà en Belgique avec 230.000 soldats. Napoléon en avait réuni à peine 200.000 au prix d'un effort surhumain. Et Schwarzenberg allait arriver avec une nouvelle armée et les Russes. Si ces masses se joignaient il serait submergé. Une seule chance de salut : recommencer le jeu de la campagne de France et attaquer les Alliés isolément, les vaincre l'un après l'autre. Pour cela, il n'y avait plus un jour à perdre. Partie désespérée, mais il fallait jeter les dés.

Napoléon quitta l'Elysée dans la nuit du 11 juin, après avoir reçu les délégations des deux Chambres, plus déférentes que sincères dans leurs vœux. Le 15 juin il passa la Sambre à Charleroi. Le général de Bourmont, ancien chef vendéen, à ce moment passa à l'ennemi et avertit Blücher de l'arrivée de Napoléon. Le lendemain il attaqua l'armée prussienne dans le voisinage de Fleurus, à Ligny. Blücher fut enfoncé. Mais l'irrésolution de Ney empêcha que la victoire ne fût décisive. Le général prussien fit retraite en bon ordre. Napoléon donna ordre à Grouchy de le poursuivre, tandis que lui-même marchait sur l'armée anglaise. Il la rejoignit le soir du 17 juin devant la forêt de Soignes, non loin de Waterloo, sur la route de Bruxelles. Il avait à ce moment avec lui 75.000 hommes. Wellington n'en avait que 70.000. Mais ses positions, à Hougomont, à la Haie-Sainte et à la Papelotte étaient très fortes. Toute la nuit il plut. On ne put allumer de feu. Les troupes mangèrent à peine et ne purent dormir. Pour les laisser reposer, sur le conseil de Drouot, Napoléon n'attaqua pas les Anglais le 18 au matin, comme il était prévu. Cette erreur devait tout perdre.

Drouot d'Erlon échoua d'abord dans l'assaut mené contre la gauche de Wellington. Il y essuya de grosses pertes. A l'aile opposée, Reille ne put emporter Hougomont. Double échec. Il était deux heures, Napoléon alors fit foncer sur le centre. A ce moment, 30.000 Prussiens, commandés par Bülow, parurent sur la droite. La masse d'attaque en fut diminuée. Ce fut la cavalerie, avec Ney qui s'élança sur la Haie-Sainte. La mêlée fut acharnée et sanglante. La cavalerie, trop serrée, ne put se déployer. Pendant trois heures il y eut un immense corps à corps. Wellington, avec une ténacité admirable, tenait toujours le plateau. L'Empereur lança pour soutenir Ney la partie disponible de la Garde. Elle fut hachée par la mitraille et recula. A la droite de Napoléon, qui depuis midi attendait Grouchy, parut alors une sombre masse d'hommes. C'était Blücher qui, échappant à Grouchy, avait marché au canon et accourait au secours de Wellington. Épuisés par cette terrible journée, les Français furent saisis de panique. Les régiments décimés se disloquèrent. L'armée s'enfuit vers Genappe, poursuivie par les cavaliers prussiens. Seuls les vétérans de la vieille Garde, rangés en carrés, continuèrent de lutter sans espoir, dans la nuit tombante, autour de Ney, de Cambronne, de l'Empereur. A la fin cette poignée d'hommes dut se résigner à la retraite. Napoléon marcha avec eux jusqu'à Genappe et là, confiant les débris de l'armée à son frère Jérôme, prit en toute hâte le chemin de Paris.

Il comptait faire appel au patriotisme des Chambres, réunir autour de lui la nation pour repousser l'envahisseur. Tout l'abandonna. Fouché avait trop bien tendu ses filets. Dignitaires de l'Empire, libéraux, royalistes s'y prirent avec hâte. Napoléon, sommé par la Chambre d'abdiquer, s'y résigna. Il gagna Malmaison et de là Rochefort. Il voulait partir pour l'Amérique et y vivre en simple citoyen. L'Angleterre qui gardait les côtes refusa les passeports. Pour ne pas tomber aux mains des royalistes, l'Empereur, montant à bord du *Belléophon*, adressa un émouvant appel à l'hospitalité britannique.

Les ministres de George III étaient des hommes mesquins, haineux, incapables du mouvement de générosité supérieure qu'attendait Napoléon. Traité en prisonnier de guerre, conduit avec quelques compagnons rassemblés par le hasard à l'île de Sainte-Hélène, perdue à 2.000 lieues au fond du Sud-Atlantique,

il y subira pendant près de six ans la détention la plus douloureuse, mais aussi la plus utile à sa gloire.

L'excès du malheur effaçait ses fautes. Cet homme qui, sur son rocher tenait encore tête à l'Europe apparaissait au monde comme un nouveau Prométhée, foudroyé par les Rois parce qu'il avait voulu lui donner la liberté.

Il meurt le 5 mai 1821 dans sa pauvre maison de Longwood. Mais son nom va demeurer vivant. Malgré la Sainte-Alliance qui voudrait ramener l'Europe au despotisme plus ou moins éclairé d'avant 1789, il servira de Sésame aux peuples pour reprendre la lutte contre l'arbitraire. Comme il y a eu un retour de l'île d'Elbe, il y aura ainsi un retour de Sainte-Hélène. Mais un retour d'idées, celui-là invincible, car rien ne prévaut contre les sortilèges de l'esprit...

Tandis que le *Northumberland* emportait le vaincu vers les tropiques, les vainqueurs entraient à Paris. Un million de soldats, vague haineuse, déferla sur la France, la piétina, la ruina. Les Alliés, surtout les Prussiens, voulaient la démembrer. Le Tsar et Wellington, généralissime de la coalition, s'y opposèrent. Cependant le second traité de Paris fut désastreux. Nous perdions la Savoie et Nice, la Sarre, les villes de Bouillon, Marienbourg et Landau, françaises depuis Louis XIV. Une indemnité de guerre de 700 millions (cinq milliards au moins de nos jours) nous était imposée. Pendant cinq ans, cent cinquante mille soldats alliés devaient occuper les départements du nord et de l'est. Cette paix est une des plus humiliantes que nous ayons connues. Il eût été à l'honneur des Bourbons de n'y pas consentir. Mais comment demander de l'héroïsme au vieillard obèse et sceptique qu'était Louis XVIII ? Il montra que pour régner il était prêt à tous les sacrifices. Dès son retour il prit comme ministre principal, à côté de Talleyrand, le président du gouvernement provisoire Fouché, régicide et massacreur de Lyon : son influence lui paraissait indispensable pour consolider le trône deux fois perdu et si péniblement retrouvé.

La plus grande figure de l'histoire depuis César, et qui le dépasse peut-être, Napoléon ne peut se séparer de la Révolution française. Il la continue, il sème à travers l'Europe son esprit et ses lois. Il en est le missionnaire botté. La lutte sans merci poursuivie contre lui par les monarchies à la solde de l'Angleterre est la suite logique de la guerre commencée en 1792 par [Pitt et Cobourg](#). Waterloo achève ce terrible duel.

Napoléon, a-t-on dit, a coûté cher à la France. Certes il a commis des fautes. La guerre d'Espagne et la guerre de Russie, on l'a vu, pouvaient s'éviter. Une sorte d'enivrement l'a saisi quand, au sommet de sa courbe, il a étendu sur la moitié de l'Europe un Empire sans bases réelles et qui ne pouvait durer qu'autant que durerait son bonheur.

On ne saurait pourtant oublier que dans la plupart de ses guerres, il a été l'attaqué et non l'assaillant. On ne saurait non plus méconnaître les services immenses qu'il a rendus à la France. Il l'a sauvée de l'anarchie, il l'a arrachée à la Révolution qui la tuait. Le Corse au teint fiévreux s'est penché vers cette grande forme exsangue, et l'a relevée dans ses bras, a essuyé le sang de son

visage et la menant devant l'Europe ennemie, l'a fait marcher d'un pas si ferme qu'autour d'elle il fallut tomber à genoux.

N'est-ce rien que cela ? n'est-ce rien que ce prestige, qui dure encore et qui, même aujourd'hui, fait la France plus grande aux yeux des étrangers? N'est-ce rien non plus que d'avoir réparé tant de ruines, rassemblé toutes les forces qu'il retrouvait de l'ancienne monarchie, depuis les églises rouvertes jusqu'aux familles restituées, d'avoir rétabli dans cette nation mourante la justice, le goût du travail, l'industrie, les finances, d'avoir en un mot refait la France dans une forme de son choix, à la vérité despotique, mais dont la base a tant de naturel équilibre qu'elle dure encore, et qu'après un siècle nous vivons dessus ? La Révolution a détruit le vieux monde. Napoléon a rebâti le monde nouveau. Qu'on le veuille ou non, l'âge moderne date de lui. C'est son honneur et, si l'on y tient, son excuse. Quand une œuvre dure tant et donne tant de fruits, elle porte en soi sa justification.

FIN DE L'OUVRAGE